

LA PENSEE ET LES HOMMES

# LA GUERRE ET LA PAIX



EDITIONS DE L'UNIVERSITE DE BRUXELLES



# Laïcité

## La Pensée et les Hommes

### Comité de direction :

Georges VAN HOUT, président  
Hervé HASQUIN, secrétaire général  
Oscar DE BOUVERE, trésorier

### Comité de rédaction et de programmation :

Jacques CELS, Roger CHIF, Paul DANBLON, Georges GORIÉLY,  
Guy HAARSCHER, Hervé HASQUIN, Gilbert HOTTOIS, Annie KESTELYN,  
Pierre KUTZNER, Jean-Claude LAES, Jacques LEMAIRE, Georges LIÉNARD,  
Nicole ROSEL, Robert STEENHOUT, Georges SYLIN,  
Marthe VAN DE MEULEBROEKE, Georges VAN HOUT.

### Responsable de rubrique

Publications : Jacques LEMAIRE  
Radio *La Pensée et les Hommes* : Nicole ROSEL  
Radio *Penser c'est vivre* : Liliane BECKER  
Radio *Wir und die Zeit* : Annie KESTELYN  
Télévision : Georges VAN HOUT, Hervé HASQUIN, Nicole ROSEL

### Secrétariat permanent

Anne-Marie KOUATLY-GERITZEN

### Adresse centrale

Avenue Adolphe Buyl 105 - 1050 Bruxelles - Tél. (0)2 642 35 04  
Le courrier doit être envoyé à cette adresse avec mention de la rubrique visée.

### Abonnement aux publications

Le montant de l'abonnement pour trois dossiers annuels est fixé, pur 1988, à 750 FB (à majorer de 200FB si la situation géographique du destinataire implique l'usage du courrier aérien).

Abonnement de soutien : 1.000 FB (ou plus)

Ccp: 000-0047663-36 - La Pensée et les Hommes 1050 Bruxelles  
Les volumes de la série peuvent être acquis séparément aux Éditions de l'Université de Bruxelles (avenue Paul Héger 26 - 1050 Bruxelles).

L'abonnement permet une réduction importante du prix des trois volumes et constitue un soutien direct à **La Pensée et les Hommes**.



Centre d'Action laïque

Laïcité

LA PENSÉE  
ET LES HOMMES

34<sup>e</sup> année, n° 17

**La guerre  
et la paix**

Dossier édité par Jacques LEMAIRE

Éditions de l'Université de Bruxelles

1991



# Avant-propos

Jacques LEMAIRE  
Directeur des publications de *La Pensée et les Hommes*

Décembre 1990. La guerre, que notre monde occidental croyait pour toujours révolue, se profile à l'horizon du Golfe persique. Janvier 1991 : la guerre éclate. Mars 1991 : la guerre est finie. La guerre, la guerre...

Mot terrifiant, réalité horrible et injuste. Pour les uns, il ne fallait pas la faire, à aucun prix. Pour les autres, il convenait de mettre fin maintenant aux exactions du tyran, au risque de devoir frapper plus fort et avec plus de maux encore dans deux, cinq, dix ans. Pour tous, un sentiment de malaise. Était-ce la bonne solution ? Était-ce la seule solution ?

La conscience des démocrates authentiques se révolte devant les douleurs et les souffrances que tout conflit entraîne, de façon inéluctable et aveugle. La même conscience des mêmes démocrates authentiques ne peut supporter la tyrannie, l'agression, la menace terroriste, atomique, chimique ou bactériologique. Il est toujours difficile de se conduire en parfait démocrate devant les prises d'otages, le chantage, le mensonge, l'hypocrisie, le recours inconscient ou volontairement provocateur à la force. Il faut pourtant essayer...

La guerre est finie. La guerre est gagnée, pour nous. Il reste à gagner la paix. Comment faire la paix ? Comment garantir la paix ? Comment la réaliser pour tous, au-delà des intérêts politiques, stratégiques, économiques, religieux contradictoires ?

Avant même que le conflit du Golfe nous rappelle que la guerre n'est pas un concept flou ou lointain, notre *Comité de rédaction* s'était penché sur les conditions de la guerre et de la paix. Question importante qui est devenue brûlante. Nous étions, pour une fois, dans une angoissante actualité. Elle déroulait ses nouvelles autour de nos réflexions, elle annihilait la distance que nous souhaitons mettre entre les faits et le jugement philosophique ou moral sur les faits.

Ce numéro, nous n'avons pas voulu le différer, avec les risques que notre attitude entraîne. Que sera demain la situation de l'Irak ou d'Israël,

la politique de la France, l'attitude des États-Unis ? Nous ne pouvons pas le savoir. Et les résultats de notre recherche pourraient bien se trouver caducs. Nous prenons toutefois le risque...

Une manière essentielle de préserver la paix, qui est illustrée par plusieurs de nos auteurs, consiste à accorder un certain pouvoir aux instances supranationales, garantes de l'équilibre entre les nations. On a pu remarquer que, dans notre histoire toute récente, c'est partiellement au nom du respect du droit international que le conflit s'est engagé.

La force nucléaire est souvent jugée comme un moyen de paix par la dissuasion qu'elle provoque. Mais cette dissuasion sera-t-elle toujours efficace ? Placée entre les mains d'irresponsables, l'arme atomique peut devenir la cause de la disparition de l'humanité tout entière.

Une fois encore, nos dossiers, tentant d'apporter des réponses concrètes aux interrogations de notre temps, posent surtout des questions. Des questions difficiles, des questions actuelles, des questions qui concernent et engagent tous les hommes, par-delà leurs attachements ethniques, culturels et religieux. La sagesse est un chemin difficile...

Bruxelles, le 21 mars 1991.



# Quelques approches de l'étude de la guerre et de la paix

Nadine LUBELSKI-BERNARD  
Chef de travaux à l'Institut de Sociologie (ULB)

Depuis les temps les plus reculés, la guerre et la paix se sont succédé dans la vie des groupes humains. L'une et l'autre ont fait l'objet de nombreuses réflexions. Des philosophes, des religieux, des hommes politiques, des juristes ont essayé de déterminer les meilleurs moyens de justifier la guerre, de la rendre licite ou au contraire de restaurer, maintenir et organiser la paix. De saint Augustin à Érasme ou à Kant, ce sont surtout des individus qui, seuls, se sont préoccupés de ces problèmes et ont essayé d'influencer par leurs idées, la société de leur temps. À partir du XIX<sup>e</sup> siècle et de la création des premières sociétés de la paix, ces questions ont été débattues au sein de groupes, d'assemblées, de congrès qui tous ont recommandé leur étude à la lumière des jeunes sciences sociales. Des progrès considérables ont ainsi été faits dans la connaissance des différents éléments entrant dans le déclenchement des conflits. Mais c'est surtout après 1945 que l'étude scientifique de la guerre et de la paix se développe et prend un essor décisif.

Après la Seconde guerre mondiale, on assiste aux États-Unis, dans les pays nordiques et en Europe à une prolifération des recherches en ces domaines au sein d'instituts spécialisés. Celles-ci donnent naissance à un embryon de science sociale de la guerre et de la paix. Comme toujours, les analyses qui sont faites de ces phénomènes sont largement influencées par l'état des relations internationales et par les idéologies dominantes de l'époque. Les raisons du développement de ces études, à ce moment-là, sont diverses. Il y a tout d'abord le désastre laissé par la Seconde guerre mondiale et la peur que suscitent les explosions atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki. Désormais, la crainte d'une troisième guerre mondiale, susceptible d'anéantir plus ou moins totalement toute vie sur la planète, pousse à trouver des solutions pouvant éviter cette issue fatale. Il y a ensuite l'état de guerre froide entre l'Est et l'Ouest et la course engagée en matière d'armement qui conduisent les États à subventionner des recherches sur la compétition entre les deux blocs et sur les possibilités d'un désarmement

général, ou tout au moins d'une limitation partielle des armements. En même temps et parallèlement, on assiste au désir d'émancipation des anciennes colonies qui revendiquent leur indépendance. Il s'ensuit une période de décolonisation, de guerres de libération nationale – guerre d'Algérie, guerre du Vietnam – qui mettent l'accent sur d'autres problèmes comme le sous-développement, les déséquilibres économiques, sociaux, politiques, l'absence de liberté, de justice, de respect des droits de l'homme dans le Tiers-Monde. Ceux-ci provoquent, dès le début des années 1960, une prise de conscience accrue de la dimension politique de la recherche de la paix et de la guerre. Les confrontations Est-Ouest et Nord-Sud suscitent des approches variées de l'étude de la paix et des conflits suivant le choix de l'objet de la recherche, mais aussi le lieu géographique où elles se développent. Celles-ci prennent des noms différents suivant que l'intérêt principal se porte sur la paix ou sur la guerre, suivant leur degré d'engagement politique, l'idéologie politique qui sous-tend les recherches et la part réservée à l'application des recherches. Mais qu'il s'agisse de polémologie, de sociologie de la guerre, de *peace and conflict resolution*, d'irénologie, de science de la paix, *peace research*, *peace studies*<sup>1</sup>, toutes ont en commun la même croyance qu'une meilleure compréhension du monde conduit à une meilleure conception des problèmes existants et par conséquent à l'élaboration de politiques mieux adaptées aux réalités nouvelles. Les recherches entreprises dans ces domaines sont confrontées à un certain nombre de choix qui sont faits de manières diverses. Ceux-ci concernent la constitution des équipes de recherches, les niveaux d'analyse des objets de la recherche, l'application des recherches ainsi que les méthodes suivies et enfin l'objet des recherches.

### **Une recherche interdisciplinaire internationale**

La discipline qui se construit petit à petit suivant des chemins différents veut constituer un nouveau secteur de la recherche scientifique en allant au-delà des approches traditionnelles qui ont prévalu en droit international, en histoire, en science politique et en relations internationales. On essaie donc d'intégrer dans un travail d'équipe toutes les autres sciences qui s'intéressent à l'homme et à la vie en société. Cette tentative de réunir les connaissances éparses sur la guerre et la paix doit permettre de supprimer les cloisonnements entre disciplines qui empêchent de voir les problèmes

---

<sup>1</sup> Sur ces différentes disciplines, voir Paul M.G. LEVY, Marie-Dominique SIMONS, Jorge d'OLIVEIRA e SOUZA, « Le Colloque de Louvain (mars 1971) ou Polémiques de Polémologues » dans *Res Publica*, 1972, n° 4, pp. 725-744.

du monde dans leur globalité. Il faut, en outre, dépasser les limites que les frontières nationales imposent parfois à certaines recherches. Une composition internationale des équipes de chercheurs peut améliorer la qualité de la recherche, corriger d'éventuelles erreurs d'orientation et combattre certains préjugés locaux. Cette habitude de travail en commun permet un enrichissement réciproque de chacun, l'acquisition d'une certaine connaissance des diverses disciplines, de leurs concepts, de leurs méthodes et enfin l'élaboration d'une tradition scientifique nouvelle<sup>2</sup>.

### **Une approche pluridimensionnelle**

Depuis l'Antiquité, les problèmes relatifs à la guerre et à la paix sont abordés à trois niveaux : individuel, intra- et inter-groupes. Si l'on prend le concept de paix, il représente pour certains une valeur individuelle, philosophique, morale ou religieuse qui signifie la paix intérieure, la paix de l'esprit, de l'âme, obtenue par le rejet des passions et par l'indifférence vis-à-vis des intérêts matériels<sup>3</sup>. Pour d'autres, au contraire, la paix est un état collectif, politique, social, juridique qui se caractérise par une absence de violences ou d'hostilités entre les membres du groupe, de la nation, de l'État ou à un niveau supérieur au sein de la communauté internationale.

Lorsqu'il s'agit d'organiser l'étude de la paix et de la guerre, diverses positions sont apparues sur le ou les niveaux qu'il convenait de retenir pour l'analyse. Les uns ont préféré s'en tenir aux relations internationales, les autres ont pensé qu'il n'y avait pas lieu de délaissier les situations existant à l'intérieur des États, à l'intérieur d'entités ou de groupes plus petits ou encore entre les individus et à l'intérieur de chaque être humain. Cette approche pluridimensionnelle se justifie par la nécessité de devoir tout explorer pour comprendre les causes d'une paix ou d'un conflit, mais aussi par le fait qu'il se pouvait que l'on découvre des liens entre les différents plans où se porte l'analyse. De plus, il n'est pas exclu que les résultats d'une recherche menée à un niveau puisse s'appliquer à un autre niveau. C'est ce qu'a pensé le *peace researcher* norvégien, Johan Galtung<sup>4</sup>, qui après un séjour en Inde, et influencé par la pensée de Gandhi, a modifié les limites du champ de recherches qu'il avait précédemment fixées pour faire de la

---

<sup>2</sup> Voir John GALTUNG, « La Science de la Paix. Historique et Perspectives » dans *Science et Paix*, revue internationale de recherches sur la Paix, le conflit et le développement. Bruxelles, 1973, n° 1, pp. 45-46 ; p. 52.

<sup>3</sup> Chez les Grecs déjà, les stoïciens plaidaient pour une solidarité universelle en demandant aux hommes de renoncer à leurs passions. Voir à ce sujet : Gerardo ZAMPAGLIONE, *The Idea of Peace in Antiquity*, translated by Richard Dunn, Notre Dame, London, University of Notre Dame Press, 1973, pp. 135-139.

<sup>4</sup> Johan GALTUNG, est le fondateur, en 1959, du *Peace Research Institute* d'Oslo.

science de l'accomplissement humain et de l'individu, l'essence première de l'étude de la paix<sup>5</sup>.

### **De la théorie à l'action : recherche fondamentale ou appliquée**

La question de l'application des recherches a été résolue différemment selon les orientations prises au sujet de l'objet à étudier. Les polémologues, qui choisissent l'étude des guerres, veulent faire avant tout de la recherche fondamentale. Ils croient qu'il faut avoir une connaissance suffisante des formes, du rôle et des fonctions de la guerre, avant d'aborder la construction de la paix. Ils ne souhaitent pas que le but premier de leur discipline soit d'être une science directement orientée vers l'application pratique. Mais s'ils ne veulent pas agir immédiatement sur le milieu, ils espèrent quand même modifier la vision du monde qu'ont les individus et la collectivité en permettant une meilleure compréhension des phénomènes guerre et paix. Ce n'est pas le cas de la *peace research* ou science de la paix qui, dès le début, a voulu étudier les conditions qui facilitent ou empêchent l'établissement de la paix du monde dans l'optique d'exercer une action sur ces conditions.

Cette tentative de la science de la paix de déboucher sur les implications de politique concrète suscite plusieurs difficultés, notamment au niveau de l'élaboration de la recherche. Croire que l'on peut déduire une théorie de l'analyse des expériences du passé et du présent pour recommander dans l'avenir les chemins qui doivent être empruntés, pour éviter les écueils rencontrés, est sans doute très optimiste. La *peace research* a peut-être aussi une confiance trop absolue dans les vertus de la démarche scientifique pour trouver une solution aux maux sociaux. Ce n'est pas, comme le fait remarquer A. Rapoport, parce que les outils de l'investigation scientifique ont permis de remporter beaucoup de succès dans de nombreux domaines que l'on peut penser qu'il existe toujours une relation évidente entre recherche, compréhension et contrôle d'un phénomène. En prenant l'exemple du mouvement des planètes, il constate que la compréhension de ce dernier ne confère pas le pouvoir de le maîtriser. De ce fait, il met en garde contre l'affirmation qui consisterait à penser que l'on peut être capable dans tous les cas d'éliminer les conflits de grande envergure dès que l'on a compris le processus qui les favorise ou les inhibe<sup>6</sup>. De plus,

---

<sup>5</sup> Johan GALTUNG, *op. cit.*, p. 39, 51, 62.

<sup>6</sup> Anatole RAPOPORT, « Can Peace Research be Applied » in *Journal of Conflict Resolution*, xiv, 1970, pp. 277-286 ; traduit en français sous le titre « La recherche de la paix peut-elle être appliquée » dans Philippe BRAILLARD, *Théories des Relations Internationales*, Paris, PUF, Coll. « Thémis », Science Politique, 1977, pp. 445-459.

### *Quelques approches de l'étude de la guerre et de la paix*

il se peut que la paix et la guerre soient, à l'image de la météorologie, des problèmes tellement complexes et fluctuants qu'il est difficile à l'heure actuelle d'en appréhender tous les paramètres.

Il existe aussi d'autres obstacles qui proviennent des difficultés de lier la théorie à l'action. Dans un premier temps, les chercheurs en science de la paix ont voulu obtenir l'application des conclusions auxquelles ils étaient arrivés en influençant le plus possible tous les milieux touchant à l'élaboration et à l'exécution de la politique étrangère : monde académique, diplomatique, politique, groupes de pression favorables à la paix. Mais très rapidement, ils ont constaté les limites de leur stratégie. Il ne suffit pas d'avoir découvert, à travers des recherches empiriques, des politiques de paix efficaces et de les préconiser sur des bases solides, pour les voir acceptées et appliquées. Il ne suffit pas de vouloir et comprendre la paix pour l'imposer. L'erreur qui a été commise, écrit J. Galtung, est de ne pas s'être demandé ce que les gens chargés de mettre ces idées en œuvre peuvent et veulent faire. C'est ainsi que la recherche de la paix a décidé de s'associer plutôt à des groupes qui incluent déjà la politique de paix dans leurs sphères d'action et de constituer « un réseau serré de chercheurs et de groupes connexes répartis dans le monde entier, à l'Est et à l'Ouest, au Nord et au Sud<sup>7</sup> », pour faire progresser les idées de paix.

Pour A. Rapoport, il existe un autre obstacle à l'application des recherches en matière de paix. Il constate que toute science appliquée implique une structure institutionnelle qui soit prête à recevoir la connaissance acquise et ayant reçu pouvoir de l'appliquer. L'absence d'une telle structure est pour lui un handicap important qui empêche le processus d'interaction entre la théorie et la pratique. Les activités de recherches en ce domaine sont toutefois bénéfiques dans la mesure où elles permettent à ces problèmes de demeurer au premier plan, de retenir l'attention de la communauté scientifique et d'avoir un impact à travers la propagation de l'information au niveau d'un large public<sup>8</sup>.

Le même auteur souligne également que si les conclusions de la science de la paix ne peuvent être mises en pratique faute d'institutions capables de les accueillir et de les réaliser, il n'en est pas de même pour les guerres qui, elles, possèdent leurs institutions. Ce sont les ministères de la Défense, les États-Majors, mais aussi tous les groupes qui les soutiennent. Ces institutions constituent une condition nécessaire à la préparation, à la justification et à la réalisation des guerres. La question de savoir si

---

<sup>7</sup> Johan GALTUNG, *op. cit.*, pp. 56-59.

<sup>8</sup> Philippe BRAILLARD, *op. cit.*, pp. 449-454.

cette condition est suffisante pour mener inévitablement à la guerre ne peut être vérifiée. Mais un pas important pourrait être franchi vers le but que s'assigne la science de la paix si elle savait « de toutes les manières possibles les habitudes d'obéissance, les liens de loyauté et de confiance, qui masquent la nocivité de ces institutions et qui poussent l'organisme social à les nourrir de son propre être<sup>9</sup> ». Elle devrait aussi diffuser toutes les connaissances qu'elle aurait acquises sur la manière dont ces institutions préparent les guerres, « comment elles les 'vendent' à leurs populations respectives et comment elles-mêmes prospèrent ce faisant »<sup>10</sup>.

Une autre tâche importante de la science de la paix devrait être de contredire la prétention de rationalité que se donne le complexe politico-militaire<sup>11</sup>. En effet, après que la guerre ait été rendue potentiellement impensable à cause des armes nucléaires génocides, certains intellectuels américains<sup>12</sup> lui ont rendu sa place traditionnelle dans les relations internationales et ont rendu par la même occasion une nouvelle respectabilité aux institutions de guerre. Grâce à l'élaboration de nouvelles théories comme celle de la guerre limitée, de l'escalade nucléaire contrôlée, ces néo-clausewitziens ont remis à l'honneur l'idée d'un usage rationnel de la force militaire, une idée qui répondait parfaitement aux attentes des industries de guerre.

### **Le choix des méthodes**

L'étude de la guerre et de la paix est confrontée à un problème de méthodologie scientifique. Différentes orientations s'offrent à la conduite des recherches en ces domaines<sup>13</sup>. Le choix peut se faire entre une approche classique, une approche scientifique ou une approche nouvelle suggérée par J. Galtung.

La méthode classique<sup>14</sup> est une approche théorique, scientifiquement imparfaite, basée sur des hypothèses incertaines, mais qui a été, jusqu'il y a peu, et qui continue à être, à l'origine de bien des essais théoriques

---

<sup>9</sup> Anatole RAPOPORT, « Les différentes conceptions d'une science de la paix » dans *Science et Paix*, *op. cit.*, p. 18.

<sup>10</sup> *Ibid.*, p. 16.

<sup>11</sup> *Ibid.*, p. 17.

<sup>12</sup> Citons Herman KAHN, Thomas SCHELLING, Robert OSGOOD, Henry KISSINGER, etc., *ibid.*, p. 17.

<sup>13</sup> Philippe BRAILLARD, *op. cit.*, pp. 17-18.

<sup>14</sup> Voir Hedley BULL, « International Theory : the Case for a Classical Approach » in *World Politics*, vol. XVIII, 1966, pp. 361-377 ; traduit et reproduit dans Philippe BRAILLARD, *op. cit.*, pp. 31-32.

## *Quelques approches de l'étude de la guerre et de la paix*

en relations internationales et en matière de guerre et de paix<sup>15</sup>. Cette approche empirique et positiviste se combine à une synthèse de pensées éparses et d'analyses partielles de philosophes de la politique, d'historiens, de pamphlétaires, de juristes, dans laquelle la déduction, l'induction, le jugement, la perception, l'intuition jouent un rôle important. Dans cet amalgame d'approches, il y a « une supposition selon laquelle on ne peut faire que très peu de choses importantes au sujet des relations internationales, si l'on se limite à d'étroits critères de vérification et de preuves<sup>16</sup> ». Cette approche a suscité de vives critiques notamment de la part des tenants de l'école scientifique. Ceux-ci reprochent aux traditionalistes leurs généralisations empiriques qui ne risquent pas d'être prises en défaut, car ils précisent rarement les limites du cadre dans lequel sont applicables leurs conclusions. De plus, ils regrettent aussi le manque de structures théoriques articulées de cette première approche.

La méthode scientifique est une approche qui est devenue prépondérante aux États-Unis dans les sciences sociales, dans les recherches relatives aux relations internationales et à la résolution des conflits. Elle est appliquée par tous ceux qui aspirent à une théorie dont les propositions sont « basées sur des preuves logiques ou mathématiques, ou sur de strictes procédures empiriques de vérification<sup>17</sup> ». Elle fait largement appel à la quantification, aux mathématiques, statistiques, à la modélisation. Elle a été utilisée dans la théorie des systèmes internationaux, des jeux, des négociations, des conflits, dans les modèles sur la conduite de la politique étrangère, la course aux armements, les coalitions politiques, dans les travaux sur la communication sociale, etc.<sup>18</sup>. Elle a enrichi la démarche des traditionalistes par l'apport des critères utilisés dans les sciences exactes pour établir les procédures d'analyse des observations et des expériences ainsi que par la construction de modèles qui débouchent sur l'établissement de théories. Morton A. Kaplan a, par exemple, traduit la réalité historique en un nombre limité de modèles théoriques de systèmes internationaux. Il a analysé l'évolution de chacun de ces modèles et les transitions ou conditions de passage d'un modèle à un autre. Cette méthode de travail, même si elle ne recense pas de manière exhaustive l'ensemble des « systèmes possibles », permet un examen critique des modèles retenus.

---

<sup>15</sup> Par exemple les essais systématiques de théorie internationale de Hans MORGENTHAU, Alfred ZIMMERN, E.H. CARR, Georg SCHWARZENBERGER, Raymond ARON, etc., *ibid.*, p. 32.

<sup>16</sup> *Ibid.*

<sup>17</sup> *Ibid.*

<sup>18</sup> *Ibid.*, pp. 33-34.



De nombreux reproches sont adressés à la méthode scientifique appliquée au domaine de recherche qui nous intéresse. Certains soulignent la complexité de la politique internationale et le trop grand nombre de variables, dont toute généralisation sur le comportement étatique doit tenir compte, qui ne permettent pas d'appliquer cette méthode demandant précision, rigueur et quantification<sup>19</sup>. D'autres font remarquer que lorsqu'on met les conflits en équation, on parvient difficilement à en saisir tous les éléments, tous les aspects. On observe aussi qu'il existe alors une forte propension à considérer le processus de ces conflits comme le développement d'une équation. Les modèles mathématiques sont aussi objets de critiques, car on estime que les variables, qui ont un caractère subjectif ou psychologique, sont difficilement mesurables<sup>20</sup>. Une remarque analogue est faite au sujet de la théorie des jeux appliquée aux conflits internationaux. Beaucoup de questions ne sont pas bien résolues : « comment déterminer l'enjeu ou la part respective des coûts et des bénéfices ? Comment pratiquement parvenir à réunir et à quantifier toutes les données ? Comment faire la part des considérations subjectives, notamment des comportements irrationnels ?<sup>21</sup> »

L'application de la méthode scientifique dans le domaine des sciences humaines suscite encore d'autres insatisfactions qui mettent l'accent sur la spécificité de ces sciences vis-à-vis des sciences physiques. Une différence importante réside dans le fait que, dans les sciences de l'homme, le sujet possède la qualité de changer. C'est ce que souligne A. Rapoport quand il écrit : « Les généralisations au sujet de la nature humaine, même si elles sont valables à l'époque où elles sont prononcées, ne le restent pas nécessairement<sup>22</sup> ». Une autre illustration de la spécificité des sciences humaines peut être trouvée dans la relation qui existe entre le sujet et l'objet, entre la cause et l'effet. Comme le dit H. Bull, « les théories produites et les choses dont on fait la théorie sont liées non seulement par une relation de sujet à objet, mais aussi de cause à effet, ce qui a pour conséquence que même les idées les plus innocentes contribuent à leur propre vérification ou falsification<sup>23</sup> ». Dans le même sens, A. Rapoport souligne ce processus d'action-réaction, de feed-back, en remarquant que

---

<sup>19</sup> MORTON A. KAPLAN, « A New Great Debate : Traditionalism versus Science in International Relations » in *World Politics*, vol. XIX, 1966, pp. 1-20 ; traduit et reproduit dans Philippe BRAILLARD, *op. cit.*, p. 56.

<sup>20</sup> P.F. GONIDEC et R. CHARVIN, *Relations internationales*, Paris, Ed. Montchrestien, (Coll. Université Nouvelle-Précis Domat), 1981, pp. 408-409 ; voir aussi Alain JOXE, « Examen critique des méthodes quantitatives appliquées aux recherches sur les causes de la violence » dans *La violence et ses causes*, Paris, UNESCO, 1980, pp. 65-83.

<sup>21</sup> P.F. GONIDEC, *op. cit.*, pp. 409-410.

<sup>22</sup> Anatole RAPOPORT, dans *Science et Paix*, *op. cit.*, p. 14.

<sup>23</sup> Hedley BULL, *op. cit.*, p. 40.



### *Quelques approches de l'étude de la guerre et de la paix*

ce que nous disons d'un phénomène a une influence sur ce phénomène. « Les actions humaines dépendent essentiellement de la manière dont elles sont perçues. En particulier, telle ou telle opinion dominante sur la nature des causes de la guerre pourrait avoir un effet profond sur l'étiologie et l'incidence des guerres. Dans ce cas, le choix des hypothèses ne peut être inspiré uniquement par la mesure dans laquelle celles-ci sont confirmées par les faits. Ces hypothèses sont elles-mêmes des faits, des contributions au système... Dès que nous nous rendons compte que les facteurs qui décident de la paix ou de la guerre peuvent changer de manière radicale, et qu'en plus, la façon même de parler de guerre et de paix ou d'y réfléchir est un facteur important, la tâche de choisir les hypothèses fondamentales sur lesquelles nous construisons une théorie (qui à son tour servira de guide pour l'action) devient terrifiante<sup>24</sup>. »

Une troisième approche est proposée par J. Galtung. Elle répond à une critique qui avait été formulée au sujet de l'action préconisée pour la construction de la paix future sur la base d'une théorie élaborée à partir de l'analyse des expériences du passé et du présent. Pour l'auteur, le point central des recherches appartient au domaine des valeurs et non plus des faits. Ce qui doit guider l'action orientée vers l'avenir, dit-il, ce sont « les *valeurs* extraites et élaborées à partir du concept général de paix et non les *données* empruntées à un monde éminemment non pacifique... Pratiquement, l'étude de la paix ne peut pas seulement se préoccuper d'évaluer les politiques de paix du passé, mais elle doit consacrer une attention au moins égale à la critique sociale du présent et à l'élaboration de propositions et même de véritables ébauches pour l'avenir<sup>25</sup> ». Ce qui implique de « concevoir la science comme une activité qui engendre un monde nouveau plus proche de nos valeurs, et non plus seulement une théorie conforme aux anciennes données<sup>26</sup> ».

Les recherches dans le domaine de la paix et de la guerre soulèvent des problèmes de méthodologie qui sont complexes et loin de pouvoir être prochainement résolus. Ceux-ci influencent profondément deux écoles que l'on peut, *grosso modo*, appeler américaine et européenne. La première a choisi de faire des recherches scientifiques quantitatives, mais elle rencontre des difficultés à interpréter la réalité derrière les chiffres obtenus. Si sa contribution aux progrès de la discipline est substantielle, elle n'est toutefois pas entièrement nouvelle, révolutionnaire. La seconde, l'école européenne de la science de la paix, se situe politiquement beaucoup

---

<sup>24</sup> Anatole RAPOPORT, dans *Science et Paix*, *op. cit.*, p. 15.

<sup>25</sup> Johan GALTUNG, *op. cit.*, p. 55.

<sup>26</sup> *Ibid.*

plus à gauche que sa sœur d'outre-Atlantique et s'est de ce fait consacrée à approfondir le concept de paix. Elle s'est tournée vers une paix qui est plus qu'une paix négative, caractérisée par l'absence de guerres, de conflits armés, de violences directes. Elle a recherché comment établir une paix positive en essayant de définir des structures sociales, d'où toute violence structurelle serait absente, c'est-à-dire qui assurent une justice sociale<sup>27</sup>.

L'objet de ta recherche

Avant d'entreprendre l'étude de la paix et de la guerre, il est indispensable d'examiner deux conceptions du monde où ces notions peuvent constituer la normalité, ce qui n'est pas sans avoir quelque influence sur les recherches poursuivies en ces domaines.

### **La guerre : modèle « désastre naturel »**

On peut envisager le monde comme un système où règne un ordre politique rationnel et moral, où l'homme est bon et perfectible. En temps normal, les nations, les individus vivent en paix. Mais il arrive parfois que les tensions, les conflits deviennent trop importants et la guerre éclate. Celle-ci est alors considérée comme un trouble, une perturbation qui est souvent assimilée aux inondations, aux famines, aux épidémies. Étendre à la guerre ce modèle « désastre naturel », revient à dire qu'il est possible, grâce à l'acquisition d'une connaissance suffisante du phénomène et grâce à l'emploi des moyens adéquats, d'empêcher son développement et même de l'éliminer<sup>28</sup>. La guerre est considérée comme un mal qui peut être supprimé. Dès lors, il semble utile de rechercher des techniques pour éviter les conflits ou leur trouver une solution qui pourrait être mise à la disposition des dirigeants politiques. Mais la connaissance en cette matière n'est pas sans danger, car elle peut servir à d'autres buts. A. Rapoport constate que les « dirigeants politiques des grandes puissances pourraient se montrer ouverts aux suggestions concernant les possibilités d'arriver à leurs fins sans guerre, une guerre étant devenue trop chère et même impliquant des risques sur le plan politique. Ce type de connaissance est défini souvent comme « manipulation des conflits », « techniques de négociation », etc., mais peut inclure aussi des techniques anti-insurrectionnelles si l'on

---

<sup>27</sup> Voir à ce sujet Peter VAN DEN DUNGEN, « Peace Research and the Search for Peace : Some critical Observations » in *International Journal on World Peace*, vol. II, n° 3, Jul-Sept. 1985, p. 37.

<sup>28</sup> Anatole RAPOPORT, dans *Science et Paix*, *op. cit.*, pp. 7-8.

choisit d'identifier simplement des mots qui n'ont qu'une certaine affinité étymologique, comme « paix » et « pacification »<sup>29</sup>.

### **La guerre est dans la nature humaine**

On peut envisager aussi un monde imparfait qui serait le résultat de forces inhérentes à la nature humaine qui n'est pas essentiellement bonne. Dans cette conception, la guerre apparaît comme ayant ses racines dans la nature agressive de l'homme, dans son désir de puissance. La guerre est alors un élément constitutif des structures sociales, on ne peut l'éliminer sans détruire l'organisme qui la porte. Elle fait partie de la normalité comme une fonction vitale, inséparable de la société.

Chaque option donne une vision différente de l'homme, de la société et de la politique. La première est une hypothèse optimiste où la paix est l'état normal et la guerre un accident qui arrive de temps en temps. La paix est ici prise dans son acception négative, d'absence de violences directes, mais où existent la dissuasion au moyen des instruments de guerre et la menace du recours à la guerre ainsi que des violences indirectes, intégrées aux structures sociales. La seconde est une hypothèse pessimiste et réaliste où la guerre fait partie de la société, où les oppositions d'intérêts et les conflits de puissance sont courants et où il faut tendre vers le moindre mal.

### **Un exemple de recherche sur les guerres : la polémologie de Gaston Bouthoul**

Dans la grande variété de recherches entreprises en ce domaine, la sociologie des guerres de G. Bouthoul a été retenue parce qu'elle a été la première en Europe à s'intéresser à ce problème après la Seconde guerre mondiale et à ouvrir la voie à tout un courant d'investigations sur les conflits armés et les meilleurs moyens de les prévenir ou de les résoudre. Ce polémologue français a, en effet, pensé que la connaissance de la guerre, de son évolution, de ses mutations, de ses formes, des fonctions qu'elle semblait remplir dans l'histoire, autorisait l'espoir d'aboutir à une prévention du phénomène. En 1945, il a fondé à Paris *l'Institut français de Polémologie*. Il a inventé ce terme afin d'éviter la confusion avec l'expression « science de la guerre » qui concerne plus traditionnellement les études de stratégie, de tactique et de science militaire. La nouvelle discipline a voulu

---

<sup>29</sup> *Ibid.*, p. 11.

aborder l'étude scientifique de la guerre, des conflits armés, de la paix sous l'angle des sciences humaines en faisant une large place à la démographie et aux statistiques. Les sujets abordés ont été fort nombreux et concernent par exemple, les aspects économiques, techniques, psychologiques des guerres, leurs causes, leur périodicité, les baromètres polémologiques ou indicateurs de la montée des pulsions belligènes. L'auteur a considéré la guerre comme une réalité sociale que l'homme peut éventuellement contrôler, mais non supprimer<sup>30</sup>. Ayant une conception biologique de la guerre, il a cherché à analyser et à interpréter les causes structurelles et mentales qui engendrent l'agressivité collective.

### **La théorie démographique des guerres**

Comme Malthus qui, après avoir constaté des déséquilibres entre la population et les ressources disponibles, a dénoncé les dangers de la surpopulation du globe et a recommandé la limitation des naissances, G. Bouthoul a cru que la grande cause structurelle de la violence collective résidait dans des déséquilibres démographiques et a préconisé un « désarmement démographique »<sup>31</sup>. L'examen des conflits armés du passé l'a amené à constater qu'il y avait toujours, lors du début des guerres, trop de jeunes hommes, ainsi qu'une certaine instabilité sociale. Ces observations l'ont conduit à élaborer une théorie démographique, fonctionnaliste des guerres. Dans celle-ci, les impulsions belliqueuses démographiques paraissent être plus conditionnées par la structure interne démo-économique que par les chiffres absolus de la population. En d'autres termes, ce qui constitue une menace est surtout la forte proportion de jeunes hommes en excédent par rapport aux tâches essentielles de l'économie du groupe. Ceux-ci sont disponibles, prédisposés à la turbulence, et constituent une force perturbatrice qui peut être mise à la disposition de la guerre<sup>32</sup>. Et cela d'autant plus facilement que la guerre serait « une sorte d'épiphénomène ou la manifestation fiévreuse de déséquilibres sociaux, surtout démographiques, qui favorisent l'apparition de certaines idées de préférence à d'autres... qui poussent à l'intransigeance, obnubilent le sens critique et l'instinct de conservation, en un mot, rendent collectivement agressif »<sup>33</sup>. Cette structure explosive n'est pas la seule cause des guerres,

---

<sup>30</sup> Gaston BOUTHOU, *Traité de Polémologie, Sociologie des Guerres*, Paris, Payot, 1970, pp. 25-37.

<sup>31</sup> Gaston BOUTHOU, *op. cit.*, pp. 252-324.

<sup>32</sup> *Ibid.*, p. 274.

<sup>33</sup> *Ibid.*, p. 275.

### *Quelques approches de l'étude de la guerre et de la paix*

mais sa présence renforce l'impulsion belliqueuse et rend plus virulentes les autres causes de conflit.

L'analyse faite par Bouthoul de ces phénomènes l'a poussé à croire qu'une des fonctions de la guerre serait de diminuer la proportion de jeunes hommes, de produire une hausse de la mortalité et, le plus souvent, une baisse au moins momentanée de la natalité, par conséquent, de provoquer un déficit démographique. « C'est, écrit-il, l'indice certain d'une fonction de destruction et de dépense, ou de consommation accélérée.<sup>34</sup> » La guerre aurait ainsi une fonction sociale, biologique, constante qui, en permettant une « relaxation démographique » arrêterait, pour un temps plus ou moins long, l'impulsion belliqueuse<sup>35</sup>.

Cette approche fonctionnelle a conduit l'auteur à proposer des substituts aux fonctions présumées de la guerre. Pour remédier au déséquilibre démographique, il a suggéré le désarmement démographique qui « permettrait de réaliser, durant la paix, la fonction essentielle de toutes les guerres... en remplaçant l'infanticide différé par la natalité différée et proportionnée<sup>36</sup> ». Seule, une action systématique et générale sur la fécondité planifiée de l'humanité pourrait s'attaquer, dit Bouthoul, aux racines structurelles des violences collectives<sup>37</sup>.

Cette théorie démographique de la guerre et la proposition de désarmement démographique qui l'accompagne suscitent certaines interrogations et appellent quelques nuances. Tout d'abord, on peut se demander si la guerre remplit une fonction. Comme le souligne Robert King Merton, qui a critiqué le fonctionnalisme en sciences sociales, il est peut-être abusif d'affirmer que tout élément social remplit nécessairement une fonction. Et même si la guerre en remplit une, est-ce bien une fonction démographique ? L'observation de la diminution de la population qui résulte de toute guerre constitue-t-elle vraiment une fonction biologique permanente ? En d'autres termes est-ce que cette conséquence contribue réellement à l'adaptation ou à l'ajustement du système, et ne verse-t-on pas plutôt dans « l'outrance d'un finalisme qui évoque un peu Michelet admirant à quel point la nature a tout prévu : aussitôt que l'enfant vient au monde, il trouve une mère pour s'occuper de lui<sup>38</sup> ».

---

<sup>34</sup> *Ibid.*, p. 268.

<sup>35</sup> *Ibid.*, p. 284.

<sup>36</sup> Gaston BOUTHOU, *La Paix*, Paris, PUF, (Coll. Que sais-je ?, n° 1600), 1974, p. 117.

<sup>37</sup> *Ibid.*, pp. 118-119.

<sup>38</sup> Roger-Gérard SCHARZENBERG, *Sociologie Politique, Éléments de Science Politique*, Paris, Ed. Montchrestien, 3<sup>e</sup> éd., (Coll. Université Nouvelle-Précis Domat), 1977, p. 135.

Une autre critique peut être adressée à cette tentative de compréhension des mécanismes qui engendrent les guerres. Quincy Wright a fait remarquer que les déséquilibres démographiques peuvent avoir des conséquences importantes quand il s'agit de sociétés primitives, mais que le poids de ce facteur est beaucoup plus faible quand il concerne des nations modernes qui offrent des solutions alternatives à la guerre. Celles-ci peuvent être notamment trouvées dans le développement économique, technologique, la relance du commerce international ou dans une politique d'émigration<sup>39</sup>. Lorsqu'il a élaboré sa théorie, Bouthoul a dû probablement se souvenir de la crise économique de 1929 et des blocages qu'elle avait suscités dans tous les domaines. Mais il s'agissait là de circonstances particulières dont il est dangereux de se servir pour construire une théorie générale.

Une autre constatation qui peut être faite au sujet de cette théorie basée sur l'agressivité biologique, permanente, innée, est qu'elle tient peu compte de l'action que la culture peut exercer sur la domination des instincts. Ce problème n'avait pas échappé à Albert Einstein et à Sigmund Freud lorsqu'en 1933 ils échangèrent, à la demande de l'Institut international de Coopération intellectuelle de la Société des Nations, une correspondance sur la question de savoir s'il existait un moyen d'affranchir les hommes de la menace de guerre. Freud avait écrit : « Les transformations psychiques qui accompagnent le phénomène de la culture sont évidentes et indubitables. Elles consistent en une éviction progressive des fins instinctives, jointe à une limitation des réactions impulsives... Tout ce qui travaille au développement de la culture travaille aussi contre la guerre<sup>40</sup> ».

Quelle que soit la valeur de la théorie de G. Bouthoul, elle a le défaut d'être partielle et de ne concerner que quelques éléments du vaste puzzle que constituent les conflits internationaux. Ceux-ci sont des phénomènes multiples, difficiles à appréhender dans leur ensemble, en raison de la nature et du nombre des intérêts en cause, de la qualité et du nombre des parties intéressées ainsi que des conséquences variées qui en découlent inévitablement. Comme Bouthoul, la plupart des chercheurs, qui ont avancé des théories en cette matière, ne sont parvenus qu'à analyser une partie du tout. Ils n'ont pas réussi à élaborer une synthèse des théories ou à donner une explication globale, rendant compte de la complexité du problème.

---

<sup>39</sup> Quincy WRIGHT, *A Study of War*, Chicago, University of Chicago Press, 1942, vol. II, pp. 1143-1145.

<sup>40</sup> Albert EINSTEIN et Sigmund FREUD, *Pourquoi la Guerre ?*, Paris, Institut international de Coopération intellectuelle, Société des Nations, 1933, pp. 60-61 et p. 63.

### *Quelques approches de l'étude de la guerre et de la paix*

Il n'empêche que toutes les recherches qui ont été poursuivies depuis quarante-cinq ans, indépendamment des différences d'approche et de méthode, ont très largement contribué à accroître notre compréhension de la guerre, de la paix, des conflits et de la violence. L'étude de ceux-ci ne relève pas d'une discipline figée qui s'est fixée un objet une fois pour toutes. Tout au contraire, cette dernière est dynamique. Elle évolue constamment, en essayant de corriger les erreurs commises et de répondre par l'imagination créatrice à la difficulté d'apporter des solutions à un des problèmes les plus graves que l'humanité doit affronter. Elle a toujours été et continue à être influencée par l'état des relations internationales. Les changements qui se sont produits récemment à l'Est accentuent une réorientation des recherches qui, depuis quelques années déjà, avaient tenu compte d'un autre ordre de priorité.

Dans celui-ci, on peut citer la division Nord-Sud, les conflits régionaux et les problèmes des pays en voie de développement. L'aggravation de la pauvreté dans ces régions, les répercussions du jeu complexe des liens entre la situation intérieure et la situation internationale de certains pays, la prolifération des armes nucléaires, la dispersion des nouvelles technologies militaires notamment dans le domaine des missiles et des armes chimiques, etc., ont fait l'objet des préoccupations récentes des polémologues et des irénologues. Il faut aussi y ajouter la dégradation de l'environnement qui constitue une nouvelle menace pour la planète. Les problèmes de pollution atmosphérique conduisent les chercheurs à souligner le besoin d'une coopération internationale et de décisions multilatérales en ce domaine. Une solution pourrait être trouvée dans le réveil et le développement du rôle de l'ONU où les grandes puissances pourraient mettre en commun leurs ressources et leur savoir scientifique pour résoudre ces questions urgentes qui conditionnent l'avenir de l'humanité. L'amélioration des relations entre les États-Unis et l'URSS pourrait peut-être favoriser aussi la résolution de conflits brûlants et d'injustices criantes qui depuis très longtemps sont dénoncées par les chercheurs de la paix, mais tolérées par la communauté internationale.





# Le poids des mots, le choc des armes : de la guerre totale à la dissuasion, de la riposte flexible aux conflits de moyenne intensité

Éric REMACLE

Attaché de recherche au *Groupe de Recherche et d'information sur la paix*

Après quarante-cinq années de paix, la guerre du Golfe vient d'infliger à notre continent un singulier électrochoc. Certes, ce ne sont pas des Européens qui mouraient cette fois sous les tapis de bombes. Certes, après le double triomphe idéologique apparent du modèle occidental que représentent l'échec du communisme à l'Est et le déploiement de la bannière du droit en tête de la croisade anti-irakienne, la modernité ne devait-elle pas, à son tour, accéder au statut d'universel en inaugurant à la fois l'ère de la guerre propre et technologique et celle de l'omniscience et de l'omnipotence de la télévision ? Pourtant, loin de nous rassurer, le feuilleton cathodique des événements nous aura davantage replongés dans une angoisse infantile tandis que l'opération chirurgicale annoncée se transformait en boucherie.

La guerre du Golfe cristallise en réalité toutes les contradictions ouvertes par la dialectique entre guerre et technologie durant les conflits de notre histoire contemporaine. Elle s'inscrit dans la complexe évolution des doctrines stratégiques modernes, au cœur de laquelle l'apparition du fait nucléaire constitue évidemment un saut qualitatif majeur.

## **La guerre totale à l'ère prénucléaire**

La Guerre de Sécession aux États-Unis représente traditionnellement la charnière entre deux approches radicalement différentes de la stratégie, directement liée à l'apparition d'armements nouveaux terriblement destructeurs. C'est lors des batailles d'Antietan, de Gettysburg et de Chancellorsville que les troupes montèrent pour la première fois à l'assaut face à des armes automatiques dont les cadences de tir entraînaient des milliers de pertes. Ce conflit permit également de tester plusieurs armes

dont l'emploi multipliait à un point inconnu jusqu'alors le nombre de morts et de blessés<sup>1</sup>. La guerre sortait ainsi d'une logique humaine, épreuve de force de puissance à puissance comme l'avait définie Rousseau, pour acquérir une dimension technologique inédite par le potentiel de destruction qu'elle pouvait désormais signifier. Ce n'est donc pas un hasard si c'est à cette occasion que l'on passa d'une stratégie anti-forces, où seules les troupes de l'adversaire sont visées, au concept de guerre totale, qui transforme en cibles les ressources économiques et la population elle-même. En 1864, le général Grant, commandant en chef des forces de l'Union, ordonnait en effet de « faire dans toute la mesure du possible de la vallée de Shenandoah un désert » et de lancer une guerre anti-ressource dirigée contre les moissons, le bétail, les moulins et les maisons. Le général Sherman résumait remarquablement le changement occasionné par cette modification stratégique : « Cette guerre se distingue des guerres européennes en ceci de particulier : nous ne combattons pas seulement des armées ennemies, mais un peuple ennemi... »<sup>2</sup>.

Soixante ans plus tard, le général italien Douhet élaborait à son tour une stratégie offensive de victoire par la « maîtrise des airs » et la « destruction de la nation ». Tirant les enseignements du développement de l'aviation durant le premier conflit mondial, Douhet proposait de faire des villes et des industries les premières cibles de bombardements massifs qui, provoquant la panique dans les populations, imposeraient une capitulation rapide. Cette stratégie anti-cités fut mise en œuvre durant la Seconde Guerre mondiale : des villes telles que Varsovie, Rotterdam, Berlin, Coventry, Londres, Hambourg, Dresde et Tokyo furent les victimes de tapis de bombes tuant des dizaines de milliers de personnes<sup>3</sup>.

L'aboutissement en 1945 du projet Manhattan offrait aux États-Unis l'instrument militaire le plus adapté à une telle stratégie : l'arme nucléaire qui détruisit Hiroshima et Nagasaki au prix de quelques cent seize mille morts et nonante-sept mille blessés, sur une population de quatre cent vingt à cinq cent mille personnes<sup>4</sup>. « La leçon des premiers bombardements

---

<sup>1</sup> On citera notamment les progrès réalisés dans les tubes et obus d'artillerie, l'emploi de fusées à explosion retardée permettant de faire éclater les projectiles au-dessus des troupes, l'apparition des viseurs télescopiques et des carabines à canon rayé accroissant la précision de feu, ainsi que les ravages exercés par le canon-mitrailleur Gatling.

<sup>2</sup> Klaus KNORR, *Historical Dimensions of National Security Problems*, University Press of Kansas, 1976, pp. 54-55.

<sup>3</sup> On cite des chiffres de 35.000 à 170.000 morts à Dresde et de 84.000 à 197.000 à Tokyo.

<sup>4</sup> On estime en outre à 150.000 les personnes qui moururent à Hiroshima des séquelles de l'explosion. Voir André DUMOULIN, *Hiroshima, première cible atomique*, dossier « Notes et documents » n° 89, Bruxelles, GRIP, juillet 1985 ; *Armes nucléaires : les médecins désarmés*, Bruxelles, AMPGN, octobre 1982 ; *Effets de la guerre nucléaire sur la santé et les services de santé*, Genève, OMS, 1986.

*Le poids des mots, le choc des armes : de la guerre totale à la dissuasion,  
de la riposte flexible aux conflits de moyenne intensité*

stratégiques massifs de l'histoire de la guerre fut que les punitions infligées aux populations civiles ravivent la *résistance* (en Angleterre) ou, poussées à leur paroxysme comme au Japon, suscitent *l'apathie*. En temps de paix, en revanche, la seule perspective de tels bombardements serait de nature à conseiller la capitulation diplomatique. 'La destruction de la nation' aurait plus un effet *dissuasif* en temps de crise « qu'un effet persuasif en temps de guerre<sup>5</sup>. » Ce constat devait mener quelques années plus tard à l'intégration de l'arme atomique dans la doctrine de dissuasion.

### **Le dilemme nucléaire : empêcher la guerre ou la mener ?**

Si l'arme suprême devint l'instrument de la stratégie de dissuasion élaborée dans le contexte bipolaire de la guerre froide, elle n'en fut donc pas le produit. La naissance de l'arme précéda d'une dizaine d'années celle de la stratégie<sup>6</sup>, ce qui ne laisse pas de susciter la perplexité face à une dynamique interne de la course aux armements où la recherche-développement et la production des systèmes d'armes prédéterminent les concepts stratégiques censés pourtant en définir l'utilisation militaire concrète.

La nouveauté offerte par l'armement nucléaire consiste assurément dans le niveau horrible de destruction qu'il opère et qui amène son possesseur à hésiter devant un emploi remettant en cause la survie même de l'humanité. Contrairement aux autres systèmes d'armes, celui-ci apparaît comme moralement inacceptable à utiliser dans le cas où aurait échoué son pouvoir de dissuasion. L'irrationalité d'une telle stratégie fondée sur un dilemme insoluble l'inscrit dans une logique des relations entre éthique et politique qui ne peut être celle d'une séparation absolue de ces deux sphères de l'agir, telle que l'imaginait Machiavel pour lequel le choix des moyens est moralement neutre et n'est soumis qu'à des critères de rationalité instrumentale ou stratégique. En d'autres termes, la dissuasion nucléaire pose la question de la réintroduction de la morale au sein de certains secteurs de la politique. Les risques de destruction de l'écosystème et de déstabilisation de l'économie mondiale par l'endettement massif peuvent aboutir à la même conclusion<sup>7</sup> : c'est lorsque la politique met en

---

<sup>5</sup> Jean BARREA, *L'utopie ou la guerre. D'Érasme à la crise des euromissiles*, Louvain-la-Neuve, CIACO, 1986 (deuxième édition), p. 506.

<sup>6</sup> La doctrine américaine des « représailles massives » ne fut annoncée par le secrétaire d'État américain John Foster Dulles que le 12 janvier 1954. Ce choix était particulièrement motivé par le coût humain et la durée de la guerre conventionnelle qui venait de s'achever en Corée et par l'acquisition de la bombe H par Moscou en août 1953.

<sup>7</sup> Voir ci-dessous notre article sur ce thème.

danger la survie même de l'humanité que celle-ci s'interroge sur la place que doit y occuper la morale<sup>8</sup>.

La difficulté d'adaptation des doctrines militaires à l'irrationalité de la dissuasion atteste de l'apode théorique et politique dans laquelle elle nous plonge. Initialement destiné à dissuader l'Union soviétique de mener une attaque classique massive en Europe, le nucléaire acquit en effet rapidement une fonction différente lorsque Moscou rattrapa le potentiel de Washington dans les années 1970. La dissuasion ne fonctionnait plus seulement dans un sens, elle devenait réciproque et signifiait une « destruction mutuelle assurée » (Mutual Assured Destruction, MAD) pour les deux protagonistes. La parité stratégique sanctionnée et codifiée en 1972 par l'accord SALT-1 conférait à la dissuasion une fonction d'annulation pure et simple de la possibilité d'une bataille. La « non-bataille »<sup>9</sup>, rompant définitivement avec la vision clausewitzienne de la guerre, fournissait aussi l'occasion pour le Royaume-Uni, et surtout la France, de se doter grâce à l'arme nucléaire d'une invincibilité territoriale. Paris enrichissait encore les théories de la dissuasion d'un nouveau concept : la « dissuasion du faible au fort ». Les généraux Gallois et Beaufre<sup>10</sup> concluaient que les petites puissances nucléaires se hissent au niveau des supergrands puisque le « pouvoir égalisateur de l'atome » ne nécessite pas de disposer d'arsenaux aussi colossaux que les États-Unis et l'URSS : il suffit en l'occurrence, pour dissuader Moscou, de posséder la capacité de détruire l'équivalent d'une France sur le territoire soviétique.

Mais loin de stabiliser la scène politico-stratégique mondiale, la dissuasion pure aura provoqué son dépassement dans deux directions qui remettent à l'honneur la possibilité d'emploi concret du nucléaire sur le champ de bataille. D'une part, l'exemple britannique, français et chinois ne pouvait qu'inciter d'autres États à rechercher à leur tour une sanctuarisation de leur territoire face à leurs voisins (Israël, Afrique du Sud), voire à se concurrencer mutuellement dans des courses régionales à l'arme suprême (Inde/Pakistan, Argentine/Brésil). Alors que la théorisation française prônait la prolifération nucléaire, en vertu du principe selon lequel celle-ci accroît le doute de tout agresseur potentiel et renforce donc

---

<sup>8</sup> Pour une approche davantage philosophique de cette question, cf. Furio CERUTTI, « Fin de la dissuasion nucléaire ? Problèmes éthiques et politiques », article à paraître dans les actes du premier séminaire interfacultaire de théorie politique contemporaine de l'ULB animé par Guy Haarscher et Mario Telo (année académique 1990-1991).

<sup>9</sup> Ce concept est développé particulièrement dans les travaux du français Guy Brossolet.

<sup>10</sup> Pierre GALLOIS, *Stratégie de l'âge nucléaire*, Paris, Calmann-Lévy, 1960 ; André BEAUFRE, *Introduction d la stratégie*, Paris, 1963 ; *Dissuasion et stratégie*, Paris, 1964.

*Le poids des mots, le choc des armes : de la guerre totale à la dissuasion,  
de la riposte flexible aux conflits de moyenne intensité*

la dissuasion<sup>11</sup>, elle péchait pourtant sur un point capital : plus nombreuses se multiplient les puissances nucléaires, plus grand devient le risque que soit concrètement employé le nucléaire sur le terrain. L'exemple irakien le démontre brillamment.

D'autre part, la neutralisation mutuelle des arsenaux stratégiques des deux supergrands relançait la crainte occidentale d'une offensive conventionnelle soviétique en Europe ou en Asie. À défaut de pouvoir accroître le nombre de divisions de l'OTAN, opération trop coûteuse aux yeux des Européens, il ne restait plus à ceux-ci d'autre choix que d'accepter de transposer sur le sol européen la logique de la dissuasion. Mais, aux yeux de Washington, l'installation d'armes nucléaires sur le Vieux Continent (comme en Corée du Sud) représentait avant le retour à une sanctuarisation du territoire américain : une guerre nucléaire pourrait être limitée à l'Europe sans s'étendre outre-Atlantique. En d'autres termes, les États-Unis redonnaient une crédibilité à la dissuasion en la limitant géographiquement, assurant à Moscou la certitude de représailles qui laisseraient intact le potentiel américain. Toute l'ambiguïté de cette nouvelle théorie, traduite dans la doctrine militaire dite de riposte flexible imaginée par le secrétaire à la Défense Robert Mac Namara, porte sur la position géographique d'où elle est examinée. De Washington, le risque est faible : si la dissuasion échoue, une atomisation de l'Europe n'affectera sans doute pas le sol américain. Vu de Paris, Bruxelles ou Bonn, ce bluff nucléaire s'avère en revanche un quitte ou double pur et simple. L'acceptation européenne du statut d'otages nucléaires, par le vote en 1967 de la riposte flexible par le Conseil de l'Atlantique Nord, ne fut assurément consentie que par crainte de perdre le parapluie américain face à la puissance soviétique, au prix d'un refus farouche de la France qui quittait à cette occasion le commandement intégré atlantique, et en échange de deux maigres compensations : la reconnaissance par Washington de la nécessité d'une politique de détente Est-Ouest, inscrite dans le rapport Harmel adopté lui aussi par l'Alliance en 1967, et l'association des Européens au processus décisionnel nucléaire par la création du Groupe des Plans nucléaires de l'OTAN<sup>12</sup>.

La polémique autour des euromissiles durant les années 1980 portait bien en filigrane sur cette ambiguïté fondatrice de la riposte flexible. Mais il lui était impossible de déboucher sur la moindre issue tant que subsistaient tous ses paramètres fondateurs, et singulièrement la politique

---

<sup>11</sup> Pour Paris, cette approche constituait plus prosaïquement une troisième voie entre les deux superpuissances et une manière d'affaiblir l'emprise de celles-ci sur le reste du monde.

<sup>12</sup> Wolfgang HEISENBERG, *The Future of US Nuclear Deterrence in Europe. Problems and Prospects*, « CEPS Paper », n° 39, Bruxelles, CEPS, 1988.

soviétique de surarmement conventionnel et nucléaire, justifiée à Moscou par un complexe de citadelle assiégée et la vision de la scène internationale comme le terrain d'une « lutte des classes » stratégique. C'est de ce côté que vint le changement.

### **L'après-guerre froide : la fin du Léviathan nucléaire ?**

Avec la modification de la vision soviétique des relations mondiales et de son statut de superpuissance militaire, accompagnée du retrait de l'Armée rouge d'Europe centrale et orientale, les doctrines nucléaires antérieures s'avèrent tout à coup singulièrement obsolètes<sup>13</sup>. L'arme atomique ne sert plus à dissuader d'une attaque classique dès lors que le rééquilibrage militaire en cours autorise à penser que l'Occident peut répondre désormais victorieusement à toute offensive venue de l'Est. *Exit* les armes nucléaires dites tactiques destinées à l'emploi sur le champ de bataille, ainsi que la doctrine de la riposte flexible<sup>14</sup>.

La disparition d'une menace conventionnelle soviétique n'impliquant évidemment pas à court terme celle de son potentiel nucléaire, deux hypothèses s'offrent à nous. Soit l'URSS se retranche dans un statut de puissance militaire moyenne, à nouveau peu amène envers l'Occident, auquel cas celui-ci maintiendra une dissuasion adaptée à la situation nouvelle assurée par une quantité minimale de forces nucléaires aéroportées en Europe, couplée à la parité stratégique américano-soviétique. Soit le processus de démocratisation, de modernisation et de désarmement se poursuit à Moscou, ce qui remet en cause la théorie même de la dissuasion et ouvre la possibilité – mieux : la nécessité – d'un *management* commun, au sein des Nations unies, des arsenaux existants en vue de leur réduction et de mesures de non-prolifération<sup>15</sup>.

Cette dernière perspective, qu'ouvrent des réflexions contemporaines sur une dissuasion minimale<sup>16</sup> et une agence nucléaire de l'ONU, embryon

---

<sup>13</sup> L'évolution des concepts nucléaires militaires en URSS est remarquablement analysée par Stephen SHENFIELD, *The Nuclear Predicament. Explorations in Soviet Ideology*, « Chatham House Paper » n° 37, Routledge & Kegan Paul, Londres, 1987.

<sup>14</sup> C'est la conclusion que tirait en juillet dernier le Sommet de Londres de l'Alliance atlantique qui décida la non-modernisation des armes nucléaires à courte portée, l'ouverture de négociations américano-soviétiques pour leur réduction et (tout en se situant encore provisoirement dans la doctrine de riposte flexible) l'introduction du concept d'utilisation du nucléaire « en dernier recours ».

<sup>15</sup> Karl Kaiser, directeur de l'*Institut allemand des Relations internationales* (DGAP), évoque dans ce sens le concept de « contrôle progressif des conflits » (Karl KAISER, « From Nuclear Deterrence to Graduated Conflict Control », dans *Survival*, Londres, vol. XXXII, n° 6, novembre-décembre 1990, pp. 483-496).

<sup>16</sup> André DUMOULIN, « De la doctrine de dissuasion minimale au concept de suffisance raisonnable », dans *Memento défense-désarmement 1989*, Bruxelles, GRIP, 1989, pp. 63-70.

*Le poids des mots, le choc des armes : de la guerre totale à la dissuasion,  
de la riposte flexible aux conflits de moyenne intensité*

de gouvernement mondial<sup>17</sup>, rappelle le plan Baruch de 1946 par lequel Washington proposait aux Nations unies de contrôler la maîtrise de l'arme atomique alors naissante. Reviendrait-on dans ce cas quarante-cinq ans en arrière, comme peuvent aussi en donner l'impression le changement politique en Europe centrale, l'unification allemande, l'application dans la crise du Golfe de la *Charte des Nations unies* ? Nous vivons en tout cas, comme en 1945, un moment de libre-arbitre, un moment de profonde révolution des relations entre les acteurs internationaux. Mais bien des paramètres ont changé, en particulier dans les régions du monde dit tiers qui se sont affirmées depuis la décolonisation comme puissances à vocation régionale, sinon mondiale, y compris par l'acquisition de cet instrument suprême de souveraineté que représente l'arme nucléaire. De ce point de vue également, la crise du Golfe illustre bien des évolutions récentes.

Pour d'aucuns, le duopole nucléaire américano-soviétique constitua le facteur déterminant de la stabilité mondiale<sup>18</sup>, jouant le rôle de super-Léviathan face à un monde anarchique selon la lecture hobbesienne des relations internationales<sup>19</sup>. La fin du duopole impliquerait alors le retour à l'anarchie et la nécessité d'une police mondiale assurée par la seule superpuissance qui subsiste. Cette vision s'impose aux États-Unis d'autant plus aisément qu'elle leur offre une nouvelle fonction de mercenaire, grassement financée par l'Europe, le Japon et les pétromonarchies pour garantir la pérennité de leur richesse, à l'heure où le déclin économique et financier de l'Amérique ne lui permet guère de s'opposer sur ce terrain à ces puissants concurrents. La logique militaire qui se dégage de ce nouveau partage international des tâches est celle que résume un rapport d'un des plus importants *think tanks* américains, le *Center for Strategic and International Studies* (CSIS) de Washington : « Le déclin des ambitions impériales soviétiques et de la menace de type conventionnel soviétique en Europe ne signifie pas la fin d'une étape de l'histoire. (...). La prochaine étape sera sans doute centrée sur des conflits de moyenne intensité (...). L'adversaire lors de combats à venir sera probablement aussi bien armé que les troupes américaines. Dans nombre de pays, les États-Unis affronteront d'importantes armées de métier mettant en œuvre quantité d'armes modernes. Il peut s'agir de gros chars de combat et de transports de troupes

<sup>17</sup> C'est la proposition de Furio Cerutti (voir note 8).

<sup>18</sup> On en trouve un défenseur acharné en la personne de John J. MEARSHEIMER, « Back to the Future Instability in Europe After the Cold War », dans *International Security* (Cambridge, MA.), vol. 15, n° 1, été 1990, pp. 5-56. Celui-ci ne conçoit la stabilité possible en Europe qu'au prix du maintien d'un équilibre local entre puissances nucléaires, impliquant l'octroi de l'arme atomique à l'Allemagne !

<sup>19</sup> Furio CERUTTI, « States and Security », dans Furio CERUTTI et Rodolfo RAGIONIERI (éd.), *Rethinking European Security*, New York, Crane Russak, 1989, pp. 14-25.



blindés, d'artillerie lourde mobile, d'avions d'attaque de type soviétique, de systèmes intégrés de défense antiaérienne, de sous-marins, de missiles de croisière, de missiles balistiques, de modernes missiles air-sol, et même d'engins tactiques nucléaires ou à charges chimiques<sup>20</sup> ». Aujourd'hui l'Irak, demain l'Inde, l'Indonésie, la Corée (réunifiée ?), le Brésil, l'Argentine, l'Afrique du Sud apparaissent ainsi comme autant de menaces nouvelles pour des intérêts occidentaux qui, à défaut du super-Léviathan nucléaire, font appel au Léviathan militaire américain.

La dissuasion nucléaire se révèle en panne parce que, contrairement à la théorie de Gallois et Beaufre, elle ne dissuade que d'un conflit nucléaire, non d'un conflit classique, et seulement dans un cadre bipolaire, non dans le monde multipolaire qui s'élève sur les ruines de l'ordre ancien de la guerre froide.

La prolifération des missiles balistiques génère pour sa part un réflexe de multiplication des défenses antimissiles<sup>21</sup>, de l'IDS américaine à la fourniture tous azimuts de missiles défensifs Patriot durant la guerre du Golfe, qui met à mal le corollaire stratégique indispensable de la dissuasion : la maîtrise des airs si chère au général Douhet, qu'Américains et Soviétiques avaient tenté tant bien que mal de préserver en signant en même temps que l'accord SALT-1 le traité ABM qui interdit le déploiement de systèmes antimissiles.

Signe des temps, l'Argentine et le Brésil, précédemment candidats à l'arme nucléaire signaient en novembre dernier un accord d'interdiction de la production de celle-ci et de contrôle mutuel de leurs installations civiles. Prétoria envisage l'adhésion au Traité de non-prolifération et le Premier ministre Shamir n'exclut plus, depuis sa rencontre de décembre avec Edouard Chevardnadze, le principe de la création d'une zone dénucléarisée au Moyen-Orient.

Nous entrons dans une phase historique cruciale où les États pourraient reconnaître que l'arme nucléaire ne constitue pas un attribut rationnel de la souveraineté. Ne reconnaissent-ils pas par la même occasion qu'il faut en finir avec la fausse équation, d'inspiration hobbesienne, selon laquelle la sécurité dépend de la stabilité voire du *statu quo* ? La stabilité n'existe pas, seule l'instabilité caractérise la vie. La sécurité des États, tout comme celle des individus, ne se trouve-t-elle pas davantage dans une

---

<sup>20</sup> Cité par Michel KLARE, « Le Golfe, banc d'essai des guerres de demain », dans *Le Monde diplomatique*, Paris, janvier 1991, p. 18.

<sup>21</sup> Une « dissuasion du fort au faible » pour reprendre l'expression du français François DE ROSE.



*Le poids des mots, le choc des armes : de la guerre totale à la dissuasion,  
de la riposte flexible aux conflits de moyenne intensité*

gestion, nécessairement commune et négociée, de l'instabilité que dans la rationalisation d'une pseudo-stabilité nucléaire baptisée dissuasion ?



# La reconnaissance de la supranationalité moyen de favoriser la paix

Alfred CAHEN  
Ambassadeur de Belgique en France  
Président du *Centre d'Études des relations internationales et stratégiques*  
de l'Université libre de Bruxelles

## **La fin d'une phase – celle de l'immédiate après-seconde guerre mondiale de notre histoire contemporaine.**

C'est généralement à l'historien, qui bénéficie du recul, que revient la tâche de définir, parfois avec quelque arbitraire, le début et la fin des grandes périodes dont la succession forme la trame de notre passé.

La chose est, en effet, plus malaisée pour le contemporain, qui vit l'événement au jour le jour et a, dès lors, quelque mal à placer celui-ci dans son exacte perspective.

Toutefois, devant l'importance et le caractère spectaculaire des phénomènes qui se sont, d'abord, succédé à une cadence sans cesse accélérée puis, littéralement, bousculés, sur la scène internationale, durant les cinq dernières années et, singulièrement, durant les dix-huit à vingt-quatre mois les plus récents, il est difficile à ce contemporain, pour autant qu'il suive un peu les affaires mondiales, d'ignorer qu'une phase de notre histoire d'aujourd'hui – celle de l'immédiate après-Seconde guerre mondiale – se termine.

Une autre – c'est normal – lui succédera. Cette autre étape n'a, cependant, pas encore émergé et les contours en demeurent – c'est le moins qu'on puisse dire – flous.

Nous nous trouvons donc dans une période de transition caractérisée, comme toutes ses pareilles, par l'incertitude des choses à venir et marquée de plus de questions que de réponses. L'accélération des changements qui atteint un rythme étonnant accentue les points d'interrogation, dont la

situation actuelle se trouve de plus en plus jalonnée. Cette période est aussi, ce qui est normal en l'occurrence, grosse de périls et de promesses.

Les dangers paraissent être, avant tout, ceux de dérapage et d'explosions, ce à quoi les phases de bouleversement offrent un terrain favorable.

Les promesses semblent au contraire, se présenter comme celles d'un monde à la fois moins bipolaire et dans lequel l'affrontement entre deux pôles dominants (caractéristique des quarante dernières années) pourrait céder la place à un degré croissant de coopération – au moins pour un certain temps –, car l'histoire ne demeure jamais immobile. Dans un tel contexte, on pourrait espérer voir :

- les situations de droit remplacer les solutions de fait et de force ;
- les Nations unies mises en mesure de mieux jouer leur rôle ;
- le contrôle, la limitation et la réduction des armements progresser ;
- le nombre de conflits locaux régresser ;
- les grands défis de notre temps (droits de l'homme, environnement, énergie, drogue, terrorisme, développement du Sud) abordés plus efficacement qu'ils ne l'ont été jusqu'à présent.

Certains signes avant-coureurs – encore hésitants parfois, mais qui ont tendance à se confirmer – indiquent que ces espoirs ne sont pas irréalistes, au contraire.

Bien entendu de tels espoirs doivent toujours être relativés. Par exemple : celui de la régression des conflits locaux n'est probable que pour ceux qui trouvaient leur origine ou tiraient la meilleure part de leur dynamisme de la confrontation Est-Ouest. Ce n'est pas du tout nécessairement le cas de ceux engendrés par des causes essentiellement locales. Certes, la nouvelle donne des rapports entre Washington et Moscou et de la collaboration qui s'esquisse entre ces deux capitales peuvent avoir un effet bénéfique sur l'évolution de ces derniers et permettre leur résorption sous la double pression des États-Unis et de l'URSS, agissant, le cas échéant de concert, au Conseil de sécurité des Nations unies avec les autres membres permanents de celui-ci...

Mais la chose n'est pas sûre. En outre, la dispersion croissante de la puissance, qui constitue un phénomène important sur la scène internationale, joue dans un sens opposé, comme le note très justement Monsieur François Heisbourg, Directeur de l'*International Institute for Strategic Studies*, et l'un des meilleurs experts en problèmes de stratégies :

« Avec la fin de la guerre froide disparaissent les disciplines propres à celle-ci. Dès lors qu'un conflit régional risquait de provoquer une confrontation directe entre les États-Unis et l'URSS, les superpuissances modéraient le

*La reconnaissance de la supranationalité  
moyen de favoriser la paix*

jeu tout en approvisionnant en armes leurs alliés respectifs. Aujourd'hui, nous assistons à un véritable effet de décompression, les conflits régionaux, devenus plus autonomes, peuvent se donner libre cours : aujourd'hui le Golfe, demain ou après-demain l'Inde et le Pakistan, Israël et le monde arabe ? Il est particulièrement inquiétant que la première crise de l'après-guerre froide ait commencé par un type d'agression, inconnu depuis la Seconde Guerre mondiale, l'annexion pure et simple d'un État souverain, membre de l'ONU<sup>1</sup>. »

C'est donc dans un contexte tout à fait nouveau que se pose la problématique de la paix.

**Quelques facteurs permanents, cependant, demeurent qui dominent l'évolution des choses dans notre monde**

Il reste cependant quelques données essentielles, vraies dans la période de l'immédiate après-Seconde guerre mondiale, et qui le sont toujours.

J'en citerai deux qui me paraissent particulièrement importantes :

1. La première de celles-ci a trait à la nature même des rapports entre Nations. Il est un fait que ceux-ci, que la vie internationale – et c'est ce qui distingue cette dernière de la vie sociale à l'intérieur des différents États – est marquée – et fut marquée de tout temps – par un certain degré d'anarchie.

Toutefois, en même temps, la société internationale n'est pas absolument dépourvue de règles. Il existe des lois reconnues par tous, comme la *Charte des Nations unies*, et des principes de portée universelle comme celui de la non-ingérence dans les affaires intérieures des États étrangers. Il existe de nombreux traités par lesquels est engagée, de manière plus ou moins solennelle, la parole des États signataires. On a donc affaire, au niveau international, à un ensemble complexe de règles de conduite plus ou moins universellement admises, de lois plus ou moins généralement reconnues, d'engagements plus ou moins précis et d'institutions plus ou moins fortes. Ce contexte, à la fois moral et juridique, s'est considérablement enrichi au cours des dernières décennies à mesure que les développements des techniques et l'habitude de commercer et de communiquer entre États ont pris plus d'ampleur. Il existe, à différents niveaux – celui des Nations unies, celui de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe,

---

<sup>1</sup> François HEISBOURG, « Premiers enseignements de la crise », Paris, dans *Libération*, rubrique « Idées » - « Rebonds », p. 103, septembre 1990.

celui du Conseil de l'Europe, celui de l'*Organisation de l'unité africaine*, etc. – des organes qui traduisent un sentiment d'appartenance commune qui peuvent, le cas échéant, juger de la conduite des uns et des autres au regard des règles généralement admises et même, dans certains cas, exceptionnels il est vrai, organiser une action concertée sur la base d'une décision majoritaire.

La formule *société internationale* ne constitue donc pas une simple expression théorique. Elle recouvre une réalité très riche et changeante faite, d'une part, d'intérêts antagonistes et, d'autre part, de la perception, pas toujours claire, il faut le reconnaître, d'un intérêt général supérieur, perception qui se traduit par les règles et les principes que je viens d'évoquer. Elle oscille entre l'aspiration à donner plus de précisions à cet intérêt supérieur et plus d'autorité à ces règles et principes d'une part et la tentation permanente qu'ont ses membres les plus importants de régler les situations à leur avantage par le recours à une action unilatérale de caractère anarchique d'autre part.

Car, en effet, la guerre ou la menace de guerre, action qui procède, de toute évidence, d'une démarche que l'on peut qualifier d'anarchique, a toujours servi au système international complexe que je viens de décrire de « régulateur suprême ».

Comme à l'intérieur des États c'est la contrainte publique qui assure, en dernier recours, l'empire de la loi, dans la société internationale, c'est finalement, en général, la violence actuelle ou potentielle qui a, jusqu'à ce jour, résolu les conflits extérieurs au moment où toute autre méthode s'était avérée vaine. Certes la guerre ou sa menace n'a jamais garanti la justice, mais elles ont permis d'établir des situations de fait finalement reconnues par tous pour des périodes plus ou moins longues. Au moment de violer ces engagements ou de transgresser la règle de la vie en commun, chaque État doit se représenter les risques que son action implique, le risque le plus grand étant, finalement, pour lui, de provoquer, à plus ou moins longue échéance, une coalition de ses voisins menacés dans leur sécurité ou dans leurs intérêts.

Dès le moment, toutefois, où un conflit peut prendre un tour à ce point dévastateur qu'il apparaît inacceptable à la plupart des peuples, ce « régulateur suprême » cesse de jouer son rôle, comme il le faisait auparavant. C'est le cas avec l'apparition des armes de destruction totale, plus particulièrement avec celle de l'arme atomique. La guerre générale ne se présente plus dans ces conditions, comme un moyen rationnel de la politique et son rôle de régulateur des intérêts antagonistes est, alors, fortement compromis. Cela ne signifie pas que les principaux protagonistes

*La reconnaissance de la supranationalité  
moyen de favoriser la paix*

de la scène internationale ne continuent pas à considérer l'équilibre des moyens de violence comme indispensable à leur sécurité et, dès lors, à celle du monde ; c'est ce qu'on appelle la dissuasion. Mais cela signifie que la menace ou la mise en œuvre actuelle de la violence ne sont plus un instrument quotidien utilisable pour résoudre les conflits intérieurs entre les grandes nations sur un plan mondial, ce qui d'ailleurs – et le paradoxe n'est qu'apparent – a, durant les quarante dernières années, favorisé l'explosion d'affrontements locaux.

2. La seconde donnée est l'interdépendance accrue des États les uns par rapport aux autres.

Jusqu'à la Première guerre mondiale, chaque État pouvait plus ou moins remplir, par ses propres moyens, les missions essentielles dont il était responsable ; assurer la sécurité physique et un minimum de sécurité économique à ses citoyens. Aujourd'hui, on attend de ces États bien davantage. Les économies se sont faites beaucoup plus complexes et dépendent étroitement du commerce international. Le citoyen, de son côté, compte que l'État lui assurera non seulement un cadre général de sécurité, mais aussi un certain niveau de vie plus ou moins garanti. Tout désordre grave dans les échanges internationaux menace la prospérité nationale. L'État se trouve ainsi investi de nouvelles responsabilités qu'il n'a pas les moyens d'exercer seul. Il lui faut rechercher, beaucoup plus que par le passé, la collaboration des autres Nations en vue d'obtenir un minimum d'assurances touchant le cadre des échanges dont il dépend étroitement.

Cette collaboration se trouve facilitée par le développement des diverses techniques et s'est traduite, depuis la fin de la Deuxième guerre mondiale, par un développement, sans précédent dans l'histoire, de la diplomatie multilatérale.

Le monde se trouve ainsi placé dans une situation particulièrement délicate.

Jamais la nécessité d'une organisation stable et sûre des relations internationales n'a été plus évidente. C'est assurément la raison pour laquelle, sur le plan universel comme sur le plan régional, se sont multipliés principes, règles et institutions destinés à assurer une telle organisation.

Mais le « régulateur suprême » fait défaut. Nous l'avons vu, l'ancien « régulateur suprême » de caractère d'ailleurs anarchique – à savoir la mise en œuvre actuelle de la violence par les grands États pour résoudre, sur un plan mondial, leurs conflits d'intérêts – n'est plus un instrument normalement utilisable. Il devrait faire place, pour le plus grand bien du monde, à un autre système, à un autre arbitre, mais celui-ci n'est pas encore

né. Peut-être la poursuite de l'évolution actuelle des rapports Est-Ouest permettra-t-elle à l'*Organisation des Nations unies* de jouer totalement ce rôle, ou du moins de le jouer davantage.

### **Multilatéralisme et paix**

Le phénomène national a tendu à dominer l'histoire du monde dès le début de la période moderne et s'est particulièrement affirmé de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle à la moitié du nôtre.

Les récents événements qui se sont succédé sur la scène internationale ont, de toute évidence, libéré à nouveau pareilles tendances nationalistes à l'Est de notre continent européen, que ce soit dans les Balkans ou en Union soviétique même, et ces tendances s'ajoutent à celles qui se sont profilées au Sud de notre univers.

Pourtant, dans l'entre-deux-guerres comme après la seconde guerre mondiale, des tentatives – avortées entre 1918 et 1940, avec la Société des Nations – mais plus prometteuses, après 1945, avec l'Organisation des Nations unies – ont pris place pour inscrire ces nationalismes – générateurs des deux derniers conflits universels – dans le cadre d'un multilatéralisme qui les aurait contrôlés.

La Société des Nations n'y avait pas réussi.

Jusqu'à tout récemment, l'*Organisation des Nations unies* n'y a abouti que sporadiquement.

C'est ce qui a amené, en son temps et peu après son accession à la charge de secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, à dénoncer, sinon la faillite, du moins les lacunes du multilatéralisme de par la faute des États nations – et notamment des superpuissances et des puissances – qui refusaient d'en accepter les contraintes.

Les choses sont en train de basculer à cet égard. Pour la première fois depuis 1945 quelque chose d'essentiel a changé. En effet, les quelque quarante ans qu'a duré la phase de l'immédiate après-Seconde guerre mondiale ont été dominés par l'affrontement de ce qu'on a appelé les superpuissances – États-Unis et Union des républiques socialistes soviétiques – et des blocs – Alliance atlantique et Pacte de Varsovie.

Cette domination a d'abord été exclusive. Elle a cessé de l'être, notamment avec l'apparition de la relation Nord-Sud et une dispersion progressive de la puissance entre un nombre croissant d'États ou de groupes d'États.



*La reconnaissance de la supranationalité  
moyen de favoriser la paix*

Le rapport Est-Ouest n'en est pas moins demeuré, tout au long de ces années, le facteur prédominant en matière internationale.

De même, quelles qu'aient pu être les évolutions qu'il a connues (guerre froide, dégel, coexistence pacifique ou détente, retour au froid) il est resté fondamentalement compétitif et hostile, la politique agressive et expansionniste de l'URSS, à partir de la fin du conflit 1940-1945, l'ayant d'ailleurs, dès l'origine, engagé dans cette voie. Mais même, lorsqu'après le règne de Staline, cette politique, sembla, pour un temps au moins, s'infléchir dans le sens de relations plus pacifiques, la confrontation compétitive entre deux conceptions idéologiques et économiques du Monde – confrontation qui se trouvait au cœur même du rapport Est-Ouest – n'a pas essentiellement changé et a continué à nourrir – dans un cadre moins précisément belliqueux – l'affrontement. Ce, d'autant plus que le triomphe mondial du communisme restait le but avoué et proclamé de Moscou.

Aujourd'hui les choses ont changé.

Et c'est de Moscou que tout est parti. Sans doute, la volonté manifestée par les démocraties de l'Occident de marquer, sans cesse, les limites qu'elles entendaient imposer à l'action comme au développement du totalitarisme a-t-elle joué un rôle essentiel dans cette mutation des politiques de la direction soviétique.

Il n'en reste pas moins que le mouvement est parti de la volonté de réformes de plus en plus profondes – et toujours en cours – entamées par M. Gorbatchev peu après son arrivée au pouvoir pour faire face à la situation économique de plus en plus critique de l'économie soviétique comme à la stagnation et à la paralysie consécutives du pays et au déclin, consécutif lui aussi, de son poids international.

Cette politique – aux objectifs, au début, circonscrits (donner à l'économie russe une nouvelle efficacité et une nouvelle vigueur en vue de restaurer le dynamisme de l'État et son rayonnement extérieur) et à la portée concrète d'abord limitée – s'est élargie de façon croissante au fur et à mesure, sans doute, que Monsieur Gorbatchev s'est aperçu qu'il ne pouvait faire réussir les premières réformes qu'en en adoptant de supplémentaires plus importantes et mettre ces dernières en œuvre qu'au prix de nouvelles plus importantes encore, et ainsi de suite<sup>2</sup>. En outre, ce mouvement

---

<sup>2</sup> « En peu de mois Mikhaël Gorbatchev a su renoncer à ses certitudes premières – on peut reconstruire vite l'URSS – pour reconnaître l'étendue de la faillite et tenter, dans la foulée, une démocratisation du pays. Il n'a pas recouru à la force pour essayer de préserver encore un moment un système condamné, alors que c'est à ce type de solution qu'il avait été formé. Jetant toute son autorité dans la balance pour amener l'URSS à regarder

a apparemment acquis, à un certain moment, sa propre logique et son propre dynamisme, échappant, dans une mesure, au contrôle total de son initiateur qui a, alors, été appelé à en gérer – et non à en commander – certains aspects, ce qu'il fait d'ailleurs avec une sorte de génie.

Si, toutefois, cette politique et son accélération ont, à un moment donné, débouché, dans les pays dit « satellites » de l'URSS, sur un renversement total des situations acquises depuis 1945 et, ce, en un temps record, c'est que ses effets se sont trouvés – dans chacun des pays intéressés – multipliés grâce à une aspiration populaire que quarante ans de régime et d'association forcée avec l'Union soviétique n'avait fait qu'exacerber et qui s'est littéralement « engouffrée » dans l'ouverture que lui présentait la politique de Gorbatchev et ses suites.

Il a suffi d'un an, à peine, pour balayer des structures vieilles de quatre décennies – et dont peu d'experts prévoyaient la disparition à si bref délai – successivement en Pologne, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en République démocratique allemande. Assez rapidement, la Bulgarie a suivi, tandis qu'en Roumanie le soulèvement populaire a donné l'impression d'être confisqué par des réformateurs néanmoins liés à l'ancien régime, dans le cadre d'une sorte de coup d'État, et ce, malgré des élections dont le déroulement a pu susciter des critiques, mais auxquelles les observateurs ont, en général, accordé une signification suffisante.

On peut donc dire que « l'explosion » au sein des États alliés en URSS constitue le résultat d'une combinaison : celle de l'évolution en Union soviétique – évolution venue de l'autorité c'est-à-dire « d'en haut » – et celle de l'exacerbation des aspirations populaires dans les pays « satellites » – mouvement venu des populations, c'est-à-dire « d'en bas ».

Quoi qu'il en soit l'approfondissement comme l'élargissement et l'accélération des réformes en Union soviétique et leurs conséquences – dont, bien entendu, cette « explosion » en Europe de l'Est – n'ont pas seulement bouleversé la situation de ces pays-mêmes mais aussi, tout autant, les données des relations entre les superpuissances et des rapports Est-Ouest ; ainsi que de façon plus générale, l'aspect et les réalités de la scène internationale.

En URSS, les réformes ont eu, à ce stade, pour conséquences :

– de révéler toute l'ampleur du caractère catastrophique de la situation économique et même d'aggraver celle-ci. Lesdites réformes et la manière

---

en face le bilan des sept dernières décennies, il a substitué au rêve communiste une tentative de modernisation. » Hélène CARRERE D'ENCAUSSE, *La gloire des nations ou la fin de l'Empire soviétique*, Paris, Fayard, 1990, p. 132.

*La reconnaissance de la supranationalité  
moyen de favoriser la paix*

dont elles ont été développées – souvent par à-coups – ont, en effet, dans ce premier temps au moins, entraîné des flottements nuisibles aux rendements, si mauvais que ceux-ci aient déjà été auparavant. La situation ne s'améliore, d'ailleurs, pas.

– de réveiller, dans les nombreuses nations qui composent l'Union des républiques socialistes soviétiques les aspirations autonomistes et indépendantistes qui se manifestent de façon de plus en plus vigoureuses et s'accompagnent – spécialement dans la partie asiatique de l'empire russe – de violences interethniques et/ou interreligieuses.

Tout cela amène la direction soviétique, devant le caractère pressant des problèmes internes, à accorder, à ceux-ci, dans la définition et la mise en œuvre de ses politiques, une priorité par rapport aux questions extérieures.

Non que Moscou ait renoncé à toute initiative sur le plan international. Au contraire, comme en témoigne, par exemple, ses nouvelles politiques asiatiques et moyen-orientales ou l'habileté de certaines de ses positions de négociations dans les fora consacrés au contrôle, à la limitation et à la réduction des armements ou encore ses projets de nouvel ordre européen.

Mais, c'est tout de même aux développements intérieurs que Monsieur Gorbatchev et son équipe se trouvent forcés de consacrer d'abord leur attention.

D'autre part, ces mêmes problèmes internes de leur pays et les ressources que réclame leur solution – ou seulement leur gestion – les amènent à liquider les engagements extérieurs coûteux – à quel que titre que ce soit – et sans issue bénéfique prévisible à court terme.

En outre, même si le pouvoir en URSS a continué de se réclamer d'un communisme « purifié », il reconnaît et proclame même la faillite des formes de communisme appliquées jusqu'à présent dans le pays. Qui plus est, au fur et à mesure que les choses évoluent, le contenu « communiste » des politiques paraît, en fait, s'estomper, particulièrement au profit des conceptions économiques tenant de plus en plus compte de l'économie sociale de marché<sup>3</sup>.

---

<sup>3</sup> La chose est vraie aussi en ce qui concerne le monopole communiste. Madame Hélène CARRERE D'ENCAUSSE dans son livre *La gloire des nations ou la fin de l'Empire soviétique*, op. cit. p. 248. « Les fronts populaires et regroupements de mouvements divers ont été des acteurs décisifs de la décomposition de l'Empire. Mobilisant la société autour d'aspirations ou d'inquiétudes latentes que la *glasnost* permet enfin d'exprimer, ils en sont devenus les véritables représentants. La légitimité qu'ils tirent de ce contact étroit avec la société leur a au minimum permis de faire pression sur le pouvoir local, voire central, et d'orienter ou d'infléchir ses décisions en invoquant la volonté populaire qu'ils incarnent. Au-delà, au mépris du système de parti unique encore en vogue, ils ont pu pénétrer sur la scène politique et y rivaliser triomphalement avec le Parti dont ils ont signé l'effondrement. En l'espace de deux ans, alors que le pluralisme n'existe pas encore en URSS et que l'Empire est

Dans ces conditions, la compétition de caractère fondamental qui s'est ouverte avec les États dits « capitalistes » dès l'ascension des Bolcheviks au pouvoir et dans la perspective du triomphe final du communisme s'est érodée au point de ne plus guère se manifester. Les rapports Est-Ouest en reçoivent une coloration totalement différente de celle qu'ils revêtaient auparavant. Cela d'autant plus que l'URSS a besoin, pour réussir sa « nouvelle révolution » de l'Occident, de ses techniques et de ses moyens. Dans de telles circonstances, pour la première fois depuis soixante-dix ans – à l'exception peut-être de la période de la Seconde guerre mondiale (et, encore que d'arrière-pensées, alors) – la réalité d'une compétition – et d'une compétition hostile – entre deux conceptions inconciliables de l'État et du monde s'efface pour faire place, à Moscou, à un désir d'une coopération avec l'Ouest, coopération d'autant plus souhaitée qu'elle est indispensable.

On l'a vu avec la crise du Golfe et les neuf résolutions enfin adoptées sans qu'aucun droit de *veto* vint s'y opposer.

Il faut s'en réjouir, tout en restant sensible à tout ce que la chose conserve de fragile<sup>4</sup>.

### **La supranationalité : moyen de favoriser la paix**

Ce qui peut et qui doit renforcer cette tendance est un passage graduel, partout où la chose est possible, du multilatéralisme, avec sa vocation intergouvernementale, à la supranationalité avec les abandons de souveraineté qu'elle suppose, de la part des États, en faveur d'un pouvoir de caractère international.

Il n'y en a guère de modèle qu'au sein de l'Europe des Douze. Encore celui-ci se limite-t-il aux Communautés Européennes (*Communauté économiques, Communauté européenne du Charbon et de l'Acier, EURATOM*)

---

encore officiellement intact, ces représentants réels de la volonté sociale ont – de manière inégale, sans doute, mais à peu près partout – contribué à l'émergence d'une société civile, à l'instauration d'un pluralisme de fait, à la transformation, voire à la dislocation de l'Empire.

Il n'est guère étonnant que des hommes comme Ligatchev, attachés au maintien du système soviétique, aient constaté avec épouvante que la floraison d'organisations informelles ou reconnues conduisait à l'instauration d'un double pouvoir (*dvoevlastie*) ; ce qui implique que le système soviétique, tel qu'il a existé pendant soixante-dix ans, a déjà virtuellement cessé d'être ».

<sup>4</sup> L'évolution des événements prouve toute la réalité de cette fragilité. C'est au mois d'octobre 1990 que ce texte fut écrit. À l'époque, M. CHEVARDNADZE n'avait pas encore démissionné en dénonçant le possible dérapage de la « nouvelle URSS » vers une dictature, et l'étau ne s'était pas encore resserré, comme il le fait aujourd'hui 10 janvier 1991, autour des États baltes, et avec tout ce que cela comporte de réactions négatives des États-Unis et de l'Occident dans son ensemble.

*La reconnaissance de la supranationalité  
moyen de favoriser la paix*

puisque la coopération politique demeure d'essence intergouvernementale et qu'il en est de même pour l'Union de l'Europe occidentale (qui constitue à ce stade, faute d'adhésion à un tel concept de trois des Douze (Danemark, Grèce, Irlande) – la seule dimension (à Neuf) européenne de Sécurité.

Les Douze s'apprêtent à effectuer au début de 1993 un grand bond en avant.

En effet, après s'être poursuivi dans divers contextes, depuis pratiquement la fin de la Seconde guerre mondiale, le processus de construction européenne a, avec l'adoption de l'*Acte unique européen*, en décembre 1985, franchi une importante étape et s'est vu ouvrir, à l'horizon de l'échéance de 1993, de nouvelles perspectives qui se sont ensuite considérablement enrichies puisqu'elles recouvrent désormais les possibilités non seulement de la création d'un marché unique – ce qui était prévu – mais de celle d'une *Union économique et monétaire* et même d'une Union Politique dotée d'une dimension de politique extérieure et d'une dimension de sécurité.

Cela signifie sans doute, dans un avenir prévisible, l'émergence d'une entité européenne puissance économique mondiale. Cela veut-il dire que cette entité se révélera aussi et en même temps comme une « puissance » en matière de politique extérieure et de sécurité ? Il faut l'espérer et agir dans ce sens, mais ce n'est pas évident. Sans doute faudra-t-il – malgré l'expérience de vingt ans de coopération politique et l'acquis que constituent certains résultats obtenus depuis 1985 par l'Union de l'Europe occidentale réactivée – peut-être un peu plus de temps pour que cette unité se traduise concrètement dans les faits.

Quoi qu'il en soit, deux conférences ont commencé à se réunir en décembre 1990 dans le but de réaliser cette Union européenne dont la concrétisation, lorsqu'elle aura eu lieu, pourrait déboucher sur une nouvelle puissance mondiale.

Dans la période de transition que traverse le monde et dans notre continent en profond changement, l'affirmation de l'entité supranationale que forment les Douze constitue sans nul doute un pôle de stabilisation pour ce continent et le monde et un centre d'attraction pour les États nouvellement libérés de l'Est auxquels ils doivent être ouverts d'une manière ou d'une autre. À ce titre, ils constituent un facteur de paix et un exemple à suivre.

### **1. Facteur de paix sur une scène internationale en bouleversement**

Ne peut-on, en effet, se demander si la renaissance des nationalismes, notamment dans les Balkans, la réapparition d'un géant allemand au centre de l'Europe ne nous ramène pas à l'avant-première ou à l'avant seconde guerre mondiale avec les mêmes dangers.

En réalité les circonstances sont différentes, particulièrement pour l'Allemagne.

En ce qui concerne celle-ci, elle a, à l'Ouest, fait preuve de la réalité de sa vocation démocratique et elle paraît faire preuve à l'Est de sa soif de démocratie. Sa prospérité contraste avec la misère qui avait amené Hitler au pouvoir. En dépit des revendications d'une minorité nostalgique, elle a formellement renoncé à tout retour de terres qui ont fait jadis partie du Reich et qui se trouvent en dehors du territoire actuel des deux Allemagne et de Berlin. En outre, cette Allemagne unifiée sera étroitement liée à onze autres États européens au sein des Douze et aux États-Unis et au Canada ainsi qu'à quatorze pays d'Europe occidentale dans l'Alliance et dans l'OTAN (douze Européens en ce dernier cas).

Quant aux Balkans, le réveil des nationalismes y créera sans doute des tensions préoccupantes. Pourraient-elles déboucher sur un conflit mondial comme en 1914 ? Non – et c'était la situation alors sans une volonté des grandes puissances de les exploiter ce qui n'est pas, actuellement, le cas.

Mais tout ceci indique combien une organisation forte des rapports internationaux au niveau régional européen comme au niveau mondial est indispensable.

La supranationalité seule peut prêter à notre continent – avec les Douze comme centre – une telle organisation.

### **2. Exemple. Assurément pour d'autres régions du monde où on y pense d'ailleurs de façon croissante**

Cet exemple doit-il être suivi aussi au niveau mondial ? C'est bien sûr, l'objectif à rechercher et c'est, un peu, dans sa perspective que s'est développé, dès longtemps, le rêve d'États unis du Monde. Mais qui ne comprend que ce rêve sera difficile à réaliser et que cet objectif sera long – s'il se concrétise jamais – à atteindre.

C'est donc au plan régional qu'il faut s'efforcer de le promouvoir d'abord. Ses progrès, à nouveau, s'ils émergent sérieusement constitueront déjà, pour la paix dans le monde, de précieux auxiliaires.

# La guerre religieuse le cas de l'islam et de la chrétienté

Robert ANCIAUX  
Chargé de cours à l'ULB

## I. L'islam

### 1. La communauté musulmane : solidarité et fraternité

L'islam naît dans un milieu où les luttes entre tribus pour assurer leur hégémonie ou leur survie, constituent l'ordre normal des choses.

La prédication de Muhammad apporte un bouleversement total des normes politiques et sociales admises jusque-là. Aux liens de fidélité tribaux et claniques, le prophète va substituer la soumission du croyant à la volonté de Dieu et son entière dévotion à la réalisation des finalités assignées à la société musulmane par la Révélation.

Dans cette perspective, Muhammad édifie une société solidariste et égalitariste, dont les membres sont liés entre eux par des liens de fraternité indissolubles. Dès lors la guerre entre musulmans est déclarée illicite et le Coran prescrit aux musulmans de régler les conflits entre groupes tribaux par voie de négociations<sup>1</sup>.

La préoccupation primordiale qui doit animer tout vrai croyant est de promouvoir, par son comportement, l'avènement de la Cité de Dieu sur terre et d'assurer la propagation de la vraie foi. Il appartient, dès lors, à l'État musulman de créer les conditions nécessaires à la reproduction sur terre de l'archétype de la cité de Dieu, de maintenir la concorde entre tous les membres de *l'umma* et d'œuvrer à l'expansion de l'islam.

---

<sup>1</sup> Le Coran, traduit de l'arabe par Régis BLACHERE, G.P. Maisonneuve, Paris, 1957, sourate XLIX, versets 10 et 12.

Dans cet ordre de choses, les seules guerres licites sont celles menées « dans la voie de Dieu » contre les peuples non musulmans ennemis de l'islam.

## **2. Le *djihad* : la guerre dans la voie de dieu**

Le principe essentiel étant établi, selon lequel une opération guerrière n'était licite que si elle était menée au nom de la propagation de l'islam ou pour la défense de la communauté musulmane et de son territoire, les théologiens-juristes ont donné de la notion de *djihad* – que l'on traduit généralement par guerre sainte, mais qui signifie originellement : effort de dépassement de soi – deux grandes définitions.

*Le petit djihad* : c'est-à-dire les expéditions guerrières ; aspect qui retint principalement l'attention des musulmans et des théologiens-juristes dans les années d'expansion de l'islam.

*Le grand djihad* : effort sur soi pour triompher de ses passions et s'améliorer de manière constante, préalable à l'instauration de la suprématie de l'islam dans le monde. À la période contemporaine, la primauté est donnée à cette deuxième forme de *djihad* dans la mesure où la décadence du monde musulman l'a placé sous la domination des puissances « chrétiennes », et où la nécessité d'opérer un redressement interne à l'*umma* apparaît comme la condition *sine qua non* pour se débarrasser de la tutelle étrangère. C'est la conception développée par le mouvement réformiste depuis le XIX<sup>e</sup> siècle ; c'est aussi la position des frères musulmans et d'autres mouvements islamistes contemporains.

Mais, outre cette distinction qui fait l'unanimité des docteurs de la loi, la tendance sunnite se divise sur le point de savoir si la guerre doit être prioritairement offensive ou défensive.

L'interprétation majoritaire, tant que l'islam disposera des moyens nécessaires pour assurer son expansion, considère que l'islam, vraie religion de salut pour l'humanité, doit s'étendre, au besoin, mais pas nécessairement, par la force sur la totalité du monde habité.

À la même époque, la théorie purement défensive du *djihad* représente une tendance minoritaire : selon celle-ci, la guerre licite ne concerne que la défense de l'islam, de son territoire et des fidèles contre les attaques de l'ennemi. L'expansion de l'islam ne doit, dans cette optique, être assurée que par la propagande et la persuasion. Cette analyse du *djihad* a surtout été développée à l'époque contemporaine, notamment par le courant réformiste alors que l'islam s'est trouvé dominé par des puissances non musulmanes. Dans ce contexte, les guerres de libération menées contre



les dominations coloniales entrent totalement dans cette définition du *djihad*, dans la mesure où les conditions de la légitime défense sont, ici, pleinement réalisées.

Pour justifier leurs opinions divergentes, les tenants de l'une et de l'autre théorie peuvent faire référence au Coran et aux actes de la vie du Prophète, repris dans la *sunna*, la tradition, où certains *hadiths*<sup>2</sup> laissent apparaître la préférence du prophète pour une expansion de l'islam par des moyens pacifiques<sup>3</sup>.

Toutefois, le ton modéré de cet avis ne doit pas faire oublier l'existence de passages du *Coran* aux accents nettement plus belliqueux, dans lesquels on peut, néanmoins, déceler des nuances quant à la rigueur dont il convient de faire preuve en fonction de la catégorie d'ennemis que l'on affronte.

S'il s'agit de polythéistes, le discours se veut implacable<sup>4</sup>. Pour cette catégorie d'ennemis, la conversion à l'islam est la seule alternative à la mort.

Pour les « gens du Livre », Juifs et chrétiens, participant à l'origine de la même révélation dont l'islam est le sceau, la possibilité existe, s'ils viennent à être conquis par les armées musulmanes, de garder la liberté d'exercer leur culte et de conserver une relative autonomie pour tout ce qui concerne leur statut personnel. Sur ce point encore, les injonctions du *Coran* sont exprimées en termes clairs<sup>5</sup>.

Il apparaît donc, au travers de ces injonctions, que les relations entre l'islam et le monde non musulman sont conçues sous un angle fondamentalement conflictuel dans la doctrine islamique. Et ceci apparaît de manière évidente dans la division du monde entre *dâr al islam* (la maison de l'islam) et *dâr al harb* (la maison de la guerre) officiellement établie par les docteurs de la loi. Sur ce point, ceux-ci ne font d'ailleurs que conformer leurs définitions aux exigences formulées dans les sources mêmes de la loi<sup>6</sup>.

Le message est donc parfaitement clair : la communauté musulmane a pour obligation de se tenir mobilisée jusqu'à ce que le *dâr al harb* soit transformé en *dâr al islam*. Cette transformation, toutefois, n'implique pas nécessairement que tout le genre humain soit devenu musulman dès la réalisation de la conquête.

---

<sup>2</sup> La *sunna* est la tradition du prophète ; elle est composée d'un recueil de *hadiths*, récits présumés authentiques rapportant les actes, les avis, les jugements, les opinions et les silences du prophète.

<sup>3</sup> EL BOKHARI, *L'authentique tradition musulmane*, traduit de l'arabe par G.H. BOUSQUET, Fasquelle, Paris, 1964, p. 209.

<sup>4</sup> *Le Coran*, *op. cit.*, sourate IX, verset 5.

<sup>5</sup> *Id.*, sourate IX, verset 29.

<sup>6</sup> EL BOKHARI, *op. cit.*, p. 206.

Bien sûr, la conversion de la totalité de l'humanité à l'islam reste le but ultime, mais, pour les « gens du Livre », celle-ci ne peut être, doctrinalement, obtenue par l'emploi de la force<sup>7</sup>.

Il apparaît alors que la conquête musulmane vise essentiellement, au moins dans l'immédiat, à instaurer dans le monde un ordre politique et social islamique considéré comme bénéfique pour l'ensemble de l'humanité, puisque l'application de la *charia* est menée « dans la voie de Dieu » est par essence une « guerre juste » ; notion capitale dans la définition de la violence permise. Et c'est précisément l'obligation faite au musulman de ne s'engager que dans une « guerre juste », qui déterminera le développement d'une réglementation stricte, en dehors de laquelle les opérations militaires deviennent illicites.

### **3. L'islam et la réglementation de la guerre**

Dès le départ, l'organisation du *djihad* est strictement codifiée. Les hostilités ne peuvent être déclenchées sans qu'une invitation à se convertir n'ait été préalablement envoyée à l'ennemi que l'on se prépare à attaquer. L'idée qui prévaut ici est qu'il faut éviter de verser le sang si l'on peut assurer l'expansion de l'islam par la persuasion et par des moyens pacifiques. L'exemple est donné par le prophète lui-même qui, avant de se lancer à l'attaque de Byzance et de la Perse, leur fit parvenir des missives à Heraclius, empereur de Byzance et à Chosroes II, roi de Perse<sup>8</sup>.

De la même manière, on peut faire remonter au prophète les règles générales de conduite à observer en temps de guerre et la condamnation des excès des combattants<sup>9</sup>.

L'attitude générale de Muhammad en période de guerre a été perpétuée par ses proches compagnons. Témoin les règles générales de conduite édictées par le khalife Abû Bakr, qui se réclame en la matière de l'exemple du prophète<sup>10</sup>.

Si la guerre est sincèrement menée dans la voie de dieu et si l'ensemble des règles qui en font une « guerre juste » est respecté, celui qui fait le sacrifice de sa vie pour cette noble cause méritera, dans l'au-delà, la récompense mentionnée dans le *Coran*<sup>11</sup>.

<sup>7</sup> *Le Coran, op. cit.*, sourate II, verset 257.

<sup>8</sup> TABARI, *Tā'rikh al rusai wa'l muluk (Histoire des prophètes et des rois)*. éd. De Goeje, Brill, Leiden, 1879-1901, p. 1561.

<sup>9</sup> EL BOKHARI, *op. cit.*, p. 209.

<sup>10</sup> TABARI, *op. cit.*, p. 1850.

<sup>11</sup> *Le Coran, op. cit.*. sourate LXI, versets 11 et 12.

Toutefois, si la participation au *djihad* est considérée comme une action éminemment louable – on y gagne son salut et des dynasties, parmi lesquelles la dynastie ottomane, y puisèrent leur légitimité – il n'entra jamais dans l'intention des docteurs de la loi d'institutionnaliser un état de guerre permanent. En fait, le *djihad* devait prendre fin avec l'instauration d'une *pax islamica* étendue à l'ensemble du globe. Seule l'incapacité des armées musulmanes à subjuguier le monde fit que le *djihad* reste toujours, en théorie du moins, une obligation pour l'*umma*.

La permanence conjoncturelle de l'obligation de *djihad*, qui constitua, à l'origine, un facteur non négligeable d'unité pour les musulmans focalisés sur des ennemis communs, et joua donc un rôle fonctionnel dans la cohésion de l'*umma*, n'empêcha toutefois pas l'éclatement de celle-ci en entités rivales.

#### **4. Les divisions au sein de l'*umma***

En théorie, l'*umma* est unie par les liens de fraternité et de solidarité qui lient les croyants partageant une même foi. La réalité, toutefois, consacre l'échec du projet de société mis en chantier par Muhammad.

Dès la mort du prophète, en 632, des divisions majeures apparaissent au sein de la communauté musulmane à propos de la succession du prophète. Ces dissensions provoquent, vingt-cinq ans plus tard, la première guerre civile qui détermina l'apparition de tendances schismatiques au sein de l'islam. Parmi les tendances rivales issues de querelles dynastiques, nous nous attarderons seulement ici sur celles qui ont gardé une présence significative dans le monde contemporain.

##### ***Le sunnisme***

L'islam sunnite est la tendance majoritaire représentant au moins nonante pour cent des musulmans. À la mort de Muhammad, en 632, se posa le problème de sa succession. Ni le Coran ni la *sunna* ne contenaient de dispositions pour régler ce problème. Une majorité de musulmans conduite par Abû Bakr (le premier khalife) décida d'élire son chef dans la tribu de Quraysh. À partir de l'avènement de la dynastie Umayyade (661-750) le pouvoir se transmet par voie héréditaire et les khalifes se muèrent en monarques absolus. Le caractère absolutiste du pouvoir devint dès lors la norme pour les diverses dynasties sunnites qui se succédèrent à la tête des États musulmans.

### ***L'islam chiite***

L'islam *chiite*, minoritaire, n'admet comme souverains légitimes que Ali, cousin et gendre du prophète, et sa descendance par Fatima, fille préférée de Muhammad. Tous les autres souverains sont considérés comme des usurpateurs.

Le *chiisme* apparaît comme un mouvement légitimiste qui finit par diviniser la personne de l'*imam*, auquel sont attribuées des vertus surhumaines et la connaissance du contenu ésotérique du Coran. Le chiisme connut une scission majeure en 765, lorsqu'une faction minoritaire déclara close la succession terrestre des *imams* avec la disparition d'Ism'îl, le septième *imam*. Ses partisans, proclament alors l'occultation, la *ghayba*, théorie selon laquelle l'*imam* ne serait pas mort, mais se serait retiré dans un endroit inaccessible d'où il attendrait que ses fidèles instaurent, sur terre, une ère de lumière, pour revenir régner parmi eux. Ce parti constitue alors la branche des *ismâ'iliens*, qui, dans le cadre de la révolte qarmate, mirent à feu et à sang le sud de l'Iraq, fondèrent le *khalifat* Fatimide d'Égypte (909-1171) et donnèrent naissance à la secte des assassins (fin du XI<sup>e</sup> siècle – milieu du XIII<sup>e</sup> siècle), qui pratiqua, sur une large échelle, l'assassinat politique en Syrie, en Iraq et en Perse. Une scission ultérieure du mouvement donna naissance à la secte des Druzes.

La tendance chiite majoritaire, quant à elle, ne prononça la *ghayba* qu'après la disparition du douzième *imam*. Ce parti fut désigné sous l'appellation de chiisme duodéciman ou imâmite. Il est depuis le XVI<sup>e</sup> siècle la religion officielle de la Perse devenue l'Iran au XX<sup>e</sup> siècle.

### **3. L'hérésie kharidjite**

Le mouvement kharidjite naît en 657, après que le khalife Ali eut accepté l'arbitrage d'Adruh, favorable à son rival Mu'âwîya. Une partie de ses partisans estima qu'il avait péché contre Allah en acceptant l'arbitrage, alors que Dieu semblait vouloir favoriser le succès de ses armées. Ils récusèrent, dès lors, à la fois la légitimité de Ali et de ses descendants, et celle des khalifes sunnites. Pour eux le choix de Dieu, en ce qui concernait le choix du chef de l'*umma*, ne pouvait se réaliser qu'au travers du consensus de la communauté, qui selon un *hadith* « ne pourrait jamais se mettre d'accord sur l'erreur<sup>12</sup> ».

---

<sup>12</sup> EL BOKHARI, *op. cit.*, p. 99.

Ils récusent alors la règle selon laquelle le khalife ne pourrait être choisi que dans la tribu de Quraysh. Dans leur doctrine, par ailleurs peu élaborée, quiconque possède les vertus requises peut être khalife, fût-il abyssin. Sur ces bases, ils créèrent là où ils le purent – dans le bas Iraq et principalement au Maghreb – de petits États indépendants du pouvoir central, dont ils récusèrent l'autorité. Ils menèrent, dans leurs places fortes, une existence austère où le luxe, la musique et autres plaisirs étaient totalement exclus.

Pendant plus d'un siècle, les kharidjites firent régner la terreur en Mésopotamie et sur une partie de l'Arabie avant d'être décimés par les Abbassides.

En Afrique du Nord, la branche kharidjite modérée des Ibadites créa des États stables, mais éphémères. Elle compte encore aujourd'hui de petites communautés en Algérie, en Libye, à Oman et à Zanzibar.

Si l'on considère donc les origines des principaux mouvements schismatiques en islam, il apparaît que toutes les révoltes contre le pouvoir central, qu'elles soient l'œuvre de partis ou de forces centrifuges, ont cherché à justifier doctrinalement leur opposition au pouvoir en place. Les révoltés invoquent généralement la corruption des souverains et les dévoiements de la loi dont ils se rendent coupables pour déclencher, contre eux, un *djihad*, guerre juste et licite, menée au nom d'un retour au respect de la *charia* (la loi de l'islam) et d'une interprétation correcte des prescriptions de la Révélation.

L'effort de légitimation, par référence à la juste application des préceptes du *Coran* et de la parole du prophète, est donc une constante non seulement des mouvements de rébellions contre l'autorité établie, mais aussi une pratique régulière des souverains en place pour justifier des expéditions militaires contre d'autres musulmans considérés comme hérétiques. Il en a été ainsi des expéditions punitives dirigées, aux XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles, contre les chiïtes par les seldjoukides, les ayyoubides et les mameluks. Furent aussi conduites dans cet esprit les campagnes militaires menées contre les Safavides chiïtes, par les souverains ottomans, Selim I et Süleyman le Magnifique, qui firent légitimer leurs entreprises par des *fatwa(s)* (consultations juridiques) rendues par le *shaykh ül islam*, la plus haute autorité religieuse de l'empire.

Moyennant ces justifications doctrinales, le monde musulman, en théorie indissolublement uni, ne cessa de se déchirer en luttes incessantes pour la conquête du pouvoir et l'anéantissement des tendances doctrinales opposées.

## **II. La chrétienté**

Religion à vocation universelle, originellement pacifiste, prônant la fraternité entre les hommes, le christianisme, dès lors qu'il s'institutionnalisa, se posa en partie prenante au pouvoir et ne tarda pas à connaître des scissions majeures. Pas plus que l'islam après elle, la chrétienté ne put éviter les schismes et le développement de forces centrifuges qui s'affirmèrent et se légitimèrent au travers des diverses doctrines des églises orientales. C'est dans ce contexte que l'on peut situer la rupture nestorienne d'avec le christianisme occidental en 485. Ce premier schisme fut suivi, en conséquence des décisions du concile de Calcédoine en 451, du schisme monophysite qui consacra la volonté de l'Égypte et de la Syrie de secouer le joug byzantin, et aboutit à l'apparition des « églises nationales » d'Égypte (coptes), de Syrie (jacobite), d'Éthiopie et d'Arménie.

Au terme de ces diverses ruptures schismatiques, le christianisme oriental apparaît donc comme un monde éclaté au regard duquel l'Occident chrétien offre, du point de vue religieux, une image de relative unité jusqu'au XI<sup>e</sup> siècle. À partir de là, les conflits développés au nom de la religion vont nuire à la cohésion de l'Église d'Occident : la chrétienté après avoir perdu son unité politique, connaîtra un déchirement majeur au niveau de son unité religieuse.

À partir du XI<sup>e</sup> siècle, on assiste à l'apparition de tensions entre les pouvoirs politiques d'Europe occidentale et Rome qui prétend régenter le domaine du politique au nom de la primauté du spirituel sur le temporel et s'adjuge le droit de juger la manière dont les souverains servent la cause de Dieu dans l'exercice de leur pouvoir temporel. L'affrontement de la papauté avec le Saint-Empire romain germanique, d'abord, avec le royaume de France ensuite, constituent les phases les plus spectaculaires de cette lutte entre les doctrines antinomiques de la théocratie pontificale et du césaro-papisme.

C'est au nom de la religion que la papauté tentera de réunifier, sous sa direction spirituelle, l'Occident chrétien en le lançant, en 1095, dans l'aventure des croisades. Mais cette soudure prit l'espace d'un siècle, après quoi les divisions entre États chrétiens empêchèrent tout nouveau rassemblement comparable à celui de 1095. Il n'empêche que plusieurs croisades réunirent occasionnellement des souverains et des chefs de guerre européens jusqu'en 1715, dernière croisade menée par les Vénitiens en Morée contre les Ottomans.

Si les croisades furent l'occasion d'unifications de circonstance de la chrétienté rassemblée contre un ennemi commun, l'islam, elles furent

aussi l'instrument par lequel l'Église catholique s'employa à réduire les tendances hérétiques qui rejetaient l'autorité spirituelle de Rome. Ainsi, au XIII<sup>e</sup> siècle, la croisade contre les Albigeois offre-t-elle l'exemple le plus caractéristique de l'utilisation, par la catholicité, de la notion de *croisade* – guerre juste menée pour la défense de la religion – pour justifier des expéditions guerrières à l'intérieur de la chrétienté. Les déchirures du monde chrétien – où motivations religieuses, politiques et sociales s'entremêlent étroitement – iront en s'approfondissant, à mesure que la papauté réagira avec une férocité accrue à la contestation dont elle fait l'objet. Après la croisade contre les Albigeois, les cinq croisades dirigées, au XV<sup>e</sup> siècle, à l'appel du pape, contre les hussites, rassemblent une partie non négligeable de l'aristocratie européenne liée à la papauté par un intérêt commun pour le maintien du *statu quo* politique.

Ces épisodes préfiguraient la fracture majeure qu'allait provoquer, au XVI<sup>e</sup> et au XVII<sup>e</sup> siècles l'affrontement particulièrement meurtrier entre la Réforme et la catholicité au sein du monde chrétien.

### **III. Guerres de religion et relations internationales aux temps modernes**

Quelle qu'ait pu être la ferveur religieuse réelle des protagonistes et la férocité de leurs affrontements, le réalisme politique ne perdit jamais ses droits, et l'histoire témoigne qu'en ces temps de fanatisme religieux exacerbé, des alliances, pour le moins insolites, furent conclues entre des partenaires prédestinés à s'entre-tuer en raison de leur appartenance religieuse. C'est ainsi que l'on vit François I, Henri II et Richelieu conclure des alliances avec les princes protestants allemands pour faire pièce aux Habsbourgs. Le réalisme politique n'est pas moins déterminant dans l'orientation de la politique des souverains musulmans à la même époque. Ainsi, des alliances – pourtant condamnées par la doctrine – avec des puissances étrangères non musulmanes furent conclues en vue de combattre un adversaire commun. C'est dans cette voie que s'engagea de manière extensive Süleyman I le Magnifique.

Comme tous ses prédécesseurs de la dynastie ottomane, Süleyman I (1520-1566) assit sa légitimité sur la conduite du *djihad* en territoire chrétien. Dans sa marche vers la Hongrie, il se heurta aux Habsbourgs qui constituent, à cette époque, la principale puissance européenne.

L'adversaire étant de taille, Süleyman n'hésita pas à conclure – malgré les interdits doctrinaux émis à propos de telles opérations – des alliances militaires avec François I<sup>er</sup>, puis avec les princes protestants d'Allemagne.

Cette orientation sera approfondie par les successeurs de Süleyman qui étendirent le cercle de leurs alliances anti-Habsbourg à l'Angleterre et aux réformés des Pays-Bas.

La Perse safavide, en relations conflictuelles avec l'Empire ottoman, se tourna vers les Habsbourg, avec lesquels elle conclut des alliances. L'implication de l'empire ottoman dans les conflits européens fut telle qu'il n'est pas exagéré de prétendre qu'au xvi<sup>e</sup> siècle, Istanbul était devenu un des centres importants où se faisait la politique européenne. Il apparaît, en effet, que l'alliance avec la France, ainsi que le support accordé aux protestants et aux calvinistes ait eu quelque importance dans la configuration politique de l'Europe. En exerçant une pression continue sur les Habsbourg, il n'est pas douteux que l'empire ottoman ait grandement contribué à affermir la position des réformes, principalement en Allemagne, mais aussi aux Pays-Bas notamment<sup>13</sup>.

D'un point de vue musulman, Süleymân I conforta, toutefois, par ses manœuvres, la position de l'islam en contribuant à la division du monde chrétien.

#### **IV. La période contemporaine**

La période contemporaine est une époque dominée par l'idéologie nationaliste. La religion joue essentiellement un rôle d'auxiliaire du pouvoir ou de support d'un camp contre un autre. Les conflits, comme se plaisait à le souligner Clausewitz, ressortissent du prolongement du politique ; ils sont totalement désacralisés. Ce qui ne pose pas problème pour le monde chrétien, où la guerre pour la religion n'a jamais été institutionnalisée.

Ce n'est pas le cas de l'islam auquel la marche de l'histoire pose quelques problèmes doctrinaux sérieux.

Quand, à l'époque contemporaine, la puissance de l'islam fut mise en échec par l'Occident chrétien, les théologiens-juristes semblent avoir tacitement admis que le principe du djihad, comme guerre permanente, était devenu obsolète, dans la mesure où il était contraire à l'intérêt général de l'islam. Ces juristes conclurent donc qu'une suspension *de facto* de l'obligation de *djihad* s'imposait. Ce qui ne veut pas dire que l'obligation légale de *djihad* ait été abrogée. C'est une réalité dont il convient de se pénétrer, d'autant plus que certains États ont renoué ces derniers temps

---

<sup>13</sup> E. BENZ, *Wittenberg und Byzanz*, Marburg 1949, S.A. FISCHER-GALATI, *Ottoman imperialism and German Protestantism*, Cambridge, Mass., 1959.



avec l'islam institutionnel ; en outre, dans la plupart des pays musulmans, des courants d'opinion en pleine expansion récusent l'ordre international existant et réclament la formation d'États islamiques fondés sur le respect des prescriptions du *Coran* et de la *charia*. Il convient néanmoins de garder présent à l'esprit que la revendication pour la restauration d'un État islamique marque la résurgence de l'islam en tant que projet politique et social et non pas en tant que renaissance de la foi qui n'a jamais posé problème.

Pour l'heure, la grande majorité des docteurs de la Loi se penche davantage sur le combat que *l'umma* se doit de mener pour combattre ses déficiences internes. La primauté est donc aujourd'hui donnée au grand *djihad* par lequel le monde musulman doit retrouver la voie de sa renaissance. L'islam se trouve donc, à présent, replacé devant l'une de ses obligations fondamentales, le combat – permanent celui-là – contre les ennemis qui minent *l'umma* de l'intérieur : ceux qui violent la Loi et troublent l'ordre public, et les corrompus qui avilissent l'État, les schismatiques et les apostats.

Lorsqu'aujourd'hui, des appels au *djihad* sont lancés, comme par exemple l'appel du roi Faysal d'Arabie saoudite contre Israël, ou les appels des dirigeants iraniens contre les ennemis de la révolution islamique, il s'agit plus d'une attitude symbolique destinée à mobiliser l'opinion publique musulmane contre un fait, ou à marquer un refus de l'ordre international existant. S'agissant de l'Afghanistan, l'appel au *djihad*, plus concret, a visé essentiellement à la mobilisation des musulmans du pays contre l'invasion d'une puissance étrangère. Des appels similaires sont lancés périodiquement par certaines factions de la résistance palestinienne ou par des organisations libanaises.

Plus personne, toutefois, dans le monde musulman, ne croit, aujourd'hui, en raison de la division politique de *l'umma*, à la possibilité de mobiliser, au nom de l'islam, l'ensemble des musulmans contre le monde non musulman. Les guerres de religion, au sens étymologique du terme, appartiennent, en ce *xx<sup>e</sup>* siècle, tant dans le monde chrétien que musulman, à une période révolue de l'histoire.

Seul le Liban pourrait encore donner, à l'observateur superficiel, l'impression d'être le théâtre d'une guerre de religion.

Le cas du Liban est en effet singulier. Créé, au lendemain de la Première guerre mondiale, par la France, l'État libanais se vit doter de structures institutionnelles destinées à assurer la prééminence politique des chrétiens, minoritaires au Moyen-Orient. La France espérait ainsi avoir créé une entité politique assurée de servir, de manière durable, ses intérêts

au Levant. Mais ce faisant, au lieu de mettre en place un État moderne laïque, où toutes les composantes confessionnelles auraient pu se fondre, la France créait une entité fondée sur la discrimination confessionnelle, dans la tradition des États islamiques théocratiques. La seule différence dans le cas présent résidait dans le fait que les chrétiens constituaient la force politique dominante, et que les confessions non dominantes se voyaient octroyer des droits politiques.

À son accession à l'indépendance, le Liban hérita des structures confessionnelles mises en place par la France. L'occupation des postes ministériels, des sièges parlementaires et des emplois dans la fonction publique, était soumise à la règle de la représentation communautaire proportionnelle ; le président de la République devait obligatoirement être maronite. Chaque communauté confessionnelle forme un groupe social autonome, possédant ses propres conseils, ses propres comités, un statut personnel particulier et des tribunaux compétents pour toute question relevant du statut personnel.

Pour acquérir la nationalité libanaise, il faut obligatoirement appartenir à l'une des confessions officiellement reconnues. Un individu se voit ainsi accorder une place dans le corps social libanais en fonction de son appartenance confessionnelle, en dehors de laquelle il n'a aucune existence légale en tant que citoyen.

Tout contribue donc, dans l'État libanais, à focaliser l'individu sur son identité confessionnelle et à le placer dans une situation concurrentielle par rapport aux membres des autres groupes religieux. En outre, le système génère une stratification sociale qui assure aux groupes existants la pérennité de leurs rôles et fonctions respectifs au sein du corps social.

À ce cadre sociopolitique rigide, l'organisation féodale de l'exercice du pouvoir ajoutait d'autres dysfonctionnalités majeures qui bloquaient l'évolution de la société libanaise et alimentaient les frustrations de divers groupes sociaux défavorisés.

La vie politique est, en effet, dominée par un groupe de Zaïm chrétiens et musulmans, sortes de chefs féodaux qui contrôlent des clans où se trouvent groupés leur clientèle électorale. Dans ce système, la plupart des partis politiques se forment à partir du clan, et le Zaïm se mue en chef de parti. Il fait les listes électorales, contrôle le système électoral et assure l'élection des candidats de son choix. Les ministres sont eux-mêmes des membres de la famille des Zaïm, les parlementaires sont, en majorité, des fidèles des détenteurs traditionnels de l'autorité.

*La guerre religieuse*  
*Le cas de l'islam et de la chrétienté*

Le pouvoir a été ainsi exercé, jusqu'à l'éclatement de la guerre civile de 1975, de manière quasi héréditaire, par et pour les groupes sociaux dominants.

En matière de gestion économique, l'État, par sa passivité, a laissé se développer des écarts de plus en plus importants entre le degré de développement des différentes régions. A l'analyse, il apparaît que la majorité des régions les plus défavorisées sont à majorité chiite. L'exode rural massif qui résulte de cette situation a eu pour résultat de gonfler démesurément la population de Beyrouth, créant dans la ville une situation particulièrement explosive.

En matière de revenus, les disparités n'ont cessé de s'accroître au fil des années, et, à nouveau, la population chiite apparaît comme la plus pauvre. En fait, le plus grand nombre de riches et de membres de la classe moyenne se trouve dans la population chrétienne, suivent les sunnites et, au bas de l'échelle, les Druzes et les chiites. Même si l'on trouve un grand nombre de pauvres dans tous les groupes confessionnels, il apparaît à l'évidence que la pauvreté touche plus particulièrement certaines régions et certains groupes sociaux. De là l'aspect confessionnel qu'ont pu revêtir certaines manifestations du mécontentement social.

Dès la fin des années soixante, on assiste à la multiplication de revendications sociales appuyées par des manifestations de plus en plus musclées, auxquelles répondit une répression de plus en plus violente de la part des forces de l'ordre.

Les revendications de la masse mettent aussi en cause l'ordre politique existant, jugé, non sans raison, comme inséparable des inégalités sociales qui frappent la population libanaise. La masse musulmane, dans sa majorité, réclamait la suppression du système électoral confessionnel proportionnel, à l'instar de ce qui se pratique dans les démocraties occidentales.

Et c'est sur ce point précis que le débat politique retrouve une dimension confessionnelle : les chrétiens, quelle que soit par ailleurs leur appréciation de l'ordre social existant, craignent, en effet, de se retrouver minorisés et sans droits politiques réels s'ils acceptaient de se fondre au sein d'une large majorité musulmane, et renonceraient aux garanties politiques que leur offre le confessionnalisme. Cette crainte leur fait emboîter le pas aux chefs qui défendent l'intangibilité de ce système. Par là, naît une opposition de fait entre musulmans et chrétiens. Il n'empêche que le débat reste essentiellement de nature politique et que la lutte en cours, même si elle oppose des blocs chrétiens et musulmans, ne peut être assimilée à une guerre de religion, la défense de celle-ci, en tant que telle, n'entre pas en ligne de compte. La suite des événements pourrait bien donner

*La Pensée et les Hommes* - 34<sup>e</sup> année, n° 17

lieu à de nouvelles alliances interconfessionnelles, dans la mesure où les communautés musulmanes et chrétiennes sont loin de constituer des blocs homogènes et politiquement stables.

## La supranationalité comme instrument de paix (en guise d'introduction a l'article qui suit.)

Georges GORIÉLY  
Professeur émérite à l'ULB

L'article de Sergio Romano est extrait d'un volume de *Mélanges* que des collègues et amis ont eu la grande générosité de me dédier<sup>1</sup>. La construction européenne en constitue le thème central, mais pas unique. Ce volume aurait de quoi rendre confus le moins modeste des hommes par le nombre et la qualité des contributions. Celle de Sergio Romano trouve le mieux sa place dans un volume consacré à la paix.

Ce nom est familier à ceux qui portent intérêt tant à la politique internationale qu'au mouvement des idées. L'homme a su en effet concilier les plus hautes fonctions diplomatiques et la réflexion sur l'histoire et la pensée politique et philosophique dans son pays. Son *Histoire de l'Italie*, ses essais sur Croce, sur Gentile, sur Sorel lui ont valu une large autorité intellectuelle dans son pays et au-delà. Dans les divers postes diplomatiques qu'il a occupés, et notamment à Bruxelles, où il a représenté l'Italie à l'OTAN, il n'est resté inaperçu dans les milieux intellectuels et universitaires. Peut-être ne l'aurait-il pas été moins à Moscou si ses opinions n'avaient été en disharmonie avec celles de son ministre, ce qui l'amena à rentrer, voilà deux ans, dans son pays pour s'adonner entièrement à ses recherches d'historien et à ses commentaires sur la politique mondiale, qu'il fournit abondamment à *La Stampa* de Turin.

Pour ceux qui ont le souci de la paix, cet article pose un problème qui a été mieux traité en Italie qu'ailleurs. Pourtant l'idée de supranationalité a surgi pendant la guerre chez divers animateurs de la Résistance, et cela forcément sans la moindre concertation mutuelle, parmi ceux du moins qui voulaient donner une autre portée à leur combat que le simple patriotisme, tel qu'il était adopté tactiquement par les communistes. Deux

---

<sup>1</sup> *Pensée et Construction européenne*. Hommage à Georges Goriely. Études éditées par André Miroir, CERIS (Centre d'études des Relations internationales et stratégiques), ULB, Émile Van Balberghe, libraire, 4 rue Vauthier, 1040 Bruxelles, 1990.

de ces vétérans issus de la cause européenne, et pas des moindres, ont collaboré à ce volume : Altiero Spinelli, mort il y a trois ans, ami de près de quarante ans, et qui est devenu la figure emblématique des militants de l'Europe supranationale ; Henri Brugmans qui, comme recteur du Collège d'Europe à Bruges, a marqué tant de générations de chercheurs et d'acteurs de l'Europe. À ces deux noms, il conviendrait d'ajouter ceux d'un dirigeant assez illustre de la résistance française, Henri Fresnay, et d'un prisonnier concentrationnaire allemand Eugen Kogon, auteur de *L'État SS*. C'est la rencontre de ces quatre hommes et d'autres encore (dont j'étais), au lendemain de cette dernière guerre qui a permis le démarrage de l'idée fédéraliste européenne.

Quelle était notre motivation centrale ? Il avait fallu résister, par tous les moyens, contre une des dictatures les plus monstrueusement criminelles de tous les temps et qui avait réussi à capter les fantastiques ressources en savoir-faire technique et militaire et en ardeur patriotique d'un peuple qui pourtant avait apporté une si haute contribution à tout ce que nous qualifions de civilisation européenne. Toutefois, cette guerre avait eu un caractère fort différent, dans notre esprit, de celui des guerres nationales du passé, et notamment de la Première guerre mondiale. L'enjeu fondamental du combat de ces résistants n'avait été ni l'intégrité territoriale, la puissance, l'honneur, pas même la totale indépendance de leur État national ni l'abaissement, la punition, éventuellement le morcellement de tel autre. Vu sous un angle du patriotisme traditionnel, il était difficile d'établir ce qu'était le devoir d'un Italien, d'un Hongrois, d'un Allemand antinazi, d'un Français (car après tout le régime de Vichy s'était installé légalement et Pétain pouvait apparaître à beaucoup comme l'incarnation même du patriotisme), d'un Belge même, puisque, dans notre *Code pénal*, le devoir national s'exprime par la fidélité au roi. Et pourtant, l'enjeu était simple : la liberté, la vraie, non celle qu'on relie à la souveraineté d'un État devenu « libre » de s'adonner à tous les abus (songeons au sort des hommes dans maints pays « libérés » de la domination coloniale), mais à celle liée à la personne humaine.

Et puis autant que la liberté, ce qui nous importait, c'était une paix enfin assurée. Cette paix, beaucoup d'hommes en avaient rêvé après la Première guerre, « la der des der ». Le président Wilson s'en était fait l'apôtre, la *Société des Nations* devait en marquer la consécration. Enfin le droit devrait triompher sur la force. Chaque nation (du moins, à l'époque, celles qui passaient pour civilisées), se trouverait libérée de toute domination étrangère, de tout motif de frustration, et nulle agression ne pourrait la tenter. Et si pareille tentation apparaissait quand même, l'ensemble, la

*Société des Nations*, se coaliserait contre pareille aberration, appliquerait le principe de sécurité collective.

Or il est peu de dire que la SDN n'a pas rempli ses promesses. Son instauration a coïncidé avec un quart de siècle de violences, plus atroces que tout ce que l'humanité avait connu, débouchant non seulement sur la Deuxième guerre mondiale, mais encore sur des génocides. L'esprit wilsonien porte-t-il quelque responsabilité dans le déclenchement de telles abominations ? Dans une certaine mesure, oui, car il a suscité cette illusion que le nationalisme peut être saturé, qu'il suffit que chaque nation dispose pleinement d'elle-même pour que la justice et la démocratie, autant que la paix, soient assurées. Or c'est ce principe si constamment invoqué qu'il convient de considérer, avec quelque distanciation, ce d'autant plus qu'il correspond à des aspirations au premier abord légitimes.

Il y a des populations soumises à des dominations ressenties comme étrangères, entravées dans l'expression de leurs spécificités culturelles, linguistiques, religieuses, juridiques, et qui aspirent à sortir de l'État où elles sont insérées, parfois pour en rejoindre quelque autre. L'ennui, c'est que rien n'est plus changeant que ce *nous* collectif, que ce vouloir-vivre en commun. L'affirmation d'un destin spécifique se fonde sur des critères qui peuvent effectivement jouer, mais qui n'ont jamais un caractère certain et contraignant. De l'histoire, on peut tirer les leçons et les légitimations les plus contradictoires selon les moments auxquels on se réfère. Les langues que parlent des peuples ont pu changer au cours de l'histoire (qu'on songe simplement à la francisation de la grande majorité de la population bruxelloise !), leur classification même est incertaine (à partir de quand un dialecte – tels, par exemple, le luxembourgeois ou le suisse alémanique – constitue-t-il une langue distincte ?). Et d'ailleurs, l'identité de langue ne suffit pas à créer un véritable sentiment d'affinité : Serbes et Croates, protestants et catholiques en Irlande du Nord, Tutsis et Hutus, Tchèques et Slovaques devraient se sentir unis par la même langue, et pourtant... Et il n'est même plus tout à fait sûr que Bruxellois francophones et Wallons forment vraiment une « communauté » !

Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes – c'est finalement le droit de qui à disposer de quoi ? Ce sont des questions qu'on ne se posait pas en 1919. Le principe de souveraineté à l'intérieur, avec son corollaire, la non-intervention dans les affaires des autres, semblait devoir donner réponse à tout. Combien cependant de ces États, qui recevaient un sacrement nouveau, dans la mesure où ils étaient tenus pour « nationaux », n'avaient-ils qu'une consistance incertaine à l'intérieur, et n'étaient-ils soumis à des appétits irrédentistes à l'extérieur ? Aussi des principes qui semblaient constituer

le fondement du droit international ont-ils perdu de leur évidence. Il ne va plus tellement de soi, comme le proclame pourtant la charte de l'ONU, qu'il n'est permis, dans aucun cas, d'intervenir dans les affaires intérieures d'un autre État. Comment concilier la totale souveraineté des États avec l'affirmation, par ailleurs, des droits attachés à l'humaine condition, droits qui donnaient son vrai sens, le seul irréfutable, à la lutte, du moins pour les Occidentaux, contre les puissances de l'Axe. Avec la *Convention européenne sur la protection des droits de l'homme*, un progrès a été fait dans le sens d'une sanction effective, mais au seul niveau de l'Europe, de la grande Europe peut-on espérer pour bientôt. Car, par ailleurs, la mauvaise conscience qu'avait fait naître la domination coloniale, l'arrogance avec laquelle l'Europe se proclamait seule porteuse de civilisation, a entraîné, par un mouvement psychologique réactionnel, une valorisation de la diversité culturelle qui a rendu ces mêmes Occidentaux par trop indulgents et non interventionnistes devant ce que les nouveaux pays offrent comme spectacles de violences, de misère, de négation totale de la notion de *droits de l'homme*.

Alors, droit d'intervention ? Affirmation audacieuse, et risquée s'il en est ! Les États, au cours de l'histoire, n'ont eu que trop tendance à intervenir dans les affaires des autres, mais c'était en fonction de la poursuite de leurs propres intérêts, du maintien et peut-être de l'extension de leur puissance. Réglementer ce principe, susciter quelque ruse du droit, ce serait certes un progrès, mais pour la mise au point duquel tout reste à élaborer, même sur le simple plan intellectuel.

Les idées d'Einaudi et de Spinelli ont pu apparaître, quand elles ont été lancées, comme un exercice intellectuel, et pourtant elles sont les seules à avoir apporté quelque marque nouvelle à cet après-guerre. Leur application reste incertaine, tâtonnante et connaît autant de recul que d'avancée. Il n'empêche que c'est grâce à elles bien plus qu'à l'existence de l'ONU, successeur de la SDN qu'a pu s'effectuer la réconciliation des peuples de l'Europe occidentale.

Un des objectifs fondamentaux de l'objectif de supranationalité était la solution du problème allemand : faire en sorte que la paix soit fondée sur une véritable réconciliation entre États, et pour cela éviter certaines erreurs de 1919, pas exactement celles qu'on se figure. Le *traité de Versailles* fut moins inexorable que les Allemands l'ont cru dans le refus d'une défaite dont la nature leur échappait. Pour humiliant qu'il ait été dans sa volonté de culpabilisation, dur dans ses exigences financières, contestable dans ses amputations territoriales, le traité de Versailles maintenait intact le potentiel



économique et virtuellement militaire de l'Allemagne, ne l'empêchait pas de reconquérir une position dominante en Europe.

Le sort fait à l'Allemagne après 1945 a été considérablement plus rude : démontages industriels, amputation d'un quart de l'Allemagne de 1937, avec refoulement massif des populations, occupation militaire totale, et création de deux États combien distincts ! Et pourtant la réaction fut tout autre. Certes l'Allemagne savait que cette fois elle était pleinement coupable de la guerre, qu'elle l'avait totalement perdue et que des crimes épouvantables avaient été commis en son nom. Et pourtant, l'avenir qui paraissait désespérant et bouché dans les années 1920, parce que la paix se présentait, comme un règlement de compte entre vainqueurs et vaincus, prenait cette fois quelque lumière, se chargeait même d'espoir en 1950 avec l'apparition de l'idée européenne et le plan Schumann. Enfin apparaissait une Europe où les Allemands pourraient donner leur pleine mesure économique, culturelle, politique même, militaire si nécessaire, mais dans un cadre qui ne soit pas national, en surmontant toute compétition et, *a fortiori*, tout affrontement d'État à État, en travaillant ensemble pour une même œuvre de développement de justice et de paix.

Certes les réalisations en matière de supranationalité restent bien incertaines, et il y a des étapes que les États répugnent à franchir. Il reste que l'idée européenne a bien mérité de la paix. Elle n'a assurément touché que l'Europe de l'Ouest. Il n'y a pas eu, au moins depuis 1953, c'est-à-dire depuis la mort de Staline et la fin de la guerre de Corée, de confrontation militaire avec l'Europe de l'Est, mais ici Kant (dans *Pour la paix perpétuelle*) aurait plutôt parlé d'armistice que de paix. L'immense arsenal nucléaire détenu par l'un et l'autre de ce qui passait pour les supergrands a pu aller de pair avec un minimum de bon sens, tant à Washington qu'à Moscou. Cela n'avait rien d'évident, car il est absurde d'affirmer, comme certains le font encore (pour justifier surtout la bombe atomique française) que la détention de l'arme nucléaire rendrait responsable, et donc raisonnable.

Un de ces empires s'est écroulé. La liberté y a énormément gagné, mais est-ce aussi sûr pour ce qui est de la paix ? Plus question certes d'affrontement global, de troisième guerre mondiale, mais un resurgissement de conflits multiples et particuliers. Cela risque bien d'être le résultat d'une vision de la liberté par trop fixée sur des entités nationales et qui, par les mobilisations collectives auxquelles elle appelle, risque de se retourner contre elle-même, d'engendrer autoritarisme et violence. Et pourtant les meilleurs esprits comprennent que c'est en remettant en question ce besoin si facilement dominant de pleine souveraineté que les pays de l'Europe du centre et de l'Est peuvent trouver la voie de la paix.

Serge Romano n'a rien d'un esprit partisan. Son expérience, son savoir, ses réflexions lui ont assez appris que toute idée suscite au moins autant de problèmes qu'elle ne peut apporter de solution. La distanciation critique qu'il manifeste à l'endroit des idées qu'il expose ne peut que rendre plus féconde la méditation de celles-ci.

## Aux origines des idéaux européens en Italie. Luigi Einaudi et Altiero Spinelli

Sergio ROMANO  
Ambassadeur de la République italienne

L'idée d'Europe unie apparaît au XIX<sup>e</sup> siècle, se développe dans les pays européens après la Première guerre mondiale, se répand dans de larges couches de l'opinion publique après le Second conflit mondial et s'attache, depuis lors, qu'elle leur serve de repoussoir ou d'aiguillon, aux pas des gouvernements. Il est assurément possible de l'étudier en tant que manifestation de la conscience européenne, sans tenir compte de la nationalité des acteurs, mais pareille perspective nous semble antihistorique parce qu'elle est imprégnée pour ainsi dire d'une conception téléologique comme si les exégètes, sous l'aiguillon de la foi qui les anime, considéraient ces discussions comme la preuve *in se* de l'existence d'une Europe virtuelle, vivante sur le plan intellectuelle, mais privée d'expression sur le plan politique, comme s'ils croyaient pouvoir en abolir, fût-ce seulement dans leurs études, les frontières nationales. Il nous semble, au contraire, que l'idée d'Europe doit, elle aussi, être étudiée en tant que phénomène national et que l'apport des acteurs – qu'ils soient hommes de cabinet ou hommes politiques – doit en permanence être rattaché aux expériences et aux vicissitudes nationales dont ils furent les témoins. C'est dans cette perspective-là que le présent article se propose d'évoquer, en en faisant une « lecture » nationale, l'itinéraire européen de deux hommes, un libéral et un marxiste, qui jouèrent un rôle considérable dans l'histoire du mouvement européen en Italie : Luigi Einaudi et Altiero Spinelli, celui-là d'abord, pour les articles qu'il publia dans le *Corriere della Sera* au cours des deux dernières années de la Première guerre mondiale et dans l'immédiate après-guerre, celui-ci, ensuite, pour le manifeste politique qu'il rédigea en 1941 avec Ernesto Rossi, l'un et l'autre, enfin, pour leur action politique après le second conflit mondial.

Pendant la Première guerre mondiale, Luigi Einaudi (1874-1961) se fit surtout connaître pour ses études économiques. Titulaire de la chaire de science financière à l'Université de Turin, directeur d'une des principales

revues de l'époque (*La Riforma Sociale*), collaborateur au *Corriere della Sera* et à *l'Economist*, Einaudi était, avec Antonio De Viti De Marco, le principal économiste italien de l'école libérale et, peut-être, le principal défenseur de la thèse faisant de la liberté du commerce et de l'entreprise la condition nécessaire des libertés politiques. Piémontais de naissance et passionné d'histoire nationale, Einaudi faisait partie, idéologiquement parlant, et même s'il ne pouvait pas souscrire à sa politique économique, de cette droite libérale à laquelle on devait la création de l'État italien et qui en avait marqué les institutions de son sceau pendant les décennies immédiatement postérieures à l'unification de la péninsule. Quand la guerre eut éclaté, Einaudi refusa de s'associer à la croisade antigermanique des intellectuels français et italiens. La thèse qui imputait à l'Allemagne la responsabilité du conflit pour cette double raison qu'elle était dirigée par une dynastie militaire et qu'elle n'avait pas de gouvernement responsable devant le Parlement lui semblait manquer de finesse et pécher par simplisme. À la faveur d'une série de lettres adressées au directeur du *Corriere della Sera* et publiées sous un pseudonyme, Junius, emprunté à l'histoire du libéralisme au Royaume-Uni<sup>1</sup>, Einaudi rappelait, pour l'essentiel, que l'Italie, elle aussi, s'était construite de par la volonté d'une dynastie aux fortes traditions militaires. L'absence de gouvernement responsable devant le Parlement lui inspirait deux objections.

Il commençait par faire observer que les gouvernements sont toujours l'expression d'une minorité : « Ceux qui fondent leur idéologie personnelle sur la conviction – alors qu'il y a eu Hyppolite Taine, alors qu'il y a eu Gaetano Mosca, alors qu'il y a eu Vilfredo Pareto, alors qu'il y a eu Ostrogorski, alors qu'il y a eu Lord Bryce, alors qu'il y a encore d'autres écrivains éminents ! – sur la conviction, dis-je, qu'il puisse effectivement y avoir un parlement qui soit l'expression de la volonté de la majorité et qu'il puisse, par voie de conséquence, y avoir un gouvernement qui, en tant que comité nommé par la majorité de l'assemblée, soit l'expression de la majorité du pays, ceux-là cèdent incontestablement à la faillite.<sup>2</sup> » Einaudi continuait en faisant remarquer que l'absence de gouvernement responsable devant le Parlement ne prouvait pas *ipso facto* que le régime fût insuffisamment démocratique : d'autres pays, les États-Unis par exemple, étaient, disait-il, dirigés par des gouvernements qui n'étaient pas responsables de leur action devant une assemblée parlementaire et nul n'aurait le front, affirmait-il, de

---

<sup>1</sup> Junius, pseudonyme derrière lequel il faut probablement reconnaître sir Philip Francis (1740-1818), est l'auteur de quelques lettres politiques publiées, de janvier 1769 à la fin de 1771, dans *Public Advertiser* et rassemblées en volume, en 1772, sous le titre *Letters of Junius*.

<sup>2</sup> Lettre IV, dans *Il Corriere della Sera*, du 5 septembre 1917 (publiée ensuite dans Junius, *Lettere politiche*. Ban, 1920, p. 47).

*Aux origines des idéaux européens en Italie.*  
*Luigi Einaudi et Altiero Spinelli*

soutenir que le système du gouvernement des États-Unis soit despotique et arbitraire. Ce qui précède ne signifie pas qu'Einaudi était totalement insensible à la thèse qui faisait du gouvernement allemand le responsable de la guerre. Il soutient, dans une lettre du 16 octobre 1918<sup>3</sup>, en se fondant sur des arguments partiellement analogues à ceux que Fritz Fischer allait développer de longues années plus tard dans *Gruff nach der Weltmacht*, que les erreurs commises par l'Allemagne remontent aux années au cours desquelles Guillaume II, « esprit fantasquement romantique », essaya de conserver à son profit le pouvoir que le Grand Électeur et Frédéric II avaient exercé dans d'autres circonstances historiques, et avec un tout autre talent. Résolu à s'opposer à toute ingérence du peuple, surtout dans ce que le général de Gaulle allait appeler plus tard le « domaine réservé » de la politique étrangère, et devant malgré eux en découdre avec de nouvelles « forces sociales et politiques qui étaient apparues et avaient pris une importance énorme en Allemagne, comme partout ailleurs en Europe, au cours de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle », l'empereur et son gouvernement furent « contraints, jour après jour, de proclamer la patrie en danger<sup>4</sup> ».

En d'autres termes, la guerre éclata, d'après Einaudi, parce qu'une caste bureaucratique et militaire se servit du conflit armé pour s'opposer à la marche vers le pouvoir d'une société civile qui s'était tumultueusement développée au cours des deux générations précédentes. De nos jours, les longues discussions menées entre historiens à propos des responsabilités de la Première guerre mondiale ont permis d'établir le peu de solidité de ces arguments. Il faut toutefois tenir compte du fait que ces arguments remontent à une époque, octobre 1918, où la guerre n'était pas encore gagnée et où les souhaits des auteurs déteignaient sur leur analyse historique. Il convient plutôt de souligner que, pendant les dernières années de la guerre, à un moment où l'intelligentsia européenne inclinait à exorciser le mal en en déchargeant la responsabilité sur l'Allemagne et sur le manque de démocratie de son système politique, Einaudi rejetait ces thèses parce qu'il les savait intéressées et simplificatrices. Pour lui, il fallait chercher les motifs de la guerre dans le dogme de souveraineté absolue, première condition de la perfection de l'État, qui s'était introduit à la dérobée, « sans qu'on en eût conscience en quelque sorte, dans le patrimoine spirituel des citoyens européens<sup>5</sup> ». L'occasion de renforcer sa conviction fut offerte, dès la fin de 1917, par les déclarations du président Wilson à propos de l'organisation dont la communauté internationale

---

<sup>3</sup> Lettre x, *op. cit.*, pp. 129-141.

<sup>4</sup> *Id.*, p. 139.

<sup>5</sup> Lettre xi, pp. 146-147.

devrait se doter après la fin de la guerre. Dans une lettre du 5 janvier 1918, Einaudi affirme qu'il est vain d'attendre de la « Société des Nations », dont on parlait depuis quelque temps, la solution des problèmes européens, car une Confédération d'États souverains connaîtrait la même « fin pitoyable que toutes les tentatives similaires du passé » : pour épargner à l'Europe d'autres conflits armés, pour éviter que le dogme de la souveraineté absolue mené à ses conséquences extrêmes ne contraignît les nations à trancher par les armes dans le nœud de leurs différends, il fallait, selon lui, concevoir une société dans laquelle les États deviendraient « les provinces d'un État souverain unique et plus vaste<sup>6</sup> ».

L'exemple historique dont l'Europe devait s'inspirer était celui des États-Unis, dont la première *Constitution*, adoptée par le Congrès en 1776 et par les États en février 1781, se révéla très rapidement inefficace alors que la seconde, adoptée par la Convention nationale le 7 septembre 1787 et entrée en vigueur l'année suivante, correspondait totalement aux exigences des treize colonies de la couronne britannique et leur permit de consolider leur indépendance. Einaudi savait qu'il serait extrêmement difficile de créer un État fédéral européen. « Toutefois, écrit-il dans une lettre du 5 janvier 1919, les efforts déployés pour édifier un État vivant d'une existence propre, investi du droit de répartir comme il l'entend l'impôt entre ses citoyens sans dépendre du bon plaisir d'autres États souverains, doté d'une armée lui appartenant en propre, capable de maintenir la paix à l'intérieur et de défendre le territoire contre l'oppression étrangère, pourvu d'administrations douanière, postale, ferroviaire propres, ces efforts-là, dis-je, seraient en tout cas des efforts consentis dans le but de parvenir à un objectif concret, imaginable, quoique irréalisable dans l'état actuel des choses. En revanche, les efforts consentis pour édifier une société des nations demeurées souveraines ne serviraient qu'à engendrer le néant, l'impensable, à renforcer et à exacerber les motifs de discorde et de guerre.<sup>7</sup> » Bref, quelque lointaine et malaisée qu'elle fût, l'union fédérale était, pour Einaudi, beaucoup plus concrète, beaucoup plus réaliste qu'une confédération, inutile ou – pire – dangereuse. Il faut, écrit Einaudi quelques mois plus tard, remonter plus loin que le président Wilson et « retourner à Hamilton et, au travers de la nébuleuse confuse du concert des nations, marcher droit à l'objectif final, qui est la création d'organes de gouvernement supranationaux<sup>8</sup> ».

---

<sup>6</sup> *Id.*, p. 83.

<sup>7</sup> Lettre VII, p. 87.

<sup>8</sup> Lettre XII du 6 mai 1919, p. 162.

*Aux origines des idéaux européens en Italie.*  
*Luigi Einaudi et Altiero Spinelli*

En ce qui concerne l'étendue géographique de l'Union, Einaudi confessait son embarras. Une fédération étendue à tous les États européens lui semblait une perspective éloignée et il se demandait s'il ne convenait pas « de se borner, provisoirement, à imaginer des fédérations d'États latins, germaniques, slaves, plus amples que les États européens de petite taille, qui – tout le donne à penser – étaient destinés à devenir des étoiles de deuxième ou troisième ordre...<sup>9</sup> ».

En revanche, Einaudi avait des idées très claires sur la façon de progresser, concrètement, vers l'unité fédérale parce que ces idées lui étaient suggérées par l'expérience du conflit mondial. Alors qu'elle avait été suscitée par le dogme de la souveraineté absolue, la guerre avait, progressivement, vidé ce dogme de son contenu par la multiplication des situations amenant chaque État, malgré qu'il en eût, à abandonner une partie de ses prérogatives. Dans une lettre du 28 décembre 1918, Einaudi rappelait, citant Lord Robert Cecil, ministre du *Blocus* au cours de la phase terminale de la guerre, que les nations de l'Entente avaient fondé un organisme économique complexe destiné à contrôler le tonnage, les finances, les achats et la distribution des matières premières « pour le bien commun de l'alliance tout entière ». Cet organisme, qui avait permis à Jean Monet jeune de faire une expérience essentielle pour sa formation européenne, Lord Cecil souhaitait qu'il fût maintenu après le conflit. Einaudi partageait ce vœu et, de son côté, voyait le remède au dogme de la souveraineté absolue dans une série d'accords entre États, qui devraient se multiplier après la fin de la guerre : « traités de travail pour protéger des millions de travailleurs que les nécessités de la reconstruction déplaceront d'une région à l'autre ; traités de commerce pour répartir les matières premières et les aliments ; traités coloniaux pour empêcher que l'on assiste encore au spectacle honteux offert par des peuples civilisés s'entendant entre eux pour exploiter les populations noires accourues en Europe au secours de la civilisation ; traités de navigation sur les fleuves importants (le Danube, par exemple) ou dans les détroits ; traités portuaires visant à garantir aux populations de l'intérieur des terres l'usage des services des ports que l'histoire et la géographie ont placés en territoire étranger, sur la côte ; traités fiscaux visant à empêcher les citoyens d'un État d'en sortir dans le but de se soustraire au paiement des contributions imposées par la guerre<sup>10</sup> ».

En d'autres termes, Einaudi estimait qu'il fallait rogner la souveraineté de chacune des nations européennes en enveloppant l'Europe d'un réseau

---

<sup>9</sup> Lettre VII, p. 93.

<sup>10</sup> *Id.*, p. 155.

d'accords économiques, sociaux et financiers, ceux-ci engendrant, à leur tour, les institutions européennes de demain. « Quand les sujets soumis à discussion et à décision, écrit Einaudi dans la même lettre, revêtent un intérêt international, la discussion ne peut être menée ni la décision prise par des parlements municipaux. Au-dessus d'États désormais trop petits, au-dessus, dirais-je, de municipalités de grandes dimensions, au-dessus de leurs instances délibérantes, doivent se former (...) des États plus vastes, des organes de gouvernement différents des organes ordinaires de gouvernement.<sup>11</sup> »

Les lettres de Junius ont été publiées en volume en 1920. De longues années après, en 1939, elles tombèrent entre les mains de jeunes antifascistes qui avaient été relégués dans l'île de Ventotene, Altiero Spinelli et Ernesto Rossi. Comme Rossi, qui était professeur d'économie, avait obtenu l'autorisation de correspondre avec Einaudi, les deux jeunes gens « relégués » reçurent de ce dernier quelques études publiées par des théoriciens anglais du fédéralisme au cours des années précédentes, parmi lesquelles *The Economic Causes of War* de L. Robbins, ouvrage qui réfutait les thèses économiques marxistes-léninistes de la responsabilité de la guerre<sup>12</sup>.

C'est ainsi que germa, surtout dans l'esprit d'Altiero Spinelli, une réflexion sur les problèmes de l'unité de l'Europe, qui arriva à maturité deux années plus tard, grâce à la rédaction d'un manifeste politique connu, précisément, sous le nom de *Manifeste de Ventotene*. Toutefois, avant d'évoquer le manifeste et de dire ce qu'il en advint, il faut rappeler brièvement l'itinéraire politique de Spinelli, depuis les années de l'immédiate après-guerre jusqu'à sa relégation, pour motifs politiques, dans l'île de Ventotene.

Né en 1907, Spinelli devint communiste en automne 1924, quelques mois après l'assassinat du député socialiste Giacomo Matteotti. De longues années plus tard, il confessa que deux raisons avaient motivé sa décision. D'une part, s'il adhéra au parti communiste, c'est d'abord parce que la guerre lui avait inspiré « une aversion insurmontable pour les mots mêmes de *nation* et de *patrie* et pour leur prétention à devenir les saints patrons de l'esprit de l'homme. Le communisme de Lénine et de Trotski, par sa condamnation rigoureuse de tous ceux qui avaient trahi l'Internationale, par l'appel qu'il lançait à la révolution sociale universelle, dont la révolution

---

<sup>11</sup> *Id.*, p. 153.

<sup>12</sup> Pour ce qui concerne les lectures européennes de Spinelli et Rossi à Ventotene, voir l'Interview faite par Sonia SCHMIDT du premier d'entre eux dans Spinelli-Rossi, *Il Manifesto di Ventotene*, Naples, 1982, pp. 171-188. Le livre de ROBBINS fut traduit par Spinelli à Ventotene et publié à Turin (Einaudi) en 1944, sans mention de traducteur.



*Aux origines des idéaux européens en Italie.  
Luigi Einaudi et Altiero Spinelli*

russe ne se voulait que le prélude, ce communisme-là, dis-je, fut la grande expérience supranationale qui venait au-devant de mon cosmopolitisme instinctif. En devenant communiste, ce n'était pas tant contre le fascisme italien et en faveur d'une Italie idéale que je me déclarais que contre le capitalisme et l'impérialisme mondiaux et en faveur d'un ordre universel nouveau ». La seconde raison était directement liée à la nature même du parti auquel il adhérait : « Je suis devenu communiste comme on devient prêtre, conscient d'assumer un devoir et un droit totaux, d'accepter la dure école de l'obéissance et de l'abnégation afin d'apprendre correctement l'art, plus dur encore, du commandement, résolu à devenir ce que le fondateur de cet ordre avait appelé le *révolutionnaire professionnel*<sup>13</sup> ».

En d'autres termes, si Spinelli devint communiste, il le devint par une sorte de réaction radicale contre le mythe de la souveraineté nationale et dans le but de satisfaire son besoin personnel de sacerdoce politique. Nous verrons plus loin que ses motivations peuvent se concilier avec sa conversion à l'Europe au début des années quarante. Il convient de remarquer ici, pour la gouverne du lecteur, que, s'il avait été consulté par Spinelli au cours de ces années-là, Luigi Einaudi n'aurait assurément partagé ni les options de ce dernier ni le radicalisme juvénile de ses arguments, mais y aurait peut-être trouvé quelques points de ressemblance avec sa propre pensée et avec les conclusions que lui-même avait tirées du spectacle de la guerre. Lui aussi croyait que la politique et l'exercice du pouvoir revenaient aux élites, lui aussi avait acquis la conviction que le mythe de la patrie ou – comme il eût préféré le dire – le « dogme de souveraineté absolue » était responsable de la Première guerre mondiale.

La prêtrise communiste de Spinelli dans la société politique italienne dura quelque trois ans. Il fut secrétaire d'un comité de quartier, membre du Comité de Rome et de la Fédération des jeunesses communistes du Latium. Envoyé à Paris en 1926 pour y porter les salutations du parti au congrès de la *Fédération des jeunesses communistes françaises*, il fut expulsé de France et, quelques mois plus tard, « entra dans la clandestinité » avec le titre de secrétaire interrégional des jeunesses communistes de l'Italie centrale.

Arrêté à Milan le 2 juin 1927, alors qu'il n'avait pas vingt ans, Spinelli fut condamné, en avril de l'année suivante, à seize ans et huit mois de prison. Quand il en sortit, à la faveur d'une réduction de peine, dix ans plus tard, il n'était plus communiste. Spinelli ne pouvait faire sienne la

---

<sup>13</sup> Voir A. SPINELLI, *Come ho tentato di diventare saggio* (Comment j'ai tenté de devenir sage, T. 1 ; 10, Ulysse). Bologne, Il Mulino, 1984, pp. 66-67.

politique adoptée par le parti communiste à l'égard des partis socialistes pendant l'ascension d'Hitler au pouvoir, il avait pris connaissance avec inquiétude des nouvelles relatives aux purges staliniennes qui arrivaient de Moscou et il n'avait pas compris que le parti pût accepter sans sourciller, après qu'il se fut opposé avec une grande fermeté à la collaboration avec la social-démocratie, la politique de front populaire. La fréquentation des camarades communistes de la prison de Lucques, les méthodes utilisées par Pietro Secchia et Mauro Scoccimarro pour éliminer toute manifestation de désaccord parmi les détenus, et, enfin, la dureté du traitement réservé au meilleur d'entre eux, Umberto Terracini, le poussèrent à revoir ses convictions politiques. À Ponza, où il fut relégué après ses années de prison, il rompit définitivement avec le parti ; à Ventotene où il fut envoyé en 1939, il paracheva la rupture en remplaçant la foi communiste par la foi européenne.

Le *Manifeste de Ventotene* est le fruit des entretiens d'Altiero Spinelli, d'Emesto Rossi, dont nous avons parlé ci-dessus, et d'un jeune socialiste juif, originaire de Trieste, Eugenio Colomi. Le *Manifeste* porte les signatures de Spinelli et de Rossi, et Colomi en rédigea la préface : l'ouvrage fut publié à Rome, au début de 1944, par le *Movimento italiano per la federazione europea* (Mouvement italien pour la fédération européenne) fondé à Milan en août de l'année précédente. Le texte même du *Manifeste*, toutefois, est presque entièrement de la plume de Spinelli : il est le reflet fidèle, nous le verrons bientôt, de la formation qu'il reçut et de la crise qu'il traversa.

Le *Manifeste* attribue, d'entrée de jeu, la responsabilité de la guerre à la « souveraineté absolue des États nationaux » et à leur inextinguible soif de domination.

Pour affirmer leur puissance, pour accroître leur espace vital, pour assurer leur existence dans des conditions d'autonomie complète, ils doivent mobiliser les forces de la nation, militariser la société civile, contraindre le pays à vivre en état de conflit permanent avec ses voisins. Les États totalitaires – affirme donc implicitement le *Manifeste* – ne sont pas la « dernière carte » d'une bourgeoisie qui se sent menacée par les forces prolétariennes, si l'on en croit l'orthodoxie communiste, mais bien le résultat nécessaire d'une situation de conflit sur le plan international. Les États totalitaires sont « ceux qui ont effectué, avec le plus de cohérence, l'unification de la totalité des forces en réalisant le maximum de concentration et d'autarcie et qui se sont, par voie de conséquence, révélés les organes les mieux adaptés à l'environnement international

*Aux origines des idéaux européens en Italie.*  
*Luigi Einaudi et Altiero Spinelli*

contemporain<sup>14</sup> ». Il y a, à vrai dire, dans le *Manifeste*, quelques allusions à l’empreinte que la lutte des classes donne à l’État totalitaire parce qu’« en fait, dit-il, les régimes totalitaires ont, globalement, renforcé la position des différentes catégories sociales au fil des victoires successives et interdit, grâce au contrôle policier de tous les dissidents, toute possibilité légale de modifier, plus tard, l’état de choses en vigueur<sup>15</sup> ». Suit un bref chapitre, dû pour l’essentiel à Ernesto Rossi, sur la « réforme de la société », dans lequel les auteurs du Manifeste tracent les grandes lignes d’un socialisme pragmatique au sein d’une sorte de *Welfare State* européen. Toutefois, les survivances marxistes de la pensée de Spinelli et le travaillisme radical de Rossi laissent intacte l’originalité de la thèse centrale qui veut que l’État totalitaire ne « prend pas sa source » dans la lutte des classes, mais bien dans la lutte entre entités inconciliables – États-nations – qui tendent à s’entre-détruire.

C’est pourquoi il serait vain d’espérer que la défaite de l’Allemagne débouche sur la « remise en ordre de l’Europe ». Vain également d’attendre des communistes qu’ils apportent, en temps voulu, une contribution concrète au dépassement des réalités nationales. Le *Manifeste* reconnaît que les communistes sont, pendant les crises révolutionnaires – et la crise des États nationaux est précisément, d’après ce *Manifeste*, une crise révolutionnaire – plus efficaces que les démocrates. Cependant, la révolution européenne ne doit pas compter sur les communistes et il y a à cela deux raisons : d’une part parce qu’ils tiennent de manière sectaire la classe ouvrière à l’écart des autres forces révolutionnaires et, d’autre part, parce qu’ils sont entièrement dépendants de l’État soviétique « qui s’est servi d’eux à de multiples reprises aux fins de sa politique nationale<sup>16</sup> ».

L’Europe sera donc à la fin du conflit le théâtre d’une situation révolutionnaire ou – pour utiliser un terme emprunté à l’œuvre historique de Benedetto Croce – d’une crise éthique et politique. L’époque se prêtera à des mutations d’importance et à de vastes chambardements. Le passé nous enseigne qu’il est aussi impossible de vivre avec une Allemagne réduite à l’impuissance que de la diviser et de l’écraser. Il est absurde de fonder ses espérances sur une nouvelle Société des Nations, absurde d’espérer que les États nationaux puissent résoudre les multiples problèmes (statuts des minorités, régions-frontières, débouchés maritimes) « qui empoisonnent les relations entre les diverses nations du continent<sup>17</sup> ». Par ailleurs, la guerre

---

<sup>14</sup> SPINELLI-ROSSI, *Il Manifesta de Ventotene*, op. cit., p. 24.

<sup>15</sup> *Id.*, p. 2.

<sup>16</sup> *Id.*, p. 33.

<sup>17</sup> *Id.*, p. 36.

a frayé la voie de la révolution européenne en éliminant quelques obstacles ou en réduisant la capacité de résistance : la « splendide isolation » du Royaume-Uni, la morgue française, les empires coloniaux des deux principales puissances européennes, le rôle des dynasties nationales.

Il n'est pas jusqu'à l'occupation de l'Europe par les troupes allemandes qui n'ait eu un effet bénéfique : « l'effondrement de la plus grande partie des États du continent sous le rouleau compresseur allemand a donné aux peuples européens une communauté de destin, soit que, tout ensemble, ils seront soumis à la domination hitlérienne, soit que, tous ensemble, ils seront précipités, à la chute de l'empire nazi, dans une crise révolutionnaire qui les empêchera de se figer et de se dissocier l'un de l'autre dans des structures étatiques solides<sup>18</sup> ».

Toute situation révolutionnaire requiert, toutefois, courage, fermeté, promptitude et, avant tout, un instrument qui soit apte à forcer la main de l'histoire et à accoucher le futur. Le jugement porté sur les communistes est, nous le savons, négatif ; celui porté sur les démocrates est tout aussi sévère. Si ceux-là pratiquent, pendant les crises, une politique sectaire et soviétique, ceux-ci, en revanche, essaient en vain de susciter l'adhésion populaire, « ils se présentent comme des prédicateurs » et « représentent (...), sous leurs aspects protéiformes, non pas tant la volonté de renouvellement que les velléités confuses qui règnent dans tous les esprits (...). La méthode démocratique sera un poids mort au cours de la crise révolutionnaire<sup>19</sup> ». D'où la nécessité d'un mouvement révolutionnaire qui ne remplace par les partis existants, mais s'y superpose. Ce mouvement se composera essentiellement d'ouvriers et d'intellectuels – ceux-là parce qu'ils ont résisté, mieux que d'autres, à la « férule totalitaire » et ceux-ci parce qu'ils sont dégoûtés du « despotisme ambiant » – mais devra « organiser et diriger les forces progressistes en utilisant tous les groupements populaires qui se constituent spontanément, comme creusets incandescents dans lesquels se fondent les masses révolutionnaires, non pas dans le but de participer à des plébiscites, mais dans l'attente des guides ». C'est au mouvement révolutionnaire qu'il appartient de donner « l'orientation de l'ordre nouveau, les rudiments de discipline sociale aux masses non organisées ».

Cette dictature du parti révolutionnaire sert de creuset à l'État nouveau et c'est par « gravitation » avec lui que se crée la nouvelle et la vraie démocratie<sup>20</sup>. Le *Manifeste* assigne un rôle mineur et subalterne aux anciens

---

<sup>18</sup> *Id.*, p. 35.

<sup>19</sup> *Id.*, p. 32.

<sup>20</sup> *Id.*, pp. 44-45.

partis politiques et les avertit que les distinctions traditionnelles entre leurs idéologies respectives n'auront plus désormais qu'une importance marginale. « Par conséquent, la ligne de partage distinguant partis progressistes et partis réactionnaires suivra désormais non pas la ligne purement formelle du maximum ou du minimum de démocratie, du maximum ou du minimum de socialisme à établir, mais la ligne fondamentale et tout à fait neuve, séparant, d'une part, ceux qui se fixent pour objectif essentiel de la lutte l'objectif d'hier, la conquête du pouvoir politique national – qui feront, fût-ce involontairement, le jeu des forces réactionnaires en laissant le levain incandescent des passions populaires se solidifier dans le moule antique et en ressuscitant les coquecigrues d'antan – et, d'autre part, ceux qui se fixeront pour tâche cardinale la création d'un État international solide, qui dirigeront les forces populaires vers cet objectif et qui, une fois le pouvoir national conquis, l'utiliseront avant tout comme un instrument destiné à la réalisation de l'unité internationale.<sup>21</sup> »

La préface d'Eugenio Colomi tempère quelque peu le ton léniniste du *Manifeste* et ne porte aucune trace de dédain à l'égard des partis politiques traditionnels qui semblent filtrer du texte de Spinelli. « Notre Mouvement (...), écrit Colomi, n'est pas et ne veut pas être un parti politique. Comme ce mouvement a pris progressivement une marque de plus en plus nette, il se propose d'agir sur différents partis politiques et à l'intérieur de ceux-ci non seulement pour en accentuer l'empreinte internationaliste, mais aussi, et surtout pour que tous les problèmes de leur existence politique soient abordés au départ de ce nouvel angle de vue, auquel, jusqu'ici, ils ont été peu habitués<sup>22</sup> ».

Toutefois, la modération et le ton conciliant du texte de Colomi ne font qu'accentuer, par contraste, le « léninisme » de Spinelli, son désir de transférer dans le mouvement européen ses exigences inassouvis de « sacerdoce » politique, sa conviction que l'histoire est faite par les avant-gardes révolutionnaires et qu'il y a des moments où la volonté d'une minorité peut en modifier le cours. L'« histoire nouvelle », à laquelle Spinelli avait décidé, en adhérant au parti communiste en 1924, d'apporter sa contribution de militant, se déroule dans un contexte différent et met en scène d'autres acteurs. L'histoire qui se joue n'est plus celle de classes luttant l'une contre l'autre pour s'écraser et se dominer l'une l'autre, l'histoire qui se joue est celle de deux grandes idées – l'idée nation et l'idée Europe – qui s'affrontent dans les décombres de la guerre.

---

<sup>21</sup> *Id.*, p. 37.

<sup>22</sup> *Id.*, p. 19.

Toutefois, Spinelli a retenu de l'expérience politique et intellectuelle faite précédemment la notion de tournant historique ainsi que les modalités du combat. La notion de tournant historique, parce que la révolution européenne est, à l'instar de la Révolution d'octobre, le signe avant-coureur de lendemains différents, d'un avenir radieux ; les modalités du combat, par ce que le mouvement que Spinelli appelle de ses vœux est copié sur le parti de Lénine.

L'évolution ultérieure de la pensée de Spinelli, sa contribution à la cause européenne en d'autres lieux et en d'autres temps, la façon dont il a modifié, en 1976, le jugement qu'il portait, vingt-cinq ans auparavant, sur la contribution des communistes italiens à la construction de l'Europe<sup>23</sup>, ce sont là des sujets qui excèdent notre propos. Nous voudrions, en revanche, évoquer la façon dont Luigi Einaudi reprit et développa, dans la période contemporaine du *Manifeste de Ventotene*, les conceptions qui avaient inspiré, à la fin de la Première guerre mondiale, les lettres de Junius.

En automne 1943, Ernesto Rossi et Altiero Spinelli gagnèrent la Suisse. Rossi y trouva Einaudi et lui déclara que le Mouvement européen fondé à Milan en août de la même année, était né des *Lettere politiche* de Junius<sup>24</sup>. Einaudi adhéra au Mouvement et accepta d'écrire pour lui un long essai sur *I problemi economici della federazione europea* (*Problèmes économiques de la Fédération européenne*), publié à Lugano en 1944 par les *Nuove edizioni* de Capolago<sup>25</sup>. À la fin de la Première guerre mondiale déjà, Einaudi avait dénoncé les dommages causés par la « souveraineté absolue » sur le plan économique, faisant observer que tous les États étaient contraints, par leur conception des choses, à poursuivre le rêve chimérique d'une souveraineté économique, elle aussi absolue. « L'État mercantile fermé, écrit-il le 28 décembre 1918, n'est pas uniquement une abstraction si l'État germanique veut être vraiment indépendant ; s'il ne veut pas se résigner à devoir sa survie à la tolérance des États étrangers en général et de l'Empire britannique en particulier. Ce n'est pas seulement le fer, mais aussi le coton, le blé, le cuivre, le caoutchouc, énormément d'autres choses encore, indispensables en temps de guerre et en temps de paix, que l'empire doit posséder dans et sur son sol. Comment, s'il n'en était pas ainsi, pourrait-il vivre une

---

<sup>23</sup> Voir une lettre de SPINELLI d'août 1976, reproduite dans *Como ho tentato di diventare saggio*, *op. cit.*, p. 255-257.

<sup>24</sup> Pour ces informations, voir l'interview d'Altiero Spinelli par Sonia SCHMIDT, *id.*, p. 179.

<sup>25</sup> L'étude a été publiée une seconde fois à Rome en même temps que d'autres textes européens d'Einaudi à l'occasion du deuxième congrès de l'« Union européenne des fédéralistes » (Rome 7-11 novembre 1948) et figure dans l'ouvrage de L. Einaudi, *La guerre e l'unità europea* (*La guerre et l'unité européenne*), Florence, Le Monnier, 1984.

*Aux origines des idéaux européens en Italie.*  
*Luigi Einaudi et Altiero Spinelli*

existence pleine, comment, s'il n'en était ainsi, pourrait-il vivre la sécurité, comme il importe aux États souverains ?<sup>26</sup> »

Si l'État national contenait en germe les fruits pervers de l'autarcie, la Fédération européenne recréerait, en revanche, les conditions du libéralisme économique, qui, Einaudi en était intimement convaincu, était un système rationnel. Le modeste essai de Lugano devint donc une sorte de manuel politique et économique d'une Europe libérale, ouverte aux bienfaits de la libre concurrence, c'est-à-dire à une condition qu'Einaudi estimait indispensable à l'exercice de la liberté politique. Aux nombreuses objections de ceux qui craignaient que la création d'un marché supranational plus vaste n'enfantât des dommages irréparables pour l'économie de chacune des nations européennes, Einaudi répondit point par point en démontrant que la libre concurrence à l'échelle continentale et la libre circulation des marchandises sur le territoire de la Fédération entraîneraient de grands avantages pour la population européenne tout entière. Quelques détracteurs de l'unité européenne formulaient-ils la crainte que la Fédération n'enfantât de grands centres économiques et n'éteignît la vitalité spirituelle des vieux centres nationaux ? Einaudi leur répondait que la Fédération garantirait, mieux que les États existants, une décentralisation plus large et renforcerait la richesse culturelle du continent européen : « La Fédération a certes un fondement économique. Elle est le résultat nécessaire des conditions de vie modernes, lesquelles ont unifié l'univers sur le plan économique en le transformant en un marché unique. Sur le plan spirituel, la Fédération vise cependant à l'objectif opposé, qui est de libérer l'homme de la nécessité de défendre, les armes à la main, son petit territoire personnel contre les risques d'agressions ennemies et de lui permettre, ainsi libéré, d'aspirer à participer à la vie universelle en utilisant au maximum les ressources de ce petit territoire personnel<sup>27</sup> ».

Au-delà des arguments économiques qui en justifiaient l'avènement, la Fédération européenne revêtait donc aux yeux d'Einaudi une grande importance éthique et politique et avait, dans son esprit, le caractère d'une renaissance spirituelle.

Trois ans plus tard, l'Europe dont il avait souhaité la création devint, pour Einaudi, le seul choix possible de la politique étrangère de son pays. Prenant la parole, le 29 juillet 1947, à la tribune de l'Assemblée constituante, dans le débat sur le traité de paix, Einaudi prit position contre Benedetto Croce qui en avait déconseillé la ratification : le traité devait être ratifié,

---

<sup>26</sup> Junius, *Lettere politiche*, op. cit., p. 149.

<sup>27</sup> *La guerre e l'unità europea*, op. cit., p. 72.



quand bien même il était injuste, parce qu'il rendrait à l'Italie le droit de parole au sein du concert des nations et lui permettrait de favoriser, au niveau européen, l'avènement de principes nouveaux, de valeurs nouvelles. Einaudi partait des prémisses qui avaient inspiré ses lettres politiques de 1917 en les renforçant de quelques considérations résultant d'expériences plus récentes. Le mythe de la souveraineté absolue avait transformé l'Europe en un champ de bataille où chaque État poursuivait, au détriment des autres, l'objectif utopique de sa souveraine perfection. Depuis l'époque où il dénonçait le dogme de la souveraineté, depuis l'époque où il soulignait l'inutilité d'organismes purement confédéraux, tels la Société des Nations, le développement des communications à l'échelle mondiale et l'utilisation de l'énergie atomique à des fins militaires avaient rendu les divisions de l'Europe encore plus absurdes et dangereuses. Quelques hommes politiques avaient tenté de mettre un terme à ces divisions en usant de la force. En vain. Après l'échec de ces tentatives, il fallait emprunter une autre voie, celle de l'unité dans la liberté.

Forte des traditions du « Risorgimento » et des idéaux qui avaient inspiré les meilleurs de ses hommes politiques lors de la constitution de l'État unitaire, l'Italie pouvait, dans cette perspective, jouer, d'après Einaudi, un rôle déterminant. « L'Europe que l'Italie appelle de ses vœux, affirmait-il, l'Europe pour la réalisation de laquelle elle doit lutter n'est pas une Europe fermée contre qui que ce soit, c'est une Europe ouverte à tous, une Europe dans laquelle les hommes peuvent librement faire valoir des idéaux antagonistes, une Europe dans laquelle les majorités respectent les minorités, une Europe dans laquelle elles en favorisent elles-mêmes les objectifs, jusqu'à la limite extrême où ceux-ci sont compatibles avec le maintien de la collectivité tout entière. Lors de la création de cette Europe-là, l'Italie doit être disposée à renoncer à une part de sa souveraineté<sup>28</sup> ». L'Italie renoncerait ainsi, en partie, aux attributs et aux prérogatives qu'elle avait conquis un siècle auparavant, mais elle resterait fidèle aux grands mobiles idéaux du « Risorgimento ». « Pourquoi ne pourrions-nous pas, nous aussi, concluait Einaudi, faire triompher en Europe les idéaux immortels qui ont fait l'unité de l'Italie et qui ont pour noms liberté spirituelle de l'homme, élévation de chaque individu vers le divin, coopération entre les peuples, abandon des fastes inutiles, aux premiers rangs desquels le faste néfaste du mythe de la souveraineté absolue.<sup>29</sup> »

---

<sup>28</sup> *Id.*, p. 78.

<sup>29</sup> *Id.*, p. 80.



*Aux origines des idéaux européens en Italie.  
Luigi Einaudi et Altiero Spinelli*

Laissons ici de côté les accents rhétoriques, dus en partie aux circonstances du moment – la ratification du traité de paix que la classe dirigeante d'avant le fascisme considérait comme profondément injuste – ainsi que l'interprétation historique, quelque peu discutable, de l'expérience du « Risorgimento ». Bornons-nous à constater que la clé du propos d'Einaudi se trouve précisément dans les fréquentes allusions au « Risorgimento ». Par ces allusions, Einaudi affirme, si l'on voit au-delà des apparences, la continuité de l'histoire de l'Italie sur le plan des idéaux, une continuité qui lui sera d'un grand secours dans les années ultérieures pour reprendre sa place dans le concert des nations. Transféré du cadre national au cadre européen, le « Risorgimento » devait, pour Einaudi, permettre à l'Italie de « changer de monture » tout en restant fidèle à elle-même, de renoncer à ses ambitions nationales tout en conservant le sentiment de sa nécessité et de sa mission historique.

Guidé par une intuition politique géniale, Einaudi fixait moins un objectif à l'Italie qu'il ne lui suggérait – essentiellement – de s'exorciser sur le plan national.

Il y a plus. De même qu'Altiero Spinelli avait puisé dans la bataille pour l'Europe une promesse révolutionnaire neuve à laquelle il pouvait consacrer le feu dévorant de son « léninisme » frustré et déçu, de même Einaudi trouvait dans la Fédération européenne le contexte qui lui permettrait de remédier aux erreurs idéologiques de la classe dirigeante à laquelle il appartenait. Il avait été parmi les premiers à s'apercevoir, en 1917, que le libéralisme national auquel la bourgeoisie du Nord avait généreusement cru était une *contradictio in terminis*, que la souveraineté nationale, devenue dogme, rendrait impossibles les deux grandes libertés – la liberté économique et la liberté politique – qui, dans son esprit, étaient indissolublement liées. La Deuxième guerre mondiale confirma la rectitude de son analyse et lui offrit, paradoxalement, une meilleure tribune politique, du haut de laquelle il put proclamer la fin des histoires nationales et le début de l'histoire européenne. De même que la révolution européenne avait permis à Spinelli de continuer à être révolutionnaire sans être communiste, de même la Fédération européenne permettait à Einaudi d'être l'enfant du « Risorgimento » sans être nationaliste.

Ni celui-ci ni celui-là ne se rendirent compte que leur idéal était vicié par une contradiction et par une erreur d'analyse. Contradiction, parce qu'ils ne comprirent pas que l'Europe fédérée devrait, tôt ou tard, poser le problème de ses frontières et que la recherche d'une identité politique et territoriale allait susciter un nouveau nationalisme. Erreur d'analyse, parce qu'ils ne comprirent pas que l'Europe n'était plus maîtresse de

son propre destin et que le problème de sa formation n'était plus un problème exclusivement européen. Ni celui-ci ni celui-là ne comprirent, en somme, que leurs idéaux européens se fondaient sur une prémisse « européocentrique » inavouée qui ignorait les facteurs nouveaux de la politique mondiale. Toutefois, leurs idéaux doivent être jugés non pas tant en fonction de leur réalité tangible et de leur efficacité qu'en fonction de la parabole historique, idéologique et nationale dont ils étaient le point d'arrivée. (1986)

# Violence structurelle et destruction de l'environnement : défis nouveaux pour une nouvelle stratégie de la paix et de la sécurité

Éric REMACLE

Attaché de recherche au *Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix*

Tout comme la santé ne se définit pas comme la seule absence de maladie, la paix ne se ramène pas à la non-guerre. Le sentiment de sécurité lui-même se caractérise par un dilemme intrinsèque qu'on peut résumer par la formule suivante : en renforçant ma sécurité, je prends des mesures qui menacent celle des autres, lesquels réagissent par des contre-mesures qui accroissent à nouveau mon sentiment d'insécurité<sup>1</sup>. Le constat vaut tant pour les individus que pour les États. Plus largement encore, on ne peut évoquer la problématique de la guerre et de la paix sans s'interroger sur le rapport ambigu que l'être humain entretient avec la violence : « Les hommes n'entretiennent pas un rapport rationnel avec la violence. Ils vivent en *ambivalence* avec elle. Tout à la fois, la violence les effraie et les fascine. Cette ambivalence remonte à la nuit des temps : déjà dans *l'Iliade*, la violence est tour à tour vénérée et dénoncée. Les héros violents dont le poète Homère chante les prouesses finissent tous, les uns après les autres, par mourir de la violence. Aujourd'hui encore, nous célébrons le culte de la violence et nous vivons dans la peur de la violence »<sup>2</sup>.

Le dilemme de sécurité et l'ambivalence de la relation à la violence se trouvent ainsi confrontés l'un à l'autre dans une dialectique qui fonde le couple « guerre et paix » : « c'est toujours sous la pression de ce besoin de sécurité et de défense contre la mort que nous admettons le principe de la guerre. Nous sommes une large majorité à ne pas remettre en question la nécessité d'une armée, d'une défense militaire. Nous croyons que c'est bien là l'unique moyen de nous protéger contre une menace de mort qui

---

<sup>1</sup> Ce dilemme est développé par John HERZ, « Idealist Internationalism and the Security Dilemma », dans *World Politics*, 2, 1950, pp. 157-180.

<sup>2</sup> Jacques SEMELIN, *Pour sortir de la violence*, Paris, Les éditions ouvrières, 1983, p. 17.

viendrait cette fois de l'*extérieur*. (...) Nous acceptons de donner la mort pour nous en protéger »<sup>3</sup>.

## 1. Agressivité, violence et guerre

Les notions d'agressivité et de violence font depuis des décennies l'objet de controverses qu'il serait illusoire de vouloir résumer ici. Pour fixer vis-à-vis du lecteur le cadre de la présente réflexion, il était toutefois utile d'éclairer les définitions que nous en donnons. Une différenciation explicite doit ainsi être faite, avec Denise Van Caneghem<sup>4</sup>, entre combativité et agressivité. La première regroupe les conduites liées à l'instinct de vie, « l'ensemble des *combats adaptatifs* pour l'individu et son espèce<sup>5</sup> », s'exprimant sous forme d'agressions feintes, réelles ou ritualisées qui structurent un système de communication bien observé dans le monde animal. Lorsque ce système de communication s'estompe (pour les animaux de zoo ou de laboratoire par exemple), la combativité se transforme en agressivité destructive. La combativité se définit comme « un *moyen* au service des besoins fondamentaux (faim, sexualité, défense du territoire) » alors que « l'agressivité est une *fin en soi* évoluant vers la destructivité<sup>6</sup> ».

Nous évoquerons donc ici la violence comme expression d'agressivité destructive ou d'agressivité « maligne » pour reprendre la terminologie du psychanalyste Erich Fromm<sup>7</sup>. La psychanalyse apporte une grille de lecture intéressante quant à l'ambivalence de la relation de l'être humain à la violence et à la guerre. Pour Franco Fornari, s'appuyant sur les travaux de Mélanie Klein, « on peut dire que les sociétés sont, par rapport à la guerre, conditionnées d'un point de vue psychologique à se situer au niveau de l'angoisse d'un enfant de huit mois<sup>8</sup> » qui projette son fantasme destructeur sur l'autre, fût-il inconnu et dénué d'attitude hostile, pour se protéger soi-même de la mort. Cette position paranoïde – « Sauver le Soi en détruisant l'objet par lequel il se sent détruit<sup>9</sup> » – se résume par l'équation : « Ta mort, c'est ma vie ». À l'inverse, la position dépressive que connaît parallèlement le nourrisson – « sauver l'objet aimé à travers lequel il se sent vivre au

<sup>3</sup> Jacques SEMELIN, *op. cit.*, p. 65.

<sup>4</sup> Denise VAN CANEGHEM, *Aggressivité et combativité*, Paris, PUF, 1978.

<sup>5</sup> Denise VAN CANEGHEM, *op. cit.*, p. 19.

<sup>6</sup> Jacques SEMELIN, *op. cit.*, p. 27.

<sup>7</sup> Erich FROMM, *La passion de détruire*, Paris, R. Laffont, 1975. La distinction entre agressivités bénigne et maligne est illustrée par la différence entre la fessée et la guerre. L'agressivité bénigne – la fessée – ne relevant pas de la violence au sens où nous l'entendons ici.

<sup>8</sup> Franco FORNARI, *Psychanalyse de la situation atomique*, Paris, Gallimard, 1969, p. 69.

<sup>9</sup> Franco FORNARI, *op. cit.*, p. 36.

*Violence structurelle et destruction de l'environnement :  
désfis nouveaux pour une nouvelle stratégie de la paix et de la sécurité*

point de se sacrifier par amour de cet objet »<sup>10</sup> – et que résume l'équation : « Ta vie, c'est ma mort » – serait à l'origine du sens du sacrifice qui peut pousser l'homme à se battre pour sa famille, sa patrie ou un certain sens de la liberté ou de la justice. Nous reviendrons plus loin sur cette ambivalence de l'être humain face à la mort et à la guerre, et au bouleversement qu'y ont apporté plusieurs données de notre histoire récente.

Pour en revenir à la violence, on peut la subdiviser en quatre catégories selon qu'elle soit individuelle ou collective, et selon qu'elle soit directe (exprimée en actes intentionnels accompagnés de violence physique) ou latente.

**Tableau 1. Les formes de violence**

Directe	Meurtre/Viol	Guerre
Latente	Agressivité	Violence structurelle
	Individuelle	Collective

Notre propos ne portant que sur les manifestations collectives de la violence, nous examinerons tour à tour les réponses apportées par l'homme à la guerre et les tentatives de solutions proposées pour faire face aux manifestations de la violence structurelle. On comprend dès à présent que la définition de la paix et de la sécurité passe tout autant par les secondes que par les premières.

## 2. Les stratégies classiques de paix et de sécurité

La guerre se définit donc, dans le schéma ainsi proposé, comme une violence collective directe, intentionnelle et instrumentale, ou pour reprendre la formule de Clausewitz comme « une simple continuation de la politique par d'autres moyens<sup>11</sup> ». La guerre se révèle une forme violente de résolution des conflits ou tensions entre États nés pour l'essentiel de trois types de causes : la perception de la menace manifestée par les forces armées des autres États, les conflits d'intérêts, l'anarchie du système international. La recherche de la paix et de la sécurité s'exprimera donc par rapport aux causes de la guerre. Les stratégies de « paix » les plus radicales viseront à éliminer les causes de la guerre, par le génocide (disparition physique de

<sup>10</sup> *Ibidem.*

<sup>11</sup> Carl VON CLAUSEWITZ, *De la guerre*, Paris, Éd. de Minuit, 1955, p. 67.

l'autre) ou l'asservissement complet (disparition politique de l'autre)<sup>12</sup>. À l'autre extrême, un individu ou une collectivité peuvent refuser le bien-fondé de l'utilisation de la guerre comme moyen de résolution des conflits en posant un acte symbolique unilatéral tel que l'objection de conscience.

Entre ces deux extrêmes se situent trois stratégies de paix et de sécurité qui ont été employées alternativement ou simultanément depuis l'origine de l'humanité, ou du moins depuis la guerre moderne et le développement des courants pacifistes, c'est-à-dire essentiellement depuis Érasme<sup>13</sup>. Chacune de ces stratégies s'attache prioritairement à l'une des causes de la guerre.

L'équilibre des forces, ou la dissuasion, répond à la menace armée de l'adversaire par le déploiement d'une capacité similaire de violence potentielle. Cette « paix-par-la-peur » vise au maintien du statu quo, c'est-à-dire d'une situation héritée du passé, ce qui lui confère une fragilité certaine renforcée par le risque de guerre qu'induit la spirale « action-réaction » de la course aux armements.

La négociation diplomatique cherche de son côté une voie non violente et davantage coopérative pour résoudre les conflits d'intérêts entre États. « Paix-par-la-satisfaction-mutuelle », elle a pour objet la solution des conflits du présent et s'accommode fort bien de la dissuasion (*cf.* le binôme défense-détente du rapport Harmel de 1967 ou la double décision de l'OTAN sur les euromissiles, en 1979).

La réforme institutionnelle vise quant à elle à une meilleure organisation de la communauté internationale aux fins d'une résolution plus stable à long terme des conflits. Sorte de « paix-par-la-raison », elle insiste davantage sur le futur que sur l'immédiat, sur l'arbitrage que sur la diplomatie, sur le multilatéral que sur le bilatéral<sup>14</sup>.

---

<sup>12</sup> Une variante possible étant l'exil du vaincu qui éloigne suffisamment les causes de la guerre pour qu'elles disparaissent.

<sup>13</sup> Jean BARREA, *L'utopie ou la guerre. D'Érasme à la crise des euromissiles*, Louvain-la-Neuve, CIACO, 1986 (seconde édition). Nous n'examinerons pas ici les premières manifestations historiques du pacifisme qui se retrouvent dans le bouddhisme, chez un Aristophane ou chez les premiers chrétiens avant saint Augustin.

<sup>14</sup> Jean BARREA, *op. cit.*, pp. 17-28.

*Violence structurelle et destruction de l'environnement :  
défis nouveaux pour une nouvelle stratégie de la paix et de la sécurité*

<b>Tableau 2 Stratégies classiques de sécurité et de paix</b>					
	<b>1. Asservissement ou génocide</b>	<b>2. �quilibre des forces (dissuasion)</b>	<b>3. Négociation diplomatique</b>	<b>4. Réforme institutionnelle</b>	<b>5. Utopie unilatérale</b>
<b>Objet</b>	Les causes du conflit	Les acteurs existants	La relation conflictuelle	Le système international	Un seul acteur du conflit
<b>Moyen</b>	Violence en acte	Violence potentielle (forces armées)	Négociation et reconnaissance mutuelle	Réforme institutionnelle	Action symbolique- témoignage
<b>Fin</b>	Suppression d'un acteur du conflit	<i>Statu quo</i> (maintien du passé)	Gestion du présent	Prévision de l'avenir	Anticipation de l'avenir
<b>Essence</b>	– unilatérale – militaire – conservatrice	– unilatérale – militaire – conservatrice	– bilatérale – pacifique – orientée vers le présent	– multilatérale – organique – orientée vers l'avenir	– unilatéral – pacifique – orientée vers l'avenir et le présent
<b>Stabilité</b>	– forte jusqu'à l'apparition de nouveaux conflits	– réelle, mais fragile (spirale action- réaction)	– forte, mais transitoire (monde en perpétuelle évolution) – s'appuie sur la dissuasion	– possible, mais moins imm�diata – potentiellement la plus grande	– inexistante
	<i>Paix par l'élimination</i>	<i>Paix par la peur</i>	<i>Paix par la satisfaction</i>	Paix par la raison	<i>Paix par l'exemple</i>

### **3. L'arme nucléaire comme facteur de bouleversement des théories sur la guerre et la paix**

Les trois stratégies de sécurité citées ci-dessus n'excluent pas, en cas d'échec, le recours à la guerre comme moyen de résolution des conflits. Elles s'inscrivent donc dans une vision clausewitzienne des relations internationales, tout comme s'y inscrivent des conceptions marxistes ou utopistes d'utilisation révolutionnaire de la violence aux fins d'instauration d'un système garantissant une paix définitive, le socialisme pour les uns, l'unification européenne pour les autres<sup>15</sup>.

L'évolution des capacités technologiques nouvelles et l'apparition du concept de « guerre totale » illustré par la seconde phase de la Guerre de Sécession (à partir de 1864) a pourtant changé petit à petit la perception que l'être humain a du caractère acceptable de la guerre. Engels déjà, inspiré par l'exemple de la Guerre de Sécession, mettait en question l'idée marxiste selon laquelle la guerre pourrait être le tremplin de la révolution<sup>16</sup> parce qu'il avait l'intuition que les prochaines guerres seraient totales, ce que concrétisèrent plusieurs décennies plus tard la stratégie de la « destruction de la nation » du général italien Douhet (dans les années 1920), les bombardements stratégiques de la Seconde guerre mondiale et l'apparition de l'arme nucléaire.

Cette dernière rend en effet la guerre inimaginable entre puissances nucléaires, tant il est vrai que son caractère dévastateur se traduirait par une destruction mutuelle assurée (*Mutual Assured Destruction*, en abrégé MAD). Mais, par contrecoup, un système de sécurité fondé sur l'équilibre des forces et la course aux armements devient inacceptable pour des populations qui en perçoivent avant tout l'ambiguïté intrinsèque (le concept de guerre nucléaire gagnable), le risque de dérapage incontrôlé (l'extension mondiale d'un conflit local) ou plus prosaïquement de guerre accidentelle. Instrument suprême de la dissuasion, l'arme nucléaire engendre paradoxalement le mouvement d'opinion le plus large de remise en cause de la dissuasion comme système de sécurité. Le concept de « paix-par-la-raison », en d'autres termes de réforme de l'organisation de la communauté internationale, refait dès lors surface et acquiert un statut privilégié à l'ère du risque atomique mondial<sup>17</sup>. « À l'ère nucléaire, soulignait dès 1982 le rapport de la Commission indépendante sur les

<sup>15</sup> Jean BARREA, *op. cit.*, p. 449.

<sup>16</sup> W.P. GALLIE, *Philosophers of Peace and War*, Londres, Cambridge University Press, 1978, pp. 92-93.

<sup>17</sup> Jean BARREA, *op. cit.*, p. 24.



*Violence structurelle et destruction de l'environnement :  
défis nouveaux pour une nouvelle stratégie de la paix et de la sécurité*

problèmes du désarmement et de la sécurité présidée par feu Olof Palme<sup>18</sup>, la guerre ne peut être un instrument de la politique, mais seulement le moteur d'une destruction sans précédent. Les États ne peuvent plus chercher la sécurité au détriment l'un de l'autre. Elle ne peut être obtenue que par des entreprises de coopération. La sécurité à l'âge nucléaire signifie sécurité commune. »

Cette évolution visant à remettre en question – en raison du caractère dévastateur de la guerre moderne – la menace d'une violence potentielle comme méthode de résolution des conflits se voit même étendue par d'aucuns aux moyens de guerre conventionnels<sup>19</sup>. Il est vrai que, selon les termes d'un manuel militaire américain, « la guerre classique a des effets non classiques » et « qu'il existe aujourd'hui beaucoup d'armements conventionnels dont le pouvoir de destruction équivaut ou dépasse celui des armes nucléaires » : à titre d'exemple, un chasseur bombardier *Phantom 4* cause des ravages supérieurs à ceux d'un missile de croisière à faible charge nucléaire. Massivement utilisée, l'artillerie moderne conventionnelle se révèle parfois plus destructrice que certaines armes nucléaires « préstratégiques ». De même, un bombardement de type FAM<sup>20</sup> se révèle parfois plus ravageur que l'arme neutronique. Le potentiel chimique stocké dans un bon nombre d'établissements militaires – y compris ceux des pays sous-développés – suffit à exterminer des populations civiles et militaires sur une échelle plus vaste que celle d'Hiroshima ou de Dresde, et dans un délai à peine supérieur à celui des bombes. Le constat est horrible, mais l'intensité, l'étendue et la mortalité de la guerre classique contemporaine ont bien davantage évolué depuis la Seconde guerre mondiale qu'entre la bataille de Waterloo et 1940-1945 »<sup>21</sup>.

Quoi qu'il en soit, le concept de sécurité qui émerge de cette fin de siècle est bien celui de la sécurité commune. Parallèlement, la fin de la confrontation Est-Ouest conforte cette approche coopérative, notamment entre les quatre puissances nucléaires présentes sur le sol européen. Enfin, cette ébauche de « communauté de sécurité<sup>22</sup> » entre anciens ennemis

---

<sup>18</sup> Voir par exemple John MUELLER, *Retreat from Doomsday. The Obsolescence of Major War*, New York, Basic Books, 1989.

<sup>19</sup> *Common Security. A Programme for Disarmament*, Londres, Pan Books, 1983.

<sup>20</sup> Fuel Air Munition.

<sup>21</sup> Richard A. GABRIEL, *il n'y a plus de héros. Folie et psychiatrie dans la guerre moderne*, Paris, Albin Michel, 1990, pp. 23-24.

<sup>22</sup> Karl Deutsch définissait en 1953 une « communauté de sécurité » comme « un ensemble en cours d'intégration, ayant acquis un sentiment de communauté suffisamment fort pour garantir que l'évolution des relations entre ses pays membres reste pacifique, avec un degré de certitude raisonnable et pour une longue période » (cité par Maurice BERTRAND, « Quelles nouvelles fonctions pour l'OTAN et le Pacte de Varsovie ? », dans *Le Monde diplomatique*, Paris, février 1990, pp. 6-7, note 2.)

idéologiques, politiques et militaires permet de s'attacher aux aspects non militaires de la sécurité : déséquilibres économiques, montée des nationalismes et fondamentalismes, destruction de l'environnement, criminalité organisée notamment dans le trafic de drogue, pandémie du SIDA. Autant de problèmes globaux, de menaces non étatiques, nécessitant une coopération internationale, un *management* commun<sup>23</sup>.

#### **4. La violence structurelle, source d'insécurité croissante**

Nous en revenons ainsi à notre définition de la violence collective (voir tableau 1) dont la guerre ne constitue qu'un volet, le plus direct et le plus intentionnel. L'autre volet, latent, mais tout aussi réel dans sa violence, est qualifié de violence structurelle par plusieurs théoriciens de la *peace research* dont le plus connu est Johan Galtung<sup>24</sup>. La notion de violence structurelle recouvre toute forme de domination et d'injustice et élargit par conséquent le champ de la paix à la justice sociale et aux droits de l'homme. Les stratégies de paix et de sécurité traditionnelles ne s'en préoccupent pas (voir tableau 2) et, à vrai dire, peu de solutions opérationnelles ont été proposées à ce jour pour rencontrer les causes de la violence structurelle. Nous pourrions pour l'essentiel les ramener en cinq catégories relativement parallèles à celles élaborées pour les stratégies de sécurité traditionnelles. (voir tableau 3).

Parmi les solutions évoquées, il en est deux qui se fondent sur la violence elle-même : l'une, conservatrice, destinée au maintien du *statu quo* ; l'autre, révolutionnaire, fondée sur une version séculière du concept de « guerre juste » (la fin justifiant les moyens)<sup>25</sup>. La perte de vitesse de cette dernière, consécutive à l'essoufflement de plusieurs régimes issus de révolutions armées (Cuba, Nicaragua, Vietnam, Angola, Mozambique, Algérie) et à la remise en cause de l'idéologie marxiste qui la sous-tend, pourrait laisser supposer un renforcement des partisans du maintien du *statu quo*, comme le craignent nombre de « tiers-mondistes ». Rien n'est moins prouvé.

---

<sup>23</sup> Parmi les premiers hommes politiques qui ont pris conscience de cette globalisation, il faut épingler, aux côtés de plusieurs personnalités social-démocrates (Willy Brandt, Gro Harlem Brundland, Olof Palme), le Français Pierre SUDREAU, auteur de *Lenchaînement*, Paris, Plon, 1967, et de *La stratégie de l'absurde*, Paris, Plon, 1980. Voir aussi René DUMONT, *L'utopie ou la mort ?*, Paris, Seuil, 1973.

<sup>24</sup> Johan GALTUNG, « Violence, Peace and Peace Research », dans *Journal of Peace Research*, Oslo, 3, 1969, pp. 166-192.

<sup>25</sup> Sur le concept de « guerre juste » de Thomas d'Aquin à nos jours, lire No RENS, *Sur la « Guerre juste »*, Genève, GIPRI, 1984.

*Violence structurelle et destruction de l'environnement :  
défis nouveaux pour une nouvelle stratégie de la paix et de la sécurité*

Il n'est pas à exclure, en effet, que la tendance à privilégier la sécurité commune pour prévenir la guerre induise une tendance parallèle à confier les questions de développement et des droits de l'homme à des instances plus coopératives chargées de réformer le système international. Une telle évolution se renforcerait du fait de l'apaisement de la course aux armements et d'une prise de conscience que le maintien du statu quo engendre un risque croissant d'instabilité mondiale.

À cette hypothèse « optimiste » peut évidemment être opposé un scénario inverse, fondé sur la poursuite d'un système international de plus en plus défavorable au tiers monde (*cf.* les résultats de l'Uruguay Round) voire sur une spirale « dépression-protectionnisme-tension » qui, de l'avis de théoriciens tant marxistes que libéraux<sup>26</sup>, peut alors mener à la guerre. Dans ce cas, la violence structurelle remplacerait la violence de la guerre au cœur

---

<sup>26</sup> Jean BARREA, *op. cit.*, p. 444. La différence entre marxistes (orthodoxes) et libéraux porte uniquement ici sur le caractère structurel pour les premiers, conjoncturel selon les seconds, de l'enchaînement « dépression-protectionnisme-tension-guerre ».

Tableau 3 Stratégies de paix à l'égard de la violence structurelle					
	1. <i>Libération violente</i>	2. <i>Maintien du statu quo</i>	3. <i>Négociation</i>	4. <i>Réforme institutionnelle</i>	5. <i>Libération non-violente</i>
<b>Objet</b>	Les causes de la violence structurelle	Les acteurs existants	Les relations sociales et politiques	Le système institutionnel	Un seul acteur du conflit
<b>Moyen</b>	Violence en acte (lutte de libération ou révolution)	Violence potentielle (forces de maintien de l'ordre)	Négociation	Réforme institutionnelle	Action symbolique (éventuellement de masse)
<b>Fin</b>	Renversement du système établi	<i>Statu quo</i>	Partage de la richesse et du pouvoir	Nouvel ordre international	Changement imposé pacifiquement
<b>Essence</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- unilatérale</li> <li>- militaire</li> <li>- révolutionnaire</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- unilatérale</li> <li>- militaire</li> <li>- conservatrice</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- bilatérale</li> <li>- civile</li> <li>- orientée vers le présent</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- multilatérale</li> <li>- organique</li> <li>- orientée vers l'avenir</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- unilatérale</li> <li>- pacifique</li> <li>- orientée vers l'avenir et le présent</li> </ul>
<b>Stabilité</b>	- dépend de l'adhésion sociale au groupe porteur de la révolution	- inversement proportionnelle au niveau de pauvreté et d'injustice	- forte, mais transitoire (de nouveaux déséquilibres pouvant être ressentis)	- Potentiellement la plus grande	- Incertaine (fragile face à d'autres facteurs d'instabilité)
<b>Exemple</b>	Nicaragua sandiniste	Reste de l'Amérique centrale	Afrique du Sud	Action des ONG pour un NOEI	Gandhi
	<i>Paix par la révolution</i>	<i>Paix par l'injustice</i>	<i>Paix par la satisfaction</i>	<i>Paix par la raison</i>	<i>Paix par la conviction</i>

## **5. L'émergence de l'environnement comme défi global à court terme**

« Que l'histoire humaine vienne rencontrer – ou plutôt télescoper – l'histoire naturelle est un des aspects les plus originaux des mutations historiques auxquelles nous assistons. (...) Certes, il y avait longtemps que l'homme occidental, fort de son héritage culturel judéo-chrétien, s'était cru investi d'un mandat historique de maîtrise de la nature. (...) Son action dominatrice avait eu des incidences parfois mineures comme le détournement d'un fleuve, parfois plus importantes comme la déforestation de vastes régions, mais toujours *locales*, limitées dans l'espace. Ce sont désormais les équilibres globaux de la planète que l'humanité met en cause, pour la première fois dans l'histoire et de l'une et de l'autre.<sup>27</sup> »

La singularité de la problématique environnementale tient au fait que la destruction ne relève point d'une logique de guerre ni d'une violence structurelle au sens où l'entend Galtung, mais d'une violence collective inédite qui, sans frapper un groupe humain précis, a des répercussions à l'échelle de l'humanité entière. Ainsi peut-on qualifier de « changement global » le triple défi constitué par le *boom* démographique mondial, la diminution des ressources naturelles et la dégradation de l'environnement.

« Il a fallu attendre cent trente années pour voir la population du globe passer de un à deux milliards d'habitants. Une décennie sera suffisante pour qu'elle passe des cinq milliards actuels à six milliards. Cette poussée aura lieu à nonante pour cent dans le tiers monde, si bien qu'à la fin du siècle les pays industrialisés n'abriteront plus que vingt pour cent de la population du globe, au lieu de près de quarante pour cent à la fin de la Seconde guerre mondiale<sup>28</sup>. » Cette poussée démographique est à comparer au risque d'épuisement des ressources naturelles dites « renouvelables » menacées par des modèles de développement irréfléchis<sup>29</sup>. Sont en cause, particulièrement les pêcheries, les céréales et plus encore les forêts. Chaque année, la déforestation touche un territoire de la superficie de l'Autriche avec des conséquences catastrophiques pour l'écosystème : érosion des sols, disparition d'espèces naturelles, épuisement des réserves de combustible, dépôts d'alluvions dans les fleuves et rivières, dommages aux canaux d'irrigation et centrales hydroélectriques, désertification. Le mal-développement agricole du tiers monde, lié d'une part au système

<sup>27</sup> Jean CHESNEAUX, *Modernité-monde*, Paris, La Découverte, 1989, p. 204.

<sup>28</sup> Jessica FUCHMAN MATHEWS, « Rethinking Security », dans *Foreign Affairs*, Boulder, CO, vol. 68, n° 2, printemps 1989, p. 163.

<sup>29</sup> Arthur H. WESTING (éd.), *Global Resources and International Conflict. Environmental Factors in Strategic Policy and Action*, Oxford-New York, SIPRI-UNEP, Oxford University Press, 1986.

latifundiaire qui concentre les meilleures terres entre les mains de quelques propriétaires, d'autre part à la promotion de monocultures destinées à l'exportation, engendre ainsi une spirale provoquant la déforestation et l'érosion des sols, qui diminuent elles-mêmes le rendement agricole et incitent à choisir des cultures d'exportation, dont la plus rentable peut être la drogue... L'accroissement de la pauvreté qui en découle (*cf.* la violence structurelle) génère deux réactions, toutes deux porteuses de risques en termes de sécurité internationale : la contestation sociale et l'exode massif de réfugiés économiques (ou « environnementaux »).

D'autre part, la dégradation de l'environnement, elle aussi conséquence d'un modèle de développement industriel effréné, entraîne des changements (augmentation de vingt-cinq pour cent de la concentration naturelle de dioxyde de carbone, de cent pour cent de la quantité d'azote dans la nature, trou dans la couche d'ozone) aux conséquences encore mal calculables. Le réchauffement de la planète provoqué par l'effet de serre pourrait signifier une hausse du niveau des mers de trente à cent vingt centimètres d'ici 2050. Les conséquences écologiques, économiques et sociales, ainsi que les flux migratoires subséquents seraient colossaux. A la même date, la population mondiale aura doublé, la croissance quintuplée, la consommation d'énergie triplée. Or l'espèce humaine consomme déjà quarante pour cent de l'énergie terrestre produite par photosynthèse, soit quarante pour cent du potentiel alimentaire dont disposent les êtres vivants sur la Terre. Le passage à une consommation de quatre-vingts pour cent perturberait complètement la biosphère et précipiterait la disparition complète des forêts et des terres arables tandis que la pollution et les déchets ne seraient plus « digérables » par la planète<sup>30</sup>.

La revendication d'un « développement soutenable » (*sustainable development*)<sup>31</sup> converge ainsi avec celles d'un nouvel ordre économique international et d'une sécurité commune, comme les trois piliers d'un concept global de la sécurité internationale, à gérer au travers d'institutions mondiales coopératives chargées de la protection de l'héritage commun de l'humanité<sup>32</sup>.

<sup>30</sup> Jessica Tuchman MATHEWS, *op. cit.*, pp. 171-172.

<sup>31</sup> Voir le rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement présidée par Gro Harlem BRUNDTLAND : *Our Common Future*, Oxford, Oxford University Press, 1987.

<sup>32</sup> *Environmental Security. A Report Contributing to the Concept of Comprehensive International Security*, Oslo, PRIO-UNEP, 1989 ; Jim MACNEILL, « The greening of international relations », dans *International Journal*, Toronto, n° KLV, hiver 1989-1990, pp. 1-35 ; Norman MYERS, « Environment and Security », dans *Foreign Policy*, Washington DC, n°74, printemps 1989, pp. 23-41 ; Neville BROWN, « Climate, ecology and international security », dans *Survival*, Londres, novembre-décembre 1989, pp. 519-532 ; Ian ROWLANDS, « The Security Challenges of Global Environmental Change », dans *The Washington Quarterly*, Washington DC, hiver 1990-1991, pp. 99-114.

## **6. Le « vivant » comme enjeu éthique du XXI<sup>e</sup> siècle**

Revenons-en, en guise de conclusion, à notre introduction. Franco Fornari pose donc comme fondement du rapport de l'être humain avec la violence et la guerre la dialectique entre deux équations ancrées dès la petite enfance : « Ta mort, c'est ma vie » et « Ta vie, c'est ma mort ». Le risque de conflagration atomique et la destruction de l'environnement le placent désormais devant une équation historiquement sans précédent : « Ta mort, c'est ma mort », à laquelle la seule réponse possible serait : « Ta vie, c'est ma vie<sup>33</sup> ».

Le vingtième siècle aura été, aux dires d'Edgar Morin, « apocalyptique » dans le sens premier et fort de l'apocalypse : celui-ci, qui signifie « révélation », décrit le déchaînement des forces du mal qui plongent le monde dans l'« horreur<sup>34</sup> ». Apocalyptique parce que scandé par deux déflagrations mondiales, la naissance et la mort des totalitarismes stalinien et nazi, Auschwitz et Hiroshima. Sortie en 1990 de ce siècle apocalyptique, l'humanité entrerait à présent dans l'ère damocléenne, toujours marquée par la menace des arsenaux nucléaires, de la destruction de l'environnement, des poussées nationalistes, de la fracture entre le monde musulman et le monde judéo-chrétien, du terrorisme ou du fanatisme, tandis que la mort resurgit brusquement dans le sexe avec le sida et s'insinue dans la psyché via les drogues. Et Morin de conclure : « Nous devons comprendre qu'il faut vivre encore plus intimement et constamment que jamais avec la présence et la conscience de la mort. Nous devons rouvrir le problème d'une convivialité avec la mort ».

La réflexion sur la guerre et la paix ouvre ainsi la voie à la nécessaire recherche d'un rapport nouveau de l'homme au vivant, au cœur d'une « modernité-monde » en crise. « Coincés sur la mince passerelle du présent<sup>35</sup> », nous trouverons peut-être au bout de cette crise une paix plus essentielle<sup>36</sup>.

---

<sup>33</sup> Franco FORNARI, *op. cit.*, pp. 73 et 362 et le commentaire de Jacques SEMELIN, *op. cit.*, pp. 70-72.

<sup>34</sup> Edgar MORIN, « L'ère damocléenne. Nous avons quitté le vingtième siècle et ses flambées apocalyptiques pour affronter une nouvelle convivialité avec la mort », dans *Le Monde*, Paris, 22 septembre 1990, pp. 1-2.

<sup>35</sup> Milan KUNDERA, *La valse aux adieux*, Paris, Gallimard, 1982.

<sup>36</sup> Je suis redevable à François Bazier, Georges Detcoigne, Jean De Munck, Jean-François Lecocq et Marc Schmitz de plusieurs références bibliographiques ou concepts utilisés dans cet article.





# Enfants entre terrorisme, guerre et paix

Nicole ROSEL

La première victime de la guerre, c'est la vérité.

R. KIPLING.

Le monde dépense plus en une heure pour ses armements qu'en un an pour améliorer la condition de ses enfants. Alors j'ai envie de crier « Au fou ! Au meurtrier ! »

Peter USTINOV.

Pour la première fois, pendant la guerre du Golfe, quelques journalistes, psychologues, professeurs et parents ont frémi devant l'impact à long terme des images de violence (chez nous) ou du port du masque (en Israël) sur le psychisme des enfants.

François GIROUD affirme : « Les journalistes sont les plus à même pour poser les vraies questions aux hommes politiques ». Alain LOUYOT les cerne en publiant *Gosses de guerre*<sup>1</sup> ou comment deux cents mille enfants de moins de quinze ans sont les combattants souvent enrôlés de force, toujours endoctrinés, d'une armée de la haine dont le seul projet d'avenir est « tuer ». Témoignages accablants du laissez-faire des nations dites civilisées... images rapportées des quatre coins du monde de ces enfants qui à Belfast, au Mozambique, au Cambodge, à Beyrouth, ne jouent pas à la guerre, mais la font, machette ou *kalachnikoff* au poing... archives vite classées de JT et autres émissions « C'est à voir » dans l'indifférence quasi générale... C'est tellement loin le bout du monde...<sup>2</sup>

En 1988, à la frontière birmano-thaïlandaise, j'ai rencontré de ces enfants « défenseurs » de l'idéologie environnante, affective, politique et sociale, mitraillette à l'épaule ou fronde à la main. Les images m'avaient

---

<sup>1</sup> Alain LOUYOT, *Gosses de guerre*, Paris, R. Laffont, 1989.

<sup>2</sup> Les actes du Colloque *La guerre et l'enfant* organisé par l'association internationale des Journées universitaires de la Paix à l'ULB le 2 mars 1983 ont été publiés en 1990, mais sont toujours d'actualité.

bouleversées... la réalité les concrétisait d'autant plus que trois jours plus tard, le village entier était détruit...une de ces guerres oubliées, sales (mais en est-il de propres ?). Il ne me restait que les films, les dias pour une émission Tv<sup>3</sup> et la volonté de comprendre et d'agir. Un contrôle international efficace pourrait-il empêcher l'utilisation d'enfants à des fins guerrières ou terroristes ? Quel est le rôle des médias ?

Posons dès à présent que nous considérons le terme « utilisation » comme signifiant manipulation : dans la plupart des cas, les enfants sont considérés comme objets, or, comme les adultes, ils sont des sujets ! ... mais la loi de Pavlov est bien vivante : guerriers ou terroristes, leurs actes, comme pour la publicité, sont posés d'autant plus volontairement qu'il y a eu, au préalable, conditionnement. Exploités dans la prostitution et le trafic de la drogue, ils deviennent ici objet de chantage... torturés, enlevés, tués sous les yeux des parents, mis en première ligne (un enfant qui explose sur une mine coûte moins en termes de budget militaire), agents de liaison ou de renseignements, futurs bourreaux ou petits martyrs aux yeux craintifs ou brillants de sommeil, ou de drogue..., ils sont les soldats fanatisés, bon marché des armées du Tiers-Monde.

Que ces enfants défilent sous nos yeux de téléspectateur occidental, nous tournons la tête et offrons la dernière panoplie ou les derniers leurres miniatures à nos fils en quête de « *wargames* ».

### **L'enfant est une personne en droit international ou...de la Charte à la Convention des Droits de l'enfant...un progrès ?**

Marcel Voisin, dans son livre *L'enfant est une personne*, préfacé par Peter USTINOV<sup>4</sup>, édité en 1979, à l'occasion de l'Année internationale de l'enfant, nous rappelle cette évidence : l'enfant doit être considéré comme une personne et non comme un objet.

La Charte de 1959, promulguée par les mêmes États signataires que pour la *Déclaration universelle des Droits de l'homme*, constitue un idéal, une déclaration d'intention, cependant elle montre la volonté et la nécessité de rappeler les droits de l'enfant face au peu de cas que l'on fait de leur application, de leur respect : droit à la vie, à un nom, à une nationalité, à un domicile, à des soins particuliers pour les handicapés, à une alimentation en quantité et en qualité, à l'éducation, aux premiers secours, aux loisirs, à

<sup>3</sup> Émission télévisée de *La Pensée et les Hommes*, RTBF, 7 septembre 1988.

<sup>4</sup> Marcel VOISIN, Jean DRUMMEL, *L'enfant, cette personne*, Ed. Unicef-Elsevier, 1979.

la santé, à ne subir aucune discrimination en fonction de la race, du sexe, de la langue, de la religion...doivent être valorisés sous toutes les latitudes.

La *Convention des Droits de l'enfant*, signée le 20 novembre 1990, fut l'objet de trente années de discussions et le fruit de compromis. Par essence plus contraignante que la déclaration, elle nuance les cas et permet l'interprétation large de certains droits par des États laxistes ou peu enclins à favoriser l'épanouissement de ces droits.

L'article premier définit l'enfant comme tout être humain jusqu'à l'âge de dix-huit ans, sauf si la majorité est atteinte plus tôt.

L'article 38 est ahurissant : il contient les principales dispositions en cas de conflit armé :

1. Les États parties s'engagent à respecter et à faire respecter les règles du droit humanitaire international qui leur sont applicables en cas de conflit armé et dont la protection s'étend aux enfants.
2. Les États parties prennent toutes les mesures possibles dans la pratique pour veiller à ce que les personnes n'ayant pas atteint l'âge de quinze ans ne participent pas directement aux hostilités.
3. Les États parties s'abstiennent d'enrôler dans leurs forces armées toute personne n'ayant pas atteint l'âge de quinze ans. Lorsqu'ils incorporent des personnes de plus de quinze ans, mais de moins de dix-huit ans, les États parties s'efforcent d'enrôler en priorité les plus âgées.
4. Conformément à l'obligation qui leur incombe en vertu du droit humanitaire international de protéger la population civile en cas de conflit armé, les États parties prennent toutes les mesures possibles dans la pratique pour que les enfants qui sont touchés par un conflit armé bénéficient d'une protection et de soins.

Pourquoi cette entorse, cette exception à la règle des dix-huit ans ? L'interrogation est superflue...le drame réside dans l'acceptation de ce compromis de quinze ans par des États qui, sans cela, n'auraient jamais signé la convention tout entière !

« Considérant », « Ayant présent à l'esprit », « Reconnaissant », toutes sortes de principes de liberté, justice, paix, égalité et autres valeurs hautement morales dans le préambule de la convention, certains États ont fait pression : ils se sont souvenu de la nécessité – pour préparer la paix sans doute – de se fournir d'abord en hommes ou plutôt en enfants pour la guerre.

### **Organiser un contrôle international efficace ou déclarer la guerre à la guerre ?**

*Qui* organisera ce contrôle, cette vérification administrative, cet examen minutieux ? Quel un organisme international ?, lequel existant déjà type ONU ou à créer ? sur quelles bases, avec quels partenaires, selon *quels critères* présideraient à l'élaboration de cet examen *efficace*, c'est-à-dire produisant quels effets, c'est-à-dire quelles utilisations des enfants (toutes, quelques-uns) ?

Le fait de poser cette question de contrôle international efficace, ne montre-t-il pas l'échec de l'ONU – dont le premier but en 1945 était de sauvegarder la paix et la sécurité mondiale, d'instituer entre les nations une coopération économique, sociale et culturelle, afin d'y parvenir ? et « *last but not least* », *QUI sanctionnerait et comment ?*, les États ou les individus qui ne respecteraient ni ce code, cette loi de comportement international émis en préalable au contrôle, ni le contrôle lui-même ?

En résumé quel(s) organisme(s) créerai(en)t une loi internationale visant à empêcher l'utilisation des enfants à des fins guerrières ou terroristes, loi dont on devrait vérifier l'application dans la réalité (celle de la guerre, des États) quotidienne et en sanctionner le non respect ?

Est-il besoin de rappeler ici que l'État de guerre entraîne presque nécessaire l'impossibilité d'un contrôle vraiment efficace, fût-il exercé par un organisme international. Catherine II de Russie trompait ses ministres lorsque parcourant les campagnes, elle leur montrait de loin, des villes fantômes « en carton pâte »... et les nazis n'ont pas oublié la leçon eux qui organisaient avec soin et minutie les visites de la Croix Rouge, multipliaient les films de propagande, créaient de toutes pièces des villes comme Theresenstadt, aux fins de tromper l'opinion internationale et de donner le change.

Mais comment empêcher les guerres elles-mêmes ? Comment empêcher la fabrication – par les États mêmes – et les trafics internationaux d'armes de guerre (ces États qui y voient une source de bénéfices, de travail, les syndicats même s'opposeraient aux licenciements et à la mise au chômage des travailleurs si l'on décidait de fermer certaines de nos fabriques d'armes !) et même la réintégration de ces travailleurs dans d'autres secteurs industriels s'avérerait aussi difficile que d'arrêter les cultures de drogue de Turquie ou du Liban.

Trop d'intérêts particuliers dans nos pays industrialisés, comme en voie de développement sont les freins les plus puissants pour empêcher une telle évolution... qui nous semble utopique.

La guerre est un fait, or il faut changer le monde, mais si nous sommes conscients qu'il faut d'abord distinguer ce qui est actes de guerre et actes de résistance (qui engendrent des sentiments d'héroïsme et de liberté, actes hautement valorisés auprès des enfants par les adultes de toutes les populations du globe), nous remarquons que toutes les morales provenant d'une religion enseignent la fraternité, le respect de l'autre, l'équivalence entre les hommes, la laïcité prône les mêmes valeurs universelles... mais que la pratique est loin de l'enseignement, que les milieux conditionnent les actes de chacun en temps de paix comme en temps de guerre.

Rappelons sommairement ceci : ces valeurs morales transmises depuis la plus haute Antiquité, le plus souvent d'ailleurs par le biais de l'initiation du jeune garçon ou de la jeune fille, initiation – étape, passage dans un monde adulte auquel il doit s'intégrer et dont il devra observer les règles de comportement sous peine d'être exclu du groupe, ont pour but final *la survie du groupe*.

Les sociétés primitives enseignent aux garçons la force physique, la résistance, la défense du territoire, le silence, la ruse, la survie du groupe et l'inconditionnelle solidarité de tous, mais aussi l'intérêt du groupe supérieur à l'intérêt personnel. (Aux jeunes filles la fertilité, la fécondité, les tâches concernant la nourriture ... être la gardienne du feu).

Le Japon et la Chine enseignent aux garçons à être le plus fort, le meilleur, le défenseur et le protecteur du plus faible de sa caste, le respect de la hiérarchie et de l'autorité paternelle, la soumission à l'autorité, la famille (fût-elle aujourd'hui l'entreprise ou l'État national)...

Aujourd'hui, au Japon, ces valeurs sont transposées au service d'une cause et d'un État, dont chacun se sent un membre particulièrement responsable du tout ; l'application de ces règles de la guerre à l'économie et à l'industrie, à l'enseignement, expliquent aisément la force morale qui fait le succès de l'économie japonaise depuis une dizaine d'années et que nous rattrapons difficilement. « Le samouraï guerrier est aujourd'hui chevalier d'industrie. »

Les civilisations méditerranéennes ont engendré des valeurs morales différentes.

Judéo-chrétiennes, telles le respect de la vie humaine (au détriment même de la nature, voir le « Tu ne tueras point »), elles prônent l'importance de la famille par rapport au groupe, le rôle prédominant de l'homme (Dieu est masculin), et la nécessaire patience, la douceur, l'abnégation des femmes. Mais aussi la démocratie, l'individualisme, la tolérance, la religion du travail, le soutien des plus faibles, les droits de l'homme et de l'enfant.

L'islam, religion en progression constante, enseigne la guerre sainte, de ne pas découvrir les plus hautes autorités morales, la notion du devoir, le sacrifice de quelques-uns au bien commun, à une cause déterminée et non dans l'intérêt du groupe.

En fait, les valeurs occidentales dans lesquelles nous baignons quotidiennement, transmises par l'éducation parentale, les jouets, les livres scolaires, l'éducation scolaire, la publicité et les médias,... ces valeurs reconnues que sont l'effort, la compétition, la rivalité – toutes valeurs guerrières – la soumission à l'ordre établi, nous sont transmises en même temps que celles plus abstraites, d'individualisme, d'éducation permanente, d'adaptation, de bonheur, de liberté, de tolérance, jeunesse ... et autre beauté.

Ces valeurs « abstraites » qui sont notre héritage du XVIII<sup>e</sup> siècle, « siècle des Lumières », ajoutées à celles prônées par le XIX<sup>e</sup> siècle – l'esprit rationnel, cartésien, la recherche, l'utilisation de méthodes scientifiques, le libre examen lié aux valeurs morales d'esprit d'entreprise, et au puritanisme et tabous victoriens en Grande Bretagne, « bourgeois » en France et en Belgique. Bref, toutes ces valeurs sont aujourd'hui remises à l'honneur – la crise économique, l'expansion des villes, la femme concurrente de l'homme aux plans socio-professionnels, renvoient la femme à ses foyers, l'homme à son clocher, le groupe à sa région, à son village ... et la solidarité de la famille, du groupe, de l'État, des États semblent s'éloigner de plus en plus.

### **Empêcher l'utilisation des enfants à des fins guerrières ou terroristes**

Le terrorisme se sert de la terreur comme *moyen privilégié d'une politique*, il ne vise pas au profit personnel, mais cherche à provoquer des modifications sociales et politiques fondamentales, c'est-à-dire que la terreur est utilisée à des *fins politiques*.

Il faut distinguer les combattants pour la liberté et les terroristes, dans un pays démocratique.

Pouvons-nous considérer la violence comme justifiée ou acceptable, lorsque toutes les possibilités de lutte légale ont été épuisées, ou le terrorisme comme justifié et acceptable lorsqu'utilisé par des hommes qui essaient sincèrement de libérer leur pays d'un régime dictatorial ou colonial, contre lequel la violence est souvent la seule arme possible ?

De plus, *l'acte terroriste est souvent commis pour les médias* et la victime, choisie en fonction du retentissement de son malheur et dans une telle

optique, l'indétermination des victimes, leur innocence même ou leur jeunesse (pensons aux cars d'enfants juifs anversoises attaqués il y a quelques années avant leur départ en vacances), peuvent parfois renforcer l'impact de la terreur : cela permet aux terroristes de démontrer de façon spectaculaire que l'ordre établi peut être défié.

Il est communément admis que les causes du terrorisme sont le plus souvent d'ordre socio-économique et idéologique. Si le terrorisme n'est pas nouveau, les moyens utilisés le sont (ils disposent actuellement d'armes modernes qui augmentent la force de frappe de groupes restreints et certains États les entraînent, les arment et les financent), mais c'est surtout *l'internationalisation* de ce moyen, de cette violence qui doit attirer notre vigilance : pas un seul État en Europe occidentale et donc aucun citoyen qui puisse se sentir à l'abri. Un tiers environ de tous les actes de terrorisme international comporte la prise d'otages (parmi lesquels touristes, spectateurs ou enfants innocents).

Face à ce terrorisme international, des mesures ont été envisagées, mesure de différents types.

- a) 3 Conventions : Tokyo 1963 – La Haye 1970 – Montréal 1971, qui ne constituent cependant pas un barrage au détournement d'avions et la moitié des États membres de l'ONU ne les ont pas signées ; de plus, ces conventions ne prévoient pas de sanction à l'encontre des États qui refusent tout simplement de les appliquer.
- b) On a envisagé de créer une « prison internationale », d'y incarcérer les terroristes reconnus coupables et condamnés par les tribunaux nationaux. Ce projet est toujours lettre morte vu les difficultés et les oppositions qu'il soulève.
- c) Devant les difficultés pour la recherche et la mise en œuvre de mécanismes internationaux au niveau mondial contre le terrorisme, les mesures déjà existantes au niveau européen, devraient être analysées attentivement et voir leurs possibilités d'élargissement.

Ces mesures sont :

1. La coopération entre les services de police.
2. La convention EUR pour la répression du terrorisme (10 novembre 1976), certains pays l'ont signée mais pas ratifiée, dont la Belgique, la France, le Grand-Duché du Luxembourg, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, la Suisse et la Turquie. Malte et l'Irlande n'ont même pas signé.

Remarquons que cette convention soulève actuellement énormément de critiques, dont l'essentiel serait de rendre impossible l'octroi de l'asile

politique, porterait atteinte aux droits traditionnels de toute personne à une procédure fondée sur la prééminence du droit et pourrait limiter la liberté des tribunaux nationaux, de définir ce qu'est un crime politique. De plus tout État peut refuser l'extradition même si les actes ont atteint des personnes étrangères aux mobiles qui les ont inspirés.

Cette convention ne traite pas de la prévention d'actes terroristes, mais seulement de quelques mesures à prendre ... encore faut-il que l'État considéré ait ratifié, signé la convention et l'applique avec la volonté politique d'enrayer le terrorisme international.

3. Création d'un espace judiciaire européen et signature le 4 décembre 1979, pour les neuf ministres de la Justice, d'une *Convention européenne pour la répression du terrorisme* dans le contexte des neuf de la CEE (puis des douze).

L'appel aux États lancé par les parlementaires européens à la suite des attentats d'Anvers, Bologne, Munich et Paris, visant à coordonner leurs efforts dans la lutte contre le terrorisme ouvre la voie à une réglementation partielle du problème. Si cet appel, qui insiste particulièrement sur les dangers que représente la résurgence du fascisme, du racisme, de la xénophobie et de l'antisémitisme et vise à ce que les terroristes ne trouvent pas d'État pour les accueillir, cet appel est loin de solutionner efficacement le terrorisme et l'utilisation des enfants, sous forme d'otages ou de victimes. Aucun texte ne parle d'ailleurs de l'utilisation des enfants comme terroristes et de mesures à prendre.

### **L'école et les médias sur le sentier de la paix. La guerre, le terrorisme, des faits incontournables**

Pourquoi ne pas utiliser les moyens, les canaux de transmission d'attitudes guerrières pour « conditionner » à la liberté, à la responsabilité, au respect de l'autre, à la tolérance ?

Pourquoi ne pas inscrire aux frontons de toutes les écoles et dans tous les programmes (des élèves et des maîtres) les droits de l'homme et de l'enfant ?

Pourquoi ne pas apprendre à vivre ensemble, et multiplier les échanges interscolaires, l'apprentissage des langues étrangères... apprendre à communiquer ?

Les droits de l'homme et la PAIX, compris, dirigés et vécus dès l'enfance et pas tous, nous paraît devoir être le premier apprentissage, le plus



fondamental. (*L'École Instrument de Paix*<sup>5</sup>/ONG sise à Genève, s'attèle à cette tâche, depuis dix-sept ans).

Jacques Mulhethaler, son fondateur, lutte seul dans le désert et nous ne pouvons que souscrire à ses principes et à ses buts : utiliser l'école pour enseigner la paix, la liberté, la tolérance, idée vieille de deux mille ans : « Aimez-vous les uns les autres ».

Cette action peut paraître longue, mais sera sans doute plus profonde... et ceci nous paraît être un langage plus actuel, plus compréhensible par le plus grand nombre et donc plus efficace.

Nous préférons être conditionnés à la paix et à l'harmonie, plutôt qu'à la guerre et à la destruction... et avec *l'École Instrument de Paix*, oser ... « Désarmer l'esprit pour Désarmer la main ».

Les organes d'information « prennent une part essentielle à l'éducation des jeunes dans un esprit de paix, de justice, de respect mutuel et de compréhension afin de promouvoir les droits des hommes, l'égalité des droits entre tous les êtres humains et toutes les nations et le progrès économique et social<sup>6</sup> ».

Ils se doivent d'apporter une contribution capitale, aujourd'hui plus qu'hier, au renforcement de la paix et de la compréhension internationale, à la promotion des droits de l'homme et à la lutte contre le racisme, l'apartheid et l'incitation à la guerre, résultat des préjugés et de l'ignorance.

« ...Les moyens d'information, par la diffusion de l'information relative aux idéaux, aspirations, cultures et exigences des peuples, contribuent à éliminer l'ignorance et l'incompréhension entre les peuples, à sensibiliser les citoyens d'un pays aux exigences et aux aspirations des autres, à assurer le respect des droits et de la dignité de toutes les nations, de tous les peuples et de tous les individus, sans distinction de race, de sexe, de langue, de religion ou de nationalité, et à attirer l'attention sur les grands maux qui affligent l'humanité, tels que la misère, la malnutrition et la maladie. Ce faisant, ils favorisent l'élaboration par les États des politiques les plus aptes à réduire les tensions internationales et à régler de façon pacifique et équitable les différends internationaux.<sup>7</sup> »

Par leur adhésion à ces principes et leur pratique quotidienne, les médias font plus que souscrire à la déclaration de l'UNESCO du 22 novembre 1978 :

---

<sup>5</sup> EIP - Belgique, ASBL, 3, rue de Virginal, 7090, Hennuyères (a été créée en 1991).

<sup>6</sup> Déclaration UNESCO du 22 novembre 1998, art. 3 et 4.

<sup>7</sup> *Idem.*

*La Pensée et les Hommes* - 34<sup>e</sup> année, n° 17

ils opposent un démenti cinglant à cette pensée de Newton : « L'homme construit trop de murs et ne jette pas assez de ponts ».

# Les philosophes et la guerre

Anne-Marie ROVIELLO  
Professeur à l'ULB

Guerre ou paix ? On peut souhaiter que soit un jour instituée entre les États une paix perpétuelle, mais ce souhait est-il réalisable ? Kant, le philosophe qui a le plus précisément et le plus conséquemment posé cette question, répond par la négative : il est impossible de garantir avec certitude un état de paix perpétuelle, car les hommes sont faits d'un bois tordu... Et *cependant*, il faut tout mettre en œuvre pour se rapprocher d'une telle possibilité, faire en sorte qu'en soient réalisées toutes les conditions nécessaires, sinon suffisantes.

D'autres philosophes se sont colletés avec cette question qu'ils ont abordée dans le cadre d'une alternative qui traverse toute l'histoire de la philosophie occidentale, selon que l'on mette au principe de toute chose l'unité, l'harmonie, voyant dans la séparation et le conflit un accident de parcours que l'on peut et que l'on doit dépasser pour restaurer l'harmonie originaire ; ou qu'au contraire l'on affirme le caractère originaire et donc irréductible du conflit.

Aux deux pôles extrêmes de ce débat philosophique, on aura des penseurs qui, comme Machiavel, Hegel, Nietzsche, Carl Schmitt, insistent sur le rôle positif de la guerre, et de l'autre côté, le courant « iréniste » avec le *Premier Projet de Paix Perpétuelle* écrit au XVIII<sup>e</sup> siècle par l'abbé de Saint-Pierre, qui prévoyait déjà l'institution d'un tribunal et d'un congrès internationaux.

On peut considérer que l'optimisme rationaliste que l'on trouve chez un Érasme ou chez certains penseurs des Lumières dénonçant avec ironie les méfaits et les absurdités de la guerre, s'inscrit dans la continuité de cet « Irénisme ».

### **Héraclite et Empédocle (VI<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> siècles av. J.-C.)**

Dès l'aube de l'histoire de la philosophie occidentale, Héraclite lance sa sentence : *Polemos*, la guerre est le père ; le conflit, l'opposition, la contradiction sont à l'origine de toute chose. Le principe qui mène le monde, et en particulier le monde des humains est la tension des contraires. Au fondement de tout ce qui arrive n'est pas l'UN, le Même, mais cette lutte des contraires – Hegel y reconnaîtra sa dialectique du même et de l'autre. Cette loi de l'opposition pénètre et régit toute chose, non seulement les rapports interhumains, mais le rapport intérieur de l'individu à lui-même.

La fin du *polemos* ne signifierait pas l'aboutissement dans un monde enfin harmonieux, mais la mort même de l'univers.

Il ne s'agit donc pas chez Héraclite d'un principe pessimiste : l'opposition est créatrice de vie et de sens, et plus : c'est dans le conflit que réside la *dikè*, la justice. *Polemos* est paradoxalement le principe unificateur des différences, il est au fondement du commun, et en particulier de ce conflit institué qu'est le *polis*, la communauté politique. On retrouvera cette conception de la communauté politique comme s'instituant non pas contre le conflit, mais sur la base de la reconnaissance du conflit chez plusieurs philosophes politiques, tels que Machiavel, Montesquieu, Weber, Arendt.

Le mal n'est pas dans le conflit comme tel, mais dans le fait que l'un des termes en conflit soit en excès par rapport à l'autre ; ce qui importe, c'est de respecter un équilibre entre les pôles conflictuels, la justice est cet équilibre, qui ne se résout jamais dans l'unité fusionnelle.

À peu près à la même époque, un autre philosophe illustre l'autre possibilité : pour Empédocle, le conflit est second ; il pose un état originel de fusion auquel succède l'irruption de *Neikos*, la haine par laquelle s'inaugure l'histoire, tant humaine que naturelle, et cette histoire sera celle de la reconquête progressive d'Aphrodite, principe d'amour, de réconciliation, sur *Neikos*.

Par-delà les quatre éléments physiques originaires : feu, air, eau, terre, Empédocle pose donc deux principes non physiques par lesquels il explique le changement, c'est-à-dire les convergences et divergences successives entre ces différents éléments : ce sont les principes de l'amour, principe d'unification, et de la haine, principe de dispersion.

Pourtant, Empédocle est plus proche d'Héraclite qu'il n'y paraît à première vue. En effet, le conflit est pour lui aussi irréductible. Aphrodite ne peut vaincre définitivement *Neikos*, car le règne d'Aphrodite serait le règne de la confusion. Sans le principe de la division, le principe d'unification

ferait sombrer le monde dans le chaos. Ce qu'il exprime ici, c'est l'intuition profonde du danger que peut représenter le principe d'union s'il se pose purement et simplement contre celui de la pluralité.

Empédocle voit l'histoire du monde comme une succession de cycles où alternativement, nécessairement et éternellement, chaque principe se subordonne l'autre, le monde actuel étant celui où domine la haine.

Ce qui pourtant fait la différence entre Empédocle et Héraclite, c'est que le principe d'opposition demeure pour Empédocle un mal, même si c'est un mal nécessaire, alors qu'Héraclite voit dans cette négativité avant tout un principe de fécondité.

### **Les Stoïciens (300 av. J.-C.)**

Avec les Stoïciens, la question de l'un et du multiple est transportée de manière centrale sur le plan de la politique, et elle y est résolue, surtout pour l'époque, de la manière la plus radicale. Il ne s'agit pas simplement de défendre la nécessité d'établir des relations pacifiques entre des cités qui demeureraient closes sur leur identité particulière, il s'agit de donner à la *polis* le sens de son insertion dans le *cosmos*, et le sens de la priorité de cette ouverture aux autres cités par rapport à son identité singulière.

Après la mort d'Alexandre commence la conquête romaine, c'est-à-dire une période de guerres sans fin et de chaos politique pour les cités grecques. C'est apparemment en réaction à ces événements que les philosophes stoïciens développent leur conception *cosmopolitique* des rapports interhumains. Ainsi, pour Zénon, les hommes ne doivent pas se diviser en cités et en peuples, ces divisions renforcent des différences qui ne sont que secondaires, et aveuglent à la dimension fondamentale qui est celle de l'unité des humains. La seule véritable citoyenneté est pour Zénon la citoyenneté du monde.

### **Saint Augustin (IV<sup>e</sup> - V<sup>e</sup> siècles)**

La question de la nature humaine prend très tôt une tournure particulière : on intègre la dimension de l'historicité. La question de savoir si l'homme est bon ou mauvais par nature – c'est-à-dire la question de savoir si la violence, et d'une manière générale, la conflictualité qui caractérise les rapports humains est surmontable ou non, devient celle de savoir si l'histoire humaine n'est, comme il apparaît si on considère les faits historiques du point de vue quantitatif, que bruit et fureur, ou s'il n'y a pas

tout de même, malgré ce mal évident qui règne, une raison à l'œuvre dans l'histoire qui mènera tôt ou tard à la réconciliation.

Cette question de l'histoire est posée clairement par Saint Augustin dans sa *Cité de Dieu*, où il mène une interrogation suscitée par les événements de l'époque – en 410, Rome est pillée par les Wisigoths d'Alaric.

On retrouve chez Saint Augustin l'opposition antique entre la haine, principe de scission, ou la violence qui procède plus originairement du principe de l'amour de soi, et l'amour, principe d'unité et de réconciliation. Les deux principes s'opposent l'un à l'autre au sein de la volonté de l'individu, ils divisent la volonté qui exerce une résistance contre elle-même. C'est seulement lorsque la volonté aura surmonté cette contradiction qui la déchire intérieurement que les déchirements extérieurs pourront à leur tour être surmontés.

## **La Renaissance**

Ce qui préoccupe des penseurs comme *Nicolas de Cuses* (né en 1401) ou *Giordano Bruno* (né en 1548) ce sont avant tout les divergences et guerres de religion.

La cosmologie de N. de Cuses était une remise en question radicale, avant celle de Copernic, de la cosmologie classique qui mettait la terre au centre de l'univers. L'univers cusain est un univers indéfini qui « a pour ainsi dire son centre partout et sa circonférence nulle part ». Sa pensée politique sera adéquate à sa cosmologie : chaque individu est le centre ; le tout de l'univers est présent dans tout individu particulier. Les hommes possèdent par nature égalité de pouvoir et liberté.

Il voit dans les divisions et les conflits qui opposent les églises différentes l'effet d'un aveuglement à cette vérité ontologique, un aveuglement dû au fait qu'« une longue accoutumance est tenue pour vérité et défendue comme telle ». Il faut instituer une discussion commune et libre, qui s'oriente d'après la raison et non d'après l'autorité, pour atteindre à un accord des différentes confessions. La pensée et en particulier la pensée religieuse, doit se libérer de ses inerties qui l'empêchent de penser, qui l'amènent à ne voir que ce qui sépare ; pour cela, elle doit dépasser son mode rationnel-analytique pour atteindre à une compréhension unitaire des choses. C'est la diversité qui engendre l'aversion, l'inimitié, la persécution et les guerres ; il faut retrouver, par-delà cette diversité de mœurs, de rites religieux, de conventions sociales, politiques et religieuses, leur sens spirituel *commun*.

Giordano Bruno est connu lui aussi avant tout pour sa cosmologie. Pourtant les événements de l'époque suscitent chez lui une réflexion éthico-politique. C'est l'époque des Conquistadors, qui, dans leur visée unificatrice du monde sous une seule loi et une seule foi, ont détruit des civilisations entières. Bruno, s'interrogeant sur les raisons d'une telle destruction, retrouve l'intuition d'Empédocle, mettant le doigt sur les dangers d'une philosophie de l'unité abstraite ou mal digérée. Il fait apparaître la possibilité d'une exploitation idéologique du principe de l'unité ou de l'universel au profit d'un seul particulier qui, prétendant représenter à lui seul cet universel, veut phagocyter toutes les autres particularités.

Toute différente est la réflexion de *Machiavel* sur la guerre. Il ne faut pas perdre de vue la situation historico-politique particulière dans laquelle Machiavel (xv<sup>e</sup>-xvi<sup>e</sup> siècle) écrit : c'est celle d'une Italie soumise au pouvoir étranger, dans laquelle les républiques elles-mêmes se font la guerre entre elles, et qu'il veut convaincre de se libérer et de s'unifier.

Avec ce froid désengagement qui caractérise sa pensée, et dans lequel tant de commentateurs ont vu du pur cynisme, il analyse le phénomène de la guerre à la lumière de différents exemples historiques.

Ainsi, la visée de Rome étant de devenir un grand empire, Rome ne pouvait être une cité de paix. Étant une cité de guerre, elle fut exemplaire dans sa manière de mener celle-ci. Étant acquis que dans le monde international, les États ont à se faire la guerre, ce qui intéresse Machiavel, ce sont les causes, la manière, les raisons de succès ou d'échec. Parmi celles-ci il précise que le nerf de la guerre n'est pas seulement l'argent et la force, mais aussi et avant tout l'état d'esprit des soldats, leur attachement à la communauté qu'ils défendent, d'où il conclut qu'il vaut toujours mieux faire la guerre avec ses propres soldats qu'avec des mercenaires.

Il distingue entre les guerres de conquête, telles celles menées par Alexandre ou par les Romains, qui visent la seule obéissance des peuples conquis, tout en leur laissant leurs territoires, leurs biens et leurs lois, et les guerres entamées par nécessité par des peuples affamés ou chassés de chez eux par une autre guerre ; ceux-ci visent alors la possession complète des territoires conquis en chassant ou en exterminant la population de ces territoires. Machiavel précise que ce type de guerre est particulièrement cruel et épouvantable. Il faut aussi remarquer l'insistance sur le fait que les Romains, tout en soumettant les contrées conquises à certaines conditions, leur laissaient leur dignité et leur laissait leurs lois et coutumes, c'est-à-dire leur identité.

L'opposition n'est donc pas pour Machiavel entre guerre et paix, mais entre peuples malheureux, car impuissants à se maintenir en paix ou à

gagner la guerre, et peuples heureux, qui ont le pouvoir de choisir entre la paix dans des frontières qu'ils ne veulent pas déborder, et une guerre qu'ils pourront mener à bien.

La question de la paix comme résultat de l'institution d'un état de droit au niveau international n'est pas même posée ; il va de soi pour Machiavel que la guerre est et demeurera une possibilité permanente et inscrite dans l'essence même des relations entre États.

### **Spinoza (XVII<sup>e</sup> siècle)**

On retrouve le couple amour-haine autour duquel Spinoza développe une subtile psychologie comprenant en particulier une analyse de la dialectique du désir.

L'éthique de Spinoza, et, comprise dans celle-ci, sa conception des rapports interindividuels et internationaux, repose sur une notion philosophique essentielle qui est celle du *conatus* : le *conatus*, la tension de chaque être vers la perfection de lui-même, fait le lien entre essence et existence. Chaque être vise à ce que son existence soit l'épanouissement le plus parfait de son essence. Or, chaque être, et en particulier l'homme en tant qu'être naturel, subit l'action de causes extérieures à lui, une action qui diminue ou augmente son pouvoir d'agir, et, par-là, de s'affirmer. Cette action engendre une passion qui est le sentiment ou l'idée confuse de cette action sur soi. Ce sont les passions négatives qui nous rendent ennemis les uns des autres. Et comme il y a souvent une confusion des passions, des « flottements de l'âme », comme l'âme n'est pas transparente à elle-même, elle n'est pas cohérente, de sorte que souvent on finit par haïr cela même que l'on aime. Les passions négatives nous séparent de nous-mêmes, de Dieu, et des autres.

L'homme est habité par deux passions fondamentales, la joie et la tristesse, chacune d'elles correspondant respectivement au sentiment d'un épanouissement de notre être et au sentiment d'un rétrécissement de cet être ; de sorte que si quelqu'un a été affecté par un autre, appartenant à une classe ou à une nation différentes, d'une joie ou d'une tristesse «qui accompagne comme cause l'idée de cet autre sous le nom général de la classe ou de la nation», non seulement il aimera cet autre ou l'aura en haine, mais aussi tous ceux de la même classe ou de la même nation.

Il y a aussi un aspect particulier de la dialectique des passions qui fait que, de manière apparemment paradoxale, ce qui rapproche les hommes :



le fait d'aimer ou de croire aimer la même chose, peut les retourner les uns contre les autres.

Avant René Girard, Spinoza avait bien saisi le caractère mimétique du désir : « si nous imaginons que quelqu'un aime quelque chose, nous aimerons cette chose pour cela même. Mais nous supposons que nous l'aimons sans cela ». Ceci commence à devenir problématique lorsque nous désirons *posséder* les mêmes êtres ou choses, les mêmes territoires, ou lorsque nous désirons l'unanimité, c'est-à-dire lorsque nous désirons que chacun aime et trouve important ce que nous aimons et trouvons important. Ce qui, au départ, était principe d'amour, peut ainsi se retourner en principe de discorde, le désir de concorde peut aboutir à la haine.

### **Les doctrines du droit naturel**

On assiste au XVII<sup>e</sup> siècle à l'épanouissement des doctrines du droit naturel, c'est le début du rationalisme moderne. La raison humaine n'est plus la simple délégation de la volonté divine, elle se suffit à elle-même, et elle établit des lois universelles et obligatoires pour tous les humains. C'est l'éclosion des théories du contrat social, c'est-à-dire d'une conception de l'unification des hommes non plus par des lois naturelles ou divines, mais d'après des *institutions* qu'ils créent librement.

Il y a pourtant de grandes divergences entre ces théoriciens contractualistes, et en particulier une opposition se fait jour dont les représentants les plus éminents sont *Hobbes* et *Locke*.

C'est l'époque des guerres civiles en Angleterre. En 1648, la révolution renverse le pouvoir royal. Hobbes, qui est royaliste, ne voit dans cet événement que la dimension de chaos et de violence ; cela aboutira à sa théorie du pouvoir absolu du souverain. Il voit donc dans la révolution en quelque sorte l'irruption de la *nature* contre l'institution. L'homme n'est pas un être social *par nature*, il n'y a pas en l'homme un désir de sociabilité pour elle-même ; selon la formule devenue célèbre, dans l'état nature, l'homme est un loup pour l'homme. L'homme vivant dans un état naturel vit donc dans un état de guerre permanente. L'institution politique de la communauté ne peut qu'être despotique puisqu'elle ne trouve aucun appui dans la nature humaine. C'est par seul souci de l'intérêt égoïste, par instinct de conservation que les hommes accepteront d'entrer dans un état de paix. La paix n'est pas recherchée pour elle-même, parce qu'elle est un bien en soi, mais par intérêt bien compris.

Une telle conception implique un pur conventionnalisme de la justice ; liberté et égalité ne sont pas, au fond, des droits naturels fondamentaux de l'homme. Un point très cohérent d'un strict point de vue logique, fait cependant saillie dans cette conception hobbesienne des rapports entre citoyens d'un même État et des rapports interétatiques : si, en temps de guerre, un individu déserte l'armée, l'État ne peut le punir, il est simplement retourné dans l'état de nature, il a rompu un contrat qui, étant de pure convention, n'est rien de sacré. De son côté, l'État n'a plus le devoir de protéger ce citoyen.

Chez Locke, nous avons également une conception « conventionnaliste » du juste, puisque l'État social n'est pas non plus pour lui la continuation harmonieuse d'un état naturel, mais il doit être institué. Cependant, il existe pour lui une loi morale, une justice « naturelle » non plus au sens où il y aurait une bonté *naturelle* de l'homme, mais au sens où *l'idée* du juste *s'impose* aux hommes avant même qu'ils instituent un état de justice, et elle *fonde* cette institution. Cette idée du juste n'est donc pas créée par le contrat, c'est elle, au contraire, qui le rend possible, et elle ne peut être supprimée ou contredite par lui. Ceci implique un droit de révolte de la part des citoyens dans le cas où le pouvoir viole l'idée du juste. Locke est un des penseurs qui ont favorisé la révolution de 1688 en Angleterre. Il a d'ailleurs dû se réfugier en Hollande de 1683 à 1689.

### **Kant (xviii<sup>e</sup> siècle)**

Dans son *Traité de Paix perpétuelle*, Kant va imprimer au raisonnement classique qui s'enferme dans l'antinomie : l'homme bon ou mauvais par nature, une pression qui va faire sauter ou rendre inopportune cette antinomie. La question n'est pas pour Kant de savoir si l'homme *est* bon ou non *naturellement*, mais ce qu'il *a à être*. Le Juste, l'état de droit, et cet aboutissement ultime de l'état de droit que serait une Société des Nations avec un tribunal dont les décisions auraient force de loi, ne se réalisera pas parce que l'homme se contentera de suivre sa tendance naturelle, il doit être institué ; mais l'institution n'est rien d'autre que le mode proprement *humain* et donc « naturel » en ce sens, de réaliser le juste.

Le point de départ et le point d'arrivée de la réflexion kantienne sur la paix est la formulation politico-juridique de l'impératif catégorique : « la raison, du haut de son trône, source suprême de toute législation condamne absolument la guerre comme voie de droit et fait par contre de l'état de paix un devoir immédiat ».

Ce point de départ est donc un « tu dois, donc tu peux », qui n'est pas à interpréter dans un sens utopiste, mais au sens d'une exigence qu'il faut constamment maintenir dans la décision et dans l'action politiques. Il signifie que les hommes politiques doivent agir comme s'ils savaient cet impératif réalisable, et même si l'expérience contredit ce postulat.

Dans son *Traité de paix perpétuelle*, Kant prévoit plusieurs articles parmi lesquels celui selon lequel « Aucun État indépendant ne peut être acquis par un autre État », article qu'il justifie comme suit : l'État politique n'est pas de l'ordre des choses, il est individualité humaine, et comme telle libre ; personne ne peut donc en disposer si ce n'est lui-même. Un autre article prévoit que les armées permanentes doivent entièrement disparaître avec le temps parce qu'elles sont fondées sur un principe anti-humaniste qui consiste à considérer et à traiter les hommes comme de pures machines. Par contre, il encourage les exercices militaires auxquels les citoyens se livreraient *volontairement* pour garantir la communauté contre les agressions extérieures.

Kant met le doigt sur le paradoxe de la guerre : il s'agit toujours de défendre le droit par la force, c'est-à-dire par le non-droit. Il met par là en avant ce qui fait défaut dans le droit international : un tribunal international qui puisse juger avec force de droit.

Les États doivent donc abandonner une partie de leur liberté « sauvage » ou « naturelle », c'est-à-dire une partie de leur souveraineté pour accéder à la liberté juridico-politique, seule forme authentiquement humaine de la liberté. La contrainte des lois n'est pas la négation de la liberté, mais son élévation à son essence rationnelle.

Kant envisage comme fondement du droit international garantissant la paix une *fédération de républiques*, et il distingue clairement celle-ci de l'idée d'un seul État mondial, pressentant la menace totalitaire que représente une telle vision de la politique internationale.

Déjà à l'époque, Kant peut faire une constatation qui est d'autant plus vraie aujourd'hui : les relations entre les peuples de la terre se sont propagées universellement à un point tel qu'une violation du droit en un lieu de la terre est ressentie partout. Dans une telle situation, l'idée du droit cosmopolite, non seulement ne peut être considérée comme une chimère, mais elle s'impose comme une urgence.

Kant avait des prédécesseurs : au XVI<sup>e</sup> siècle, en particulier, le théologien espagnol Vitoria dont la pensée est influencée par les événements de l'époque ; la découverte de l'Amérique conduit à repenser les relations entre les différents États, et ouvre la voie à une pensée universaliste.

Vitoria présupposait une raison naturelle qui, universellement partagée par les hommes, donne les fondements pour un droit naturel international : il doit exister entre les nations qui sont des personnes morales, une égalité de droits.

Au début de xvii<sup>e</sup> siècle, un autre théologien, Suarez, reprendra cette conception en l'infléchissant dans un sens plus contractualiste, moins « naturaliste ».

L'école du droit naturel du xvii<sup>e</sup> siècle, avec son représentant le plus important, Grotius, insiste avant Kant sur la nécessité de dépasser l'État de nature vers un état de droit non seulement dans le cadre étatique, mais également au niveau international.

### **Hegel (xviii<sup>e</sup> - xix<sup>e</sup> siècle)**

Hegel, penseur de l'universel et de la réconciliation, s'il en fut, se range pourtant parmi les quelques réels apologues de la guerre. C'est que l'universel a des limites pour lui ; la dialectique du même et de l'autre, de l'universel et du particulier, qui doit se résoudre dans l'harmonie au sein des États, demeure selon lui certes très active, mais fondamentalement irrésolue lorsqu'on passe sur le plan des relations internationales. Pour Hegel, l'humanité n'est pas unifiable, elle demeure irrémédiablement irréconciliée avec elle-même ; l'universel demeure un universel très particulier.

Dans son essai *Sur les manières de traiter scientifiquement du droit naturel* (1802-1803), Hegel considère que la guerre est un moment essentiel de l'« infini », c'est-à-dire du principe vivifiant et unifiant une communauté politique par-delà ses points de vue finis, c'est-à-dire ses divisions sociales, économiques, idéologiques. Il maintiendra cette idée jusqu'à la fin, et on la retrouve en particulier dans ses *Principes de la philosophie du droit*. La guerre est le moment où une communauté éthico-politique parvient à la conscience la plus aiguë de son identité, et les citoyens de leur appartenance à cette identique communauté ; elle est le moment de dépassement le plus radical de la « subsistance » dans des particularités atomisées vers la conscience de soi de l'universalité.

Par-delà l'aspect « idéologico-militariste » d'une telle conception, il faut reconnaître que Hegel avait saisi là la signification positive de la guerre dans un monde où les États ne vivent pas dans une coexistence pacifique, mais dans une concurrence permanente : la conscience de l'appartenance à une communauté, c'est-à-dire la conscience du caractère relatif des oppositions au sein de cette communauté passe par l'opposition à ce qui n'est pas cette

communauté. On retrouvera d'ailleurs cette idée chez Raymond Aron qui dira que c'est dans la guerre que les individus deviennent véritablement des citoyens, qu'ils prennent conscience de leur solidarité avec les autres citoyens de leur État.

Ce n'est pas un hasard si c'est précisément Hegel, le théoricien le plus conséquent et le plus décidé de la souveraineté de l'État qui développe une telle conception de la guerre. L'État est pour lui le plus haut degré de liberté sur terre, le plus haut degré de l'individualité comme individualité universelle. Il existe bien des contrats entre les États, mais ceux-ci n'ont pas de caractère obligatoire, puisque contrairement aux contrats civils, ils ne visent pas une communauté ou une universalité plus haute, la singularité des individus-peuples étant l'ultime réalisation de l'universel. En dehors de l'État, c'est donc essentiellement le règne de l'état de nature. Dans sa *Realphilosophie* de la période de Jéna, Hegel critique la conception kantienne de la paix perpétuelle : l'union des peuples en vue de la paix ne peut signifier selon lui que la domination d'un seul sur les autres, qui verraient ainsi leur individualité détruite. Cette critique passe cependant à côté du fédéralisme républicain de Kant, qui récusait expressément, nous l'avons vu, l'idée d'un seul État mondial.

La guerre conserve donc, selon Hegel, la « santé éthique » des peuples. Dans un état de paix prolongé, les individus retournent à leur seule préoccupation pour leur intérêt particulier, la communauté se disperse, la guerre réinsuffle aux individus le sens du commun. Elle est le moment où l'individu renonce de la manière la plus radicale – dans le risque de mort – à son attachement au particulier, le moment où il se voit comme absolument libre. C'est pourquoi, il doit aller à la guerre en laissant derrière soi son caractère, sa sensibilité, en quelque sorte de manière abstraite, dans le vide de tout affect : « c'est un crime *en faveur de l'universel* ; le but est la conservation du Tout contre l'ennemi qui en vise la destruction ; il faut justement que ce dessaisissement ait cette forme abstraite, qu'il soit dénué d'individualité. La mort doit être reçue et donnée froidement, non pas par le combat pied à pied, où le singulier regarde l'adversaire dans les yeux et le tue dans la haine immédiate – bien plutôt, la mort est donnée et reçue de façon vide<sup>1</sup> ».

Il faut remarquer ici une divergence intéressante par rapport aux autres conceptions qui, comme celle de Hegel, ramènent les rapports internationaux à des rapports naturels ou quasi naturels : ce qui est mis en

---

<sup>1</sup> HEGEL, *Realphilosophie d'Jéna*, in *Naissance de la philosophie hégélienne de l'Etat*, J. Taminiaux, Paris, 1984, p. 274.

avant par Hegel ce n'est pas le principe négatif du conflit et de la haine, mais au contraire celui de l'amour et de l'universel. Ce n'est pas le principe de scission, mais celui de la réconciliation qui est paradoxalement le principe essentiel de la guerre, toutefois, ce principe se heurtant aux limites « naturelles » de la division de l'humanité en États particuliers, il engendre la lutte des « Universels particuliers » entre eux.

### **Fichte (XVIII<sup>e</sup> - XIX<sup>e</sup> siècles)**

Il faut distinguer deux moments dans la pensée de Fichte : Le Fichte d'avant 1800 défend l'idée d'un droit international garantissant la liberté des États et des citoyens, et garantissant aux citoyens un droit de résistance. Le Fichte d'après 1800 revient à l'idée qu'entre États ne peut régner que le « droit du plus fort », c'est-à-dire le non-droit ou l'état de nature. Fichte légitime par-là la dictature intérieure et la politique de puissance internationale. Ainsi, dans son fameux *Discours à la nation allemande*, il insiste sur la mission que l'Allemagne doit accomplir dans le monde comme nation supérieure. Cette idée nationaliste contraste totalement avec son cosmopolitisme de 1793.

Il faut toutefois resituer ce discours dans le contexte politique de l'époque : tandis que dans les années 1790, la pensée du philosophe s'oriente d'après ce qui fut pour tous l'Événement : la Révolution française, le discours de 1807-1808 sont marqués par l'impérialisme de Napoléon. Il s'agissait donc au départ de réveiller dans une Allemagne morcelée, qui n'existait pas encore comme nation, le sens de son autonomie, et de susciter un élan de résistance contre le « césarisme » de Napoléon, qui voulait imposer par les forces aux autres nations une universalité qui, par le fait, se retournait en son contraire. Fichte, comme d'autres romantiques allemands n'ont donc fait que reprendre à Napoléon son principe : tous les peuples sont égaux, mais certains, qui sont plus égaux que les autres, doivent amener ces autres par la force à réaliser cette égalité, ce qui signifie pratiquement qu'ils ont le droit de conquérir ces autres peuples.

### **Nietzsche**

Avec Nietzsche, on a une des rares pensées qui valorisent la guerre non plus comme moyen nécessaire, ni même comme moment essentiel de la liberté, mais comme fin en soi. Le monde est mené non par la loi de l'harmonie, mais par celle de la volonté de puissance ; deux types de volonté de puissance s'affrontent dans un combat implacable depuis

l'antiquité grecque : la volonté de puissance « dégénérée », celle des faibles, des hommes du troupeau, incapables d'assumer leur liberté dans un monde sans autorité ni divine, ni autre, et celle des hommes libres et forts, les premiers étant voués à disparaître tôt ou tard.

Nietzsche est le penseur anti-universaliste le plus radical : la destinée ultime de l'humanité, ce n'est pas l'humain, mais le surhumain, l'humain étant divisé lui, originairement, entre sous-hommes et surhommes.

Dans la guerre, l'individu peut donner libre cours à sa force vitale ; dans la guerre ressurgit ce qui en temps de paix demeure refoulé. Il y a dans le passage qui suit un écho du vitalisme ou du biologisme de Nietzsche accouplé à son aristocratismes culturel d'une manière qui n'est pas toujours conséquente : « Alors ils jouissent pleinement de l'affranchissement de toute contrainte sociale, ils se dédommagent dans les contrées incultes de la tension que fait subir toute longue réclusion, tout emprisonnement dans la paix de la communauté, ils retournent à la simplicité de conscience du fauve (...) Au fond de toutes ces races aristocratiques, il est impossible de ne pas reconnaître le fauve, la superbe brute blonde rôdant en quête de proies et de carnage ; ce fond de bestialité caché à besoin, de temps en temps d'un exutoire<sup>2</sup> ».

Et on se trouve également dans *Le gai savoir* (au § 362) l'annonce clairement jubilatoire d'une succession de siècles de guerre auxquels Napoléon aurait donné le coup d'envoi.

Il ne s'agit cependant pas de réduire la pensée nietzschéenne à cet aspect. Il y a dans la notion nietzschéenne de surhomme une ambivalence fondamentale : c'est d'abord et avant tout l'artiste, le créateur de nouvelles valeurs, l'homme anti-grégaire qui sort de la médiocrité et de la lâcheté ambiante, qui a le courage de penser par lui-même, et c'est seulement secondairement le guerrier, avec toutes les qualités de la noblesse guerrière de la féodalité.

## **Clausewitz**

On retient généralement du « *De la guerre* » de Clausewitz la formule fameuse selon laquelle la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens ; mais cette formule résulte elle-même d'une conception

---

<sup>2</sup> NIETZSCHE, *La généalogie de la morale*, Paris, Gallimard, Coll. Idées, 1964, pp. 51-52.

plus générale de la politique comme domaine de la domination de l'homme par l'homme.

La guerre n'est pas une fin en elle-même, mais un moyen parfois incontournable pour aboutir à une paix dans laquelle un État l'emporte nécessairement sur l'autre. Cela signifie d'une part qu'il est naïf de croire à la possibilité d'un monde politique débarrassé du fléau de la guerre, mais cela signifie également, d'autre part, que la politique met des *limites* à la guerre, la violence guerrière étant freinée par la prise en compte d'objectifs politiques. La victoire doit être seulement militaire, Clausewitz est contre le phénomène de la guerre totale, qui vise l'annihilation des populations, comme ce sera le cas au xx<sup>e</sup> siècle.

Dans ce cadre, Clausewitz introduit la distinction entre « guerre absolue », une guerre qui ne prendrait en compte que le facteur militaire, ou le facteur de la pure force et « guerre réelle », le type de guerre le plus fréquent dans lequel les facteurs humains, politiques, économiques, culturels interviennent sans cesse dans le cours de la guerre pour modifier celui-ci ou pour y mettre fin.

### **Carl Schmitt**

Schmitt radicalise la pensée de Clausewitz, et on retrouve chez lui tout à la fois comme un écho de la dialectique hégélienne du même et de l'autre.

Dans *Le concept du politique*, Schmitt met au fondement même de la politique l'opposition ami-ennemi : on ne peut comprendre la politique qu'en ramenant toutes ses dimensions à ce couple d'opposés, et la guerre n'est que le moment où ce fondement de la politique se manifeste de manière la plus dépouillée. En un sens, on peut dire que Schmitt, qui adhéra pour un temps au régime nazi, met la guerre au cœur même de la politique, en réduisant toutes les nuances, toutes les dimensions de la conflictualité à l'unidimensionnalité de l'hostilité, oubliant ce qu'un Hegel par exemple avait très bien compris, que les conflits naissent aussi d'un authentique désir de *reconnaissance*.

Dans le monde international, un État ne peut affirmer son identité politique que par négation de l'autre ; l'existence d'un État signifie nécessairement son existence par opposition à d'autres États. Schmitt critique donc comme une chimère toute idée soit d'un État mondial, soit d'une Société des Nations.



Au xx<sup>e</sup> siècle, la Première guerre mondiale a donné lieu à des témoignages et analyses convergents de la part de penseurs aussi différents que Teilhard de Chardin, Ernst Jünger ou Jan Patochka.

Teilhard comme Jünger voient dans le choc du front non un simple traumatisme passager, mais une expérience cruciale qui met l'individu en contact avec la dimension la plus fondamentale de son existence, qui n'est rien d'autre que sa liberté. Si l'expérience du front est dans un premier temps l'expérience même du non-sens radical et de l'angoisse sans limites, cependant, au bout de cette détresse extrême se révèle à elle-même la liberté absolue de l'homme comme sa possibilité d'affronter et de dépasser l'angoisse de la mort.

Par-delà leur opposition à Hegel – tandis que pour eux la guerre qui dresse les hommes les uns contre les autres est l'absurdité même, elle est pour Hegel un des plus hauts sommets du sens – Teilhard et Patochka retrouvent l'intuition développée par le philosophe dans les pages de *La phénoménologie de l'esprit* consacrées à la lutte du maître et de l'esclave : lutte à mort où il y va non plus de la simple défense de l'intérêt matériel, de l'attachement à la vie, mais au contraire de la *reconnaissance* par l'autre, par la preuve qu'on lui donne du détachement de tout intérêt vital.

Tandis que chez Jünger, ce sentiment de la liberté donne lieu à un investissement positif de la guerre, pour Patochka et pour Teilhard, au contraire, cette expérience extrême est le premier moment d'un retour à la vie dans une paix plus authentique. Ainsi, dans cette autorévélation de la liberté naît pour Patochka la solidarité la plus profonde entre les humains : « la solidarité des ébranlés » dans laquelle l'ennemi n'apparaît plus comme celui qui doit être supprimé, mais comme celui qui fondamentalement partage avec nous la même expérience de la liberté absolue.

C'est donc paradoxalement au plus profond de la guerre que les hommes trouvent l'ouverture à la possibilité de la paix, à la pointe la plus extrême de la conflictualité que surgit la possibilité d'une réconciliation authentique.

Au terme de ce parcours succinct, comment conclure ? Il apparaît, dans une première approche, que les « décisions » philosophiques dont il était question au départ, la décision en faveur de la priorité du multiple et du conflictuel, ou celle en faveur du commun, de l'harmonie, correspondent à la ligne de partage entre penseurs (plus) réalistes et penseurs (plus) idéalistes. Doit-on cependant, *peut-on* s'en tenir à une telle antinomie ? Dans un texte d'une résonance bien actuelle, Kant nous dit autre chose, et c'est avec lui que nous concluons :

« Nulle part la nature humaine n'apparaît moins digne d'être aimée que dans les relations mutuelles de peuples entiers. Il n'est pas un État qui soit un seul instant à l'égard de l'autre en sécurité quant à son indépendance et sa propriété. La volonté de se subjuguier ou de s'amoindrir l'un l'autre est de tout temps, et l'armement défensif qui bien souvent rend la paix plus accablante que la guerre elle-même, ne peut connaître de relâche. À cette situation il n'y a d'autres remèdes possibles (...) que le droit des gens fondé sur des lois publiques appuyées par la force auxquelles il faudrait que chaque État se soumette –, car une paix universelle durable grâce à ce qu'on appelle l'équilibre des forces eu Europe, ressemble à la maison de Swift qu'un architecte avait si parfaitement construite selon toutes les lois de l'équilibre qu'elle s'écroule dès qu'un moineau vint s'y poser : c'est une pure chimère<sup>3</sup> ».

---

<sup>3</sup> KANT, *Théorie et pratique, Droit de mentir*, Vrin, Paris, 1972, p. 39.

# Portraits d'hommes en temps de guerre (sur *La guerre et la paix* de Léon Tolstoï)

Jacques CELS  
Professeur à l'Athénée Adolphe Max

pour Bruno

## **La guerre et les romanciers**

Si les romanciers trouvent souvent la guerre plus intéressante à traiter que la paix, c'est que tout désordre social est une terre fertile en surprises. Tout se brouille en temps de guerre. Les masques tombent. Les rôles se redistribuent. Un tel, qui était pleutre, devient un courageux résistant. Tel autre, qui s'imposait, désormais rase les murs. Et celui-ci, qui n'aurait fait de mal à personne, pourquoi devient-il un violeur sans pitié ? La guerre est un commutateur de comportements. En matière d'action, de sexualité, de communication, de logique, chacun peut soudain pivoter à cent quatre-vingts degrés. La morale n'est plus la même : on vole avec moins de scrupules, mais l'on s'entraide avec d'étranges débordements d'altruisme.

En outre, la vie ne tenant plus qu'à un fil, on s'interroge plus avant sur la destinée. On se demande où l'on va, qui l'on est. Tant de facteurs non maîtrisables peuvent composer la situation dans laquelle fréquemment le hasard nous dépose que l'on s'échappe à soi-même – éprouvant, beaucoup plus qu'en temps de paix, la sensation de n'être que le jouet des événements. Bref, pour l'humain, la guerre fonctionne quasi toujours comme un accélérateur de la prise de conscience de soi. Et les romanciers le savent, qui sont innombrables à nous avoir brossé des portraits d'hommes en temps de guerre. N'en dressons pas la liste. Penchons-nous plutôt sur une seule œuvre de l'un d'entre eux, référentielle évidemment.

## **Autour et à l'entour d'un chef-d'œuvre**

En mars 1861, le comte Léon Tolstoï est à Bruxelles. Au cours de son voyage en Europe, il veut découvrir cette ville au même titre que Rome,

Paris et Londres. Son but : étudier les différents systèmes pédagogiques en vigueur dans les pays occidentaux de manière à pouvoir en appliquer les meilleures méthodes à l'école qu'il avait fondée pour les paysans de son vaste domaine d'Iasnaïa Poliana. Logeant dans les environs du parc Royal, presque chaque soir il le traverse, tantôt pour aller chez son compatriote le prince Dondoukov-Korsakov, vice-président de l'Académie des Sciences, tantôt pour se rendre chez un philosophe français qui, en exil, termine la composition d'un ouvrage dont le titre marquera Tolstoï : *La guerre et la paix. Recherches sur le principe et la constitution du droit des gens*. L'homme, Pierre-Joseph Proudhon, mourra quatre ans plus tard, peu après la sortie de son livre en traduction russe.

De ses entretiens avec l'auteur de *Qu'est-ce que la propriété ?* (1840), Tolstoï conservera l'idée que la guerre est génératrice d'art non moins que de sentiments et, de retour en Russie, il décide dans les derniers mois de 1863 d'entreprendre une grande œuvre à ce sujet. Il se documente sur les guerres napoléoniennes, met au point des plans solides, puis, pendant six ans, il ne cesse plus d'écrire, ayant vaincu son manque de persévérance, lui qui généralement se lassait de tout une fois passé le premier engouement. Il est vrai que sa femme, Sonia, crée autour de lui l'atmosphère convenant à ce genre de travail titanesque. Elle gère le domaine et la maison, évite qu'on ne le dérange, s'occupe de leurs quatre enfants et, le soir, à toute allure pour demeurer sous le charme de la narration, elle recopie les pages de son mari qui, le lendemain peut très bien les remanier sans qu'elle s'en formalise.

En cours de route, Tolstoï lit Joseph de Maistre, cet ardent pourfendeur de la Révolution française qui passa quatorze ans à Saint-Pétersbourg. Et que découvre-t-il dans les écrits du penseur royaliste ? L'idée, qui sera centrale dans son œuvre, que la volonté des grands hommes n'est pas ce qui détermine le cours de l'histoire. Par exemple, lorsque deux belligérants s'affrontent : « Un nombre incalculable de forces indépendantes influent sur le cours d'une bataille (car nulle part l'homme n'est plus libre que devant un combat où s'il s'agit pour lui d'une question de vie ou de mort) ; il est donc impossible de connaître ce cours à l'avance, et il ne suit jamais la direction d'une force unique, quelle qu'elle soit<sup>1</sup> ». Ni celle d'Alexandre ni celle de Napoléon. En fait : « Si beaucoup de forces agissent en même temps et dans des directions diverses sur un corps donné, la direction du mouvement donné à ce corps ne sera celle d'aucune de ces forces, elle sera toujours la direction médiane la plus courte, celle qui s'exprime en

---

<sup>1</sup> Léon TOLSTOÏ, *La Guerre et la Paix*, Paris, Gallimard, 1982, La Pléiade, trad. Henri Mongault, p. 1305. Nous nous servons chaque fois de cette édition.

*Portraits d'hommes en temps de guerre*  
(sur *La Guerre et la paix* de Léon Tolstoï)

mécanique par la diagonale du parallélogramme des forces<sup>2</sup> ». Celle qui donc, en tant que résultante, ne peut s'incarner en personne. Aucun homme en particulier, si puissant soit-il, ne peut détenir la volonté de l'imprimer à lui seul.

En conséquence : « Pour rechercher les lois de l'histoire ; nous devons changer entièrement l'objet de notre examen, laisser de côté rois, ministres et généraux pour scruter les éléments homogènes, infinitésimaux qui mènent les masses<sup>3</sup> ». Les historiens s'y sont-ils attelés jusqu'ici ? Non, répond Tolstoï, qui constamment se moquera dans son chef-d'œuvre « des efforts que les historiens ont dépensés, eux, soit à décrire les actes des divers rois, généraux et ministres, soit à exposer leurs réflexions au sujet de ces actes<sup>4</sup> ». Mais alors, comment procéder pour mettre en lumière la multiplicité causale de tout fait historique ? Que faut-il écrire pour scruter le réel infinitésimal et rendre compte au mieux de la complexité de tout événement ? C'est clair : un gros roman.

### **Les axes majeurs**

Avec *La Guerre et la Paix*, nous sommes plongés dans la Russie du début du dix-neuvième, c'est-à-dire à l'époque de sa résistance armée contre un Napoléon pour le moins conquérant. Copieuse fresque, roman total, cette œuvre de plus de mille cinq cents pages apparaît moins comme une continuité narrative classique que sous la forme, polyphonique, d'une série de tableaux variés qui, tantôt épiques, tantôt intimistes, nous montrent alternativement la vie menée dans tous les milieux de la société. En effet, de l'existence des aristocrates évoluant dans les salons des grandes villes à celle des soldats guerroyant sur les champs de bataille, on découvre à peu près tout, Tolstoï n'oubliant pas la campagne où les paysans rencontrent également des problèmes en servant les grands propriétaires terriens. On le voit, une telle composition se donne les moyens de ne rien négliger puisqu'ici, tour à tour ou simultanément, chaque individu est conduit à se situer par rapport à l'histoire, tenu d'affronter des difficultés matérielles ou sentimentales, amené à s'interroger sur le sens de la vie... Bref, quand on traverse *La Guerre et la Paix*, on lit des dizaines de romans pour le prix d'un seul, sans compter que l'auteur lui ajoute encore la dimension dont on parlait plus haut : à maintes reprises, il intervient pour signaler que

---

<sup>2</sup> *Idem.*

<sup>3</sup> *La Guerre et la Paix*, p. 1072.

<sup>4</sup> *Idem.*

la manière dont les historiens procèdent à leur lecture du passé lui paraît suspecte, de sorte que son œuvre se veut en plus un pavé polémique jeté dans leur mare.

Ceci dit, la résumer est impensable, mais en retracer les voies les plus larges peut être utile. Allons à l'essentiel : deux ou trois personnages s'imposent et quelques lieux sont déterminants. En juillet 1805, tout le monde est à peu près d'accord dans les hautes sphères de la capitale. La noblesse de Saint-Pétersbourg estime que l'empereur de Russie, Alexandre, doit sauver l'Europe en écrasant Napoléon, cet Antéchrist que n'arrêteront pas l'Angleterre, l'Autriche, ni la Prusse.

D'ailleurs, le prince André Bolkonski, fraîchement marié avec Lise, mais vivant la conjugalité comme un étouffoir d'ambition personnelle, se déclare prêt à se battre et, tandis qu'il part pour le front, il confie sa jeune épouse enceinte à son propre père, lequel vit sur ses terres de Lyssyia Gory, avec à ses côtés notamment sa fille Marie, donc la sœur du prince André. À l'autre bout, Pierre Bézoukhov, lui, est un jeune homme tout différent. Célibataire, il se cherche, se demande quelle carrière embrasser, se dit que rien n'est simple et que, par exemple, Napoléon peut tout aussi bien se regarder comme un défenseur des droits de l'homme. Autrement dit, aller se battre ne fait pas partie de ses plans. Il préfère, à Saint-Pétersbourg, prolonger son existence nocturne de viveur insouciant, ce qui l'amène à provoquer des scandales, à l'issue desquels il doit quitter la capitale pour Moscou.

Là, nous faisons connaissance avec la famille du Comte Rostov, dont deux figures se détachent nettement. Celle de la fille, Natacha, qui sera toujours une femme déterminée ; celle du fils, Nicolas, qui deviendra comme André un officier très actif dans cette Russie en guerre, mais – sans conviction. Le temps passe et Pierre Bézoukhov éprouve un premier chagrin : son père adoptif meurt et lui laisse, en héritage, un titre de comte assorti d'une appréciable fortune. Il devient aussitôt un personnage qu'on tient à fréquenter, du reste voilà qu'on pousse dans ses bras la séduisante Hélène avec qui, sans vraiment l'avoir choisie, Pierre consent à se marier.

Dans de telles conditions, d'autant que sa femme ne tardera pas à lui être assidûment infidèle, Pierre ne sera pas heureux, la quittera, reviendra à Saint-Pétersbourg et entreprendra tout un questionnement sur la raison d'être au monde. De son côté, le prince André Bolkonski ne connaît pas le bonheur non plus : de la bataille d'Austerlitz, qui se déroula au début de décembre 1805, il est revenu blessé, désabusé. En plus, il est père à présent – mais veuf. Il se retirera dans sa propriété de Bogoutcharovo et, séjournant quelques fois à Moscou pour rendre visite aux Rostov, il se

*Portraits d'hommes en temps de guerre*  
(sur *La Guerre et la paix* de Léon Tolstoï)

laissera séduire par la belle Natacha, sur qui, dans l'intervalle, Pierre a lui aussi jeté son dévolu.

Les années s'écoulaient ainsi pour tous, dans une inaction fructueuse ou irritante, jusqu'en 1812 où, ayant progressé, Napoléon devient de plus en plus menaçant : il a pris Smolensk (près de Lyssyia Gory, de sorte qu'avec sa fille, Marie, le vieux Nicolas Bolkonski a dû quitter son domaine, ce dont il ne se remettra pas) et la grande bataille qui se prépare maintenant n'est autre que celle de Borodino. Elle aura lieu du 26 août au 7 septembre, sans laisser ni Pierre ni André indifférents. Le premier tient à y assister pour ne pas être à ses propres yeux l'inconditionnel de la passivité. Malheureusement, n'étant pas militairement formé, il n'y sera qu'un anti-héros maladroit, habillé d'un costume civil et d'un chapeau blanc. Le second, fidèle à lui-même, reprend du service et ne craint pas d'aller au feu. Résultat : mortellement blessé par un boulet, le prince André verra ses jours comptés.

Avec plus de cent mille hommes de part et d'autre, Borodino fut la bataille la plus sanglante de la guerre de 1812. En outre, personne ne remporta la victoire, même si, vu leur « vitesse acquise, les Français étaient encore capables d'atteindre Moscou<sup>5</sup> », tandis que les Russes battirent en retraite et leur abandonnèrent cette ville. Ensuite, ce furent les habitants qui la quittèrent, et Napoléon trouva saumâtre de se retrouver dans un désert, surtout que rapidement un immense incendie s'y déclara. Les civils continuèrent donc à fuir, emmenant d'ailleurs avec eux les soldats russes revenus blessés du front de Borodino, dont notamment le prince André qui, comme par hasard, fut pris dans le convoi d'évacuation organisé par la famille Rostov. Il mourra dans les bras de Natacha. Quant à Pierre, lui aussi rentré de Borodino à Moscou, il y tombe on ne peut plus mal : les Français l'accusent d'être un des incendiaires, ils le condamnent et l'emprisonnent.

Quand sera-t-il libéré ? Lorsque Napoléon et ses hommes quitteront Moscou, opération qui, on le sait, leur sera fatale. À la fin de novembre 1812, ils arrivent devant un fleuve, la Bérésina, et les Russes en profitent pour rassembler leurs dernières forces. L'offensive est énergique : l'armée française est réduite de moitié. Le retour de la paix redevient possible. Bref, tout est bien qui finit bien. En tout cas, en 1813, Pierre Bézoukhov, devenu veuf entre-temps, épousa Natacha Rostov. Et, un an plus tard, Marie Bolkonski devient la femme du frère de celle-ci, c'est-à-dire Nicolas. Au moment où le roman se clôt, sept ans ont passé depuis la terrible guerre. On surprend alors les deux couples dans leur intimité : Natacha se résorbe

---

<sup>5</sup> *La Guerre et la Paix*, p. 1067.

tout entière dans son rôle de mère exemplaire. Nicolas, lui, se révèle un excellent gestionnaire du domaine de Lyssyia Gory. C'est en effet là que Marie, la sœur d'André, voulait revenir couler des jours heureux.

#### Trois personnages

Il fallait, me semble-t-il, refixer de telles données pour que le propos qu'on s'est promis de tenir s'enracine dans un minimum de terreau. On peut donc à présent revenir sur le comportement de deux ou trois personnages face à la guerre, face à l'histoire.

Et celui de Nicolas Rostov tout d'abord. Malchanceux, lorsque cet homme reçoit son baptême du feu, en automne 1805 près de Braunau, il tombe au tapis, blessé. Une grande question lui vient alors à l'esprit : pourquoi faire la guerre quand le ciel, le soleil, les fleuves et les forêts dégagent tant de beauté. On ne tuerait pas si l'on savait contempler la perfection du monde. En fait, amoureux de la vie, Nicolas découvre à quel point le terrasse la peur de la mort. Et cette angoisse lui fait honte. Il se perçoit comme un faible. Partant, chaque fois qu'il aura par la suite l'occasion de se battre, il la saisira pour relever un défi personnel. Bien plus que la paix, qui gomme tant de menaces, la guerre peut offrir, à qui s'y jette sans compter ses cartouches, la griserie d'être hissé à une hauteur supérieure. De surcroît, n'est-on pas mauvais soldat lorsqu'on se pose trop de questions ? Nicolas Rostov, lui, ne laisse pas la confusion s'installer dans son esprit. « Nous ne sommes pas des diplomates, dit-il, mais des soldats et rien de plus. On nous ordonne de mourir, nous n'avons qu'à mourir ; si on nous punit, c'est que nous sommes coupables ; il ne nous appartient pas de juger<sup>6</sup> ». Rien n'est plus simple. En exacerbant le sens du devoir, le métier de militaire résout bon nombre de problèmes soulevés en temps normal par l'hésitation tout humaine à quotidiennement fixer des choix. En somme, pleinement assumer la guerre, c'est-à-dire la faire sans la moindre distance critique, voilà qui permet de vivre dans un étrange confort mental. Et si c'était l'excès de paix qui fabriquait tant de naufrages existentiels à force d'autoriser tous les revirements, d'empêcher l'adoption définitive de quelques grands principes de vie ?

Ensuite, le cas du prince André me paraît intéressant. À la veille du carnage d'Austerlitz, cet officier-là nous livre une déclaration surprenante. La bataille, il voudrait la gagner seul pour être adulé par une foule d'inconnus. « Je ne l'avouerai à personne, dit-il, mais grand Dieu ! qu'y puis-je si je n'aime rien d'autre que la gloire et un grand renom parmi les

---

<sup>6</sup> *La Guerre et la Paix*, p. 538.



*Portraits d'hommes en temps de guerre*  
(sur *La Guerre et la paix* de Léon Tolstoï)

hommes ? La mort, les blessures, la perte de ma famille, rien ne me fait peur. Certes bien des êtres, et avant tout mon père, ma sœur, ma femme – bien des êtres me sont chers ; et pourtant, si horrible, et si contre nature que cela puisse paraître, je les sacrifierais tous sans hésiter, pour l'amour de gens que je ne connais pas ni ne connaîtrai jamais...<sup>7</sup> ». On ne peut être plus clair. André, sans nul doute, est le type même du romantique énergique qui ne supporte pas l'étroitesse, la finitude, le terrain modeste de l'humanité moyenne. Icare à sa manière, il étouffe dans le labyrinthe de la vie routinière. Il lui faut s'autodiviner, rivaliser contre nature avec tout Créateur. On devine ce qu'il aurait cherché à devenir en temps de paix pour acquérir un grand renom. Mais la guerre est effroyable lorsqu'elle part à la rencontre de tels individus pour leur céder le moyen de se surpasser par des actes destructeurs qui, en d'autres occurrences historiques, s'inverseraient en positivités constructives.

Quoi qu'il en soit, ne faisons pas un monstre d'André Bolkonski. Quel rachat lorsqu'après Borodino il meurt auprès de Natacha Rostov ! C'est que, dans l'antichambre de ce dont la guerre démultiplie bien entendu les occasions de surgissement, à savoir la mort, souvent s'opèrent d'inespérées métamorphoses. Beaucoup trop tard, certes, pour ceux qui n'en sortiront pas. Mais pour les autres, ceux qui n'auront que frôlé le néant sur un champ de bataille, ceux qui, dans le vestibule de la dernière demeure, n'auront mis qu'un pied pour revenir ensuite à la vie, au terme d'une profitable convalescence, l'expérience assurément aura valu la peine. Combien ne sont pas rentrés de la guerre avec un goût particulièrement prononcé pour l'amour d'autrui ? Agonisant, le prince André rend compte de sa découverte : « Oui, l'amour (...), non pas cet amour qui connaît son but, ses raisons ou sa cause, mais celui que j'ai éprouvé pour la première fois alors que, mourant, j'ai vu mon ennemi et que je l'ai aimé quand même. J'ai éprouvé alors ce sentiment qui est l'essence même de notre âme et qui n'a pas besoin d'objet. Et maintenant aussi j'éprouve ce sentiment bienheureux. Aimer son prochain ! Aimer ses ennemis ! Tout aimer, c'est aimer Dieu dans toutes ses manifestations. Aimer un être cher, c'est aimer d'un amour humain, mais aimer son ennemi, c'est aimer uniquement d'un amour divin<sup>8</sup> ». Sans doute faut-il des circonstances inhabituelles pour devenir le destinataire ébloui d'une révélation pareille. Et si l'excès de paix favorisait plutôt le repli sur soi. Il n'est pas jusqu'au réflexe de l'hospitalité la plus élémentaire qui ne soit pénible dans nos pays privilégiés où la

---

<sup>7</sup> *La Guerre et la Paix*, p. 335.

<sup>8</sup> *La Guerre et la Paix*, p. 1201.

mort est occultée, tandis que la guerre est examinée sur un écran comme n'arrivant qu'aux autres.

Reste enfin le cas de Pierre Bézoukhov. Lui, nous l'avons vu, n'est pas un soldat. D'un bout à l'autre du roman, il demeure en marge de la guerre, même si l'histoire le rattrape et que, le remords aidant, il participe à la bataille de Borodino. En effet, là comme ailleurs, cet introverti n'est qu'un observateur, sensible, mais inapte à s'impliquer en raison de son indépassable tendance à se poser des questions. Lorsqu'il se sépare d'Hélène et se rend à Saint-Petersbourg, un événement majeur va ponctuer son existence insatisfaite. Il fait, en cours de route, la connaissance d'un vieil homme dont les propos vont le secouer. Nous sommes à l'étape de Torjok et l'on attend des chevaux frais. Pierre, qui fait les cent pas dans la salle du relais, est intrigué par un vieillard méditatif avec lequel, assez rapidement, une longue conversation prendra corps parce que l'homme, Ossip Alexieévitch Bazdiév, a reconnu le comte Bézoukhov. Il connaît même les déboires sentimentaux de celui-ci et, voulant l'aider, il commence par jouer franc : il appartient à « la confrérie des francs-maçons<sup>9</sup> ».

Le langage qu'il tient à Pierre est on ne peut plus net : « Jetez un regard sur votre vie, monsieur. Qu'en avez-vous fait ? une suite d'orgies et de débauches. Vous avez tout reçu de la société sans rien lui rendre. La fortune vous est venue ; comment en avez-vous usé ? Qu'avez-vous fait pour votre prochain ? Avez-vous pensé à vos dizaines de milliers de serfs, leur avez-vous apporté une aide physique et morale ? Non. Vous avez profité de leur travail pour mener une vie de désordre. Voilà ce que vous avez fait. Avez-vous sollicité quelque emploi qui vous eût permis d'être utile à votre prochain ? Non. Vous avez passé votre vie dans l'oisiveté. (...) Et vous dites maintenant que vous ne connaissez pas Dieu et que vous haïssez votre existence. Il n'y a rien d'étonnant à cela, mon cher monsieur<sup>10</sup> ». Évidemment, Pierre ne peut que donner raison à cet homme qui, pour conclure, lui conseille de passer les premiers jours de son installation à Saint-Petersbourg dans la solitude la plus totale, de manière à y faire, sans tricherie, un sévère examen de conscience. Pierre, refroidi et fasciné, suivra non seulement la recommandation, mais en plus il acceptera de se faire initiateur dans la loge maçonnique de la grande capitale et, dès ce moment-là, sa vie s'engagera dans une autre voie.

De fait : « Peu après sa réception dans la confrérie des maçons, Pierre, muni par eux d'instructions écrites sur les devoirs qui lui incombaient

---

<sup>9</sup> *La Guerre et la Paix*, p. 451.

<sup>10</sup> *La Guerre et la Paix*, p. 455.

*Portraits d'hommes en temps de guerre*  
(sur *La Guerre et la paix* de Léon Tolstoï)

dans ses domaines, partit pour la province de Kiev, où résidait la majeure partie de ses paysans<sup>11</sup> ». Sa mission sur place ? Agir. Répandre le bien. Rendre humain le travail des hommes et dispenser les femmes des corvées pénibles. Ouvrir des asiles, des hôpitaux, des écoles... Il y parviendra plus ou moins. Mais l'important est ailleurs. Pierre Bézoukhov est devenu bâtisseur, enthousiaste. Il mène une lutte contre ses mauvais penchants : l'égoïsme, la paresse, la réflexion oiseuse. Il n'est pas près d'en sortir victorieux. Il découvre au contraire que ce combat sera toujours reconduit. Au demeurant, il déclarera ceci en loge : « Comme il n'est pas possible d'extirper les passions, il faut les diriger vers un noble but ; en conséquence chacun doit pouvoir les satisfaire dans les limites de la vertu et notre Ordre doit lui en fournir les moyens<sup>12</sup> ».

Notre nouveau vertueux sera dès lors choqué par les propos que lui tiendra bientôt le prince Bolkonski. En effet, revenu de la province de Kiev, Pierre passe dire bonjour à son ami André qu'il n'a plus vu depuis deux ans. Au lendemain d'Austerlitz, celui-ci s'est retiré dans la petite propriété de Bogoutcharovo que lui a donnée son père. Autour de lui, la multitude des paysans pourrait également bénéficier d'un meilleur sort. Mais André soutient qu'il faut vivre pour soi et ne rechercher que la paix de l'âme. Vivre pour autrui et tenter de rendre heureux les misérables qui ne le demandent pas, voilà qui lui paraît inutile, hypocrite. Discours limpide et fort peu maçonnique, certes. Mais tâchons cependant de le comprendre. Le prince André est revenu dépité de la guerre, aigri, cynique. Depuis que ses yeux ont balayé des plaines rouges de cadavres, il désespère du genre humain. Pierre Bézoukhov, lui, ne veut pas en arriver là. Sans doute n'a-t-il pas vu la guerre de près. Sans doute a-t-il vécu comme si les portes du temple étaient fermées. Mais faut-il pour autant l'en blâmer ? L'oisiveté qu'il a connue, il l'a savourée jusqu'à l'écœurement. Et c'est sur le fond d'un tel dégoût que dorénavant se détache son activité altruiste. Méfions-nous des apologistes de la fièvre belliqueuse estimant qu'elle seule tient l'individu debout. Le confort connu loin de la guerre a du bon. Il endort dans un premier temps, mais pousse ensuite au réveil, amenant l'être à bondir dans la lumière matinale, amenant l'homme à utiliser ses forces – non gaspillées dans quelque combat – pour édifier, créer... Seulement, un tel investissement de notre énergie, dans le secteur du bien pour tous n'est possible qu'en n'étant pas désabusé devant l'espèce. Or la guerre, en tant qu'école de réalisme outrancier, peut aisément conduire à la désillusion devant l'humanisme.

---

<sup>11</sup> *La Guerre et la Paix*, p. 486.

<sup>12</sup> *La Guerre et la Paix*, p. 563.

En tout cas, la guerre vécue sur le terrain, celle dont peut parler le prince André, celle des combattants qui ont vu des corps en bouillie... Ce n'est pas vraiment celle-là que Pierre a perçue, même à Borodino. En fait, lors du grand conflit de 1812, l'expérience qui fut pour lui la plus formatrice est indéniablement celle de son incarcération. On l'a dit : il fut accusé d'avoir pris part à l'incendie de Moscou. Le voilà donc jeté en prison par les Français, avec la mort peut-être comme unique horizon. Mais qu'a-t-il découvert dans sa cellule, cet homme qui jusqu'ici n'a matériellement manqué de rien en raison de ses origines fortunées, cet homme qui n'est jamais parvenu à voir clair en lui-même, parce que son existence était probablement placée sous le signe d'un « trop-plein » – d'objets, d'interrogations, de possibilités ? Ceci : « Pour la première fois, il appréciait dans son immensité la jouissance de manger quand on a faim, de boire quand on a soif, de dormir quand on a sommeil, de se chauffer quand on a froid, de parler quand on a envie de le faire et d'entendre une voix humaine. La satisfaction des besoins, la bonne nourriture, la propreté, la liberté dont il était actuellement privé, semblait à Pierre le bonheur parfait, et le choix de ses préoccupations, c'est-à-dire de sa vie, maintenant que ce choix était pour lui si limité, lui apparaissait si facile qu'il en oubliait que l'excès des facilités de l'existence détruit toute la joie qu'on a à satisfaire ses besoins ; que la trop grande liberté du choix de ses occupations, cette liberté que lui avait prodiguée en sa vie, son éducation, sa richesse, sa situation dans le monde, que cette liberté d'un côté rend ce choix insurmontablement difficile, et de l'autre détruit le besoin même et la possibilité d'une occupation<sup>13</sup> ».

À quel éblouissement salutaire conduit le fait d'en passer par l'expérience du dénuement ! Dans bon nombre de situations, que la guerre n'est pas seule à créer, mais qu'elle rend plus aiguës et dont elle facilite l'émergence, bien des pendules sont remises à l'heure. On relativise. On retrouve un sens aux gestes les plus dérisoires. On redevient débrouillard simplement pour dormir ou communiquer. Bref, on redécouvre, au ras de ses racines mêmes, la succulence de la vie parce qu'on risque à chaque instant d'en être absurdement spolié. La guerre est une école. Et l'unique loi que le maître y fait régner tourne autour de cet axe : l'idée de privation – potentielle dans le cas de la vie, réelle pour tout le reste. Bien sûr que la notion de paix se voit souvent associée à celle d'abondance ou de prospérité rétablie. Et comment ne pas en souhaiter le maintien ? Seulement, la richesse de la forêt fait oublier le prix du bout de bois qu'on manipule dans sa poche. En temps

---

<sup>13</sup> *La Guerre et la Paix*, pp. 1322-1323.

*Portraits d'hommes en temps de guerre*  
(sur *La Guerre et la paix* de Léon Tolstoï)

de guerre, pour obtenir le minimum, on doit y mettre du sien plus que jamais. L'acquisition est alors indissolublement liée à une manifestation de l'être même, qui s'éprouve ainsi dans sa présence au monde.

Le pas au-delà

Il y a vingt-cinq siècles, Héraclite avait raison. L'un de ses fragments esquisse en raccourci ce que nous venons d'exposer : « La guerre est le père de toutes choses et le roi de toutes choses ; de quelques-uns elle a fait des dieux, de quelques-uns des hommes ; des uns des esclaves, des autres des hommes libres<sup>14</sup> ». Soit. Est-ce pour autant qu'il faille considérer la paix comme stérile, comme un état d'immobilité d'où – dans le sens énergétique de l'expression – rien ne se dégage ? Demeurons vigilants devant ceux qui le prétendent. Il nous paraît dangereux de ne pas, à tout le moins, tenter d'argumenter contre ceux qui se plaisent à dire qu'une « bonne » guerre est ce qui permet d'apprécier son contraire une fois signé l'armistice. Bien sûr, on peut de nouveau citer Héraclite : « C'est la maladie qui rend la santé agréable ; le mal qui engendre le bien ; c'est la faim qui fait désirer la satiété ; et la fatigue le repos<sup>15</sup> ». On ne peut pas lui donner tort. Mais poursuivre ce raisonnement avec les notions de guerre et de paix... ne serait-ce pas tomber dans le piège de la plus plate analogie ?

Un gros problème néanmoins se pose. À l'aube du dix-huitième siècle, en 1713, l'abbé de Saint-Pierre concocte un *Projet de paix perpétuelle*. Beaucoup le lisent, Rousseau le commentera. C'est que l'écrasante majorité des philosophes de l'époque, soulevés par leur désir de cosmopolitisme et se situant dans la généalogie des idées avant que ne germe celle, romantique, de nation, condamnent toute guerre – y compris celle qu'un peuple choisirait comme arme pour défendre son indépendance ou conquérir sa liberté. Sans doute, une telle opinion relève-t-elle de l'idéalisme, de sorte que nous pourrions peut-être, avec la plus grande prudence, concéder que toutes les guerres ne sont pas les mêmes. Mais restons sur le qui-vive. N'admettons pas le point de vue, tout aussi généralisant, qui consisterait à décréter comme une loi que la paix perpétuelle et le relâchement léthargique sont toujours amalgamables.

Parmi les hommes, la paix peut très bien régner sans qu'aussitôt leur besoin de se battre – après tout vital – soit irrémédiablement frappé de frustration. Il ne faut pas nécessairement déclarer la guerre à nos semblables pour avoir à mener mille et un combats. Des misères publiques aux

---

<sup>14</sup> HERACLITE, « Fragments », in *Les penseurs grecs avant Socrate. De Thalès de Milet à Prodicos*, Paris, Garnier-Flammarion, 1964, trad. Jean Voilquin, fragm. 53, p. 77.

<sup>15</sup> VOLTAIRE, *Dictionnaire philosophique*, Paris, Garnier-Flammarion, 1964, art. « Guerre », p. 220.

chagrins privés, les fléaux sont à tout moment assez nombreux pour que nous ayons toujours, sous la main, devant les yeux ou en nous-mêmes, de quoi satisfaire nos pulsions exterminatrices.

Georges Bataille a bien montré qu'on ne peut pas éternellement se contenter du sécurisant processus d'accumulation. Thésauriser n'a qu'un temps. La rétention prolongée n'a pas que des avantages. En fait, les hommes et les sociétés éprouvent, à l'occasion, l'irrépressible besoin de libérer leur énergie. Mais non pour obtenir en retour quelque profit. La dépense dont parle Bataille n'est pas de celles auxquelles on consent parce qu'elles nous paraissent utiles. Il n'envisage que la dépense *improductive* (comme dans le cas de la sexualité de plaisir, par exemple, donc détournée de sa finalité procréatrice). Ne nous voilons pas la face : les guerres malheureusement, répondent à ce besoin. Mais pas davantage que d'autres réalités qu'on devrait franchement leur préférer. Les jeux, le luxe, les cultes, la gastronomie, les spectacles, les arts, les fêtes... En voilà des activités qui permettent de relâcher la pression. Et ne serait-ce pas la culture qu'ainsi nous évoquons ?

Elle est tristement célèbre, la phrase d'un farceur sanguinaire : « Quand j'entends le mot culture, je sors mon revolver ». Contre elle, je choisirais cependant celle de Pablo Picasso, qui aimait les chiasmes autant que les pinceaux : « Quand j'entends le mot revolver, je sors ma culture ». On ne peut pas être humaniste et en même temps trouver normal, au nom du réalisme, que la guerre ait sa place dans le monde. Elle s'en empare elle-même, ne l'aidons pas. Conservons plutôt nos forces de travail pour accomplir une tâche : celle de toujours l'éconduire, sans céder au découragement de savoir qu'elle reviendra. Car seule son éradication répétée permet de retrouver le sens de toutes les autres conduites positives. Souvenons-nous de Voltaire : « Que deviennent et que m'importent l'humanité, la bienfaisance, la modestie, la tempérance, la douceur, la sagesse, la piété, tandis qu'une demi-livre de plomb tirée de six cents pas me fracasse le corps, et que je meurs à vingt ans dans des tourments inexprimables, au milieu de cinq ou six mille mourants, tandis que mes yeux, qui s'ouvrent pour la dernière fois, voient la ville où je suis né détruite par le fer et par la flamme, et que les derniers sons qu'entendent mes oreilles sont les cris des femmes et des enfants expirant sous des ruines, le tout pour des prétendus intérêts d'un homme que nous ne connaissons pas ? »

# Les conférences *Pugwash* : une association internationale de savants à la recherche de la paix<sup>1</sup>

## 1. LES ORIGINES ET LA NATURE DU MOUVEMENT *PUGWASH*<sup>2</sup>

Joseph ROTBLAT  
Président de *Pugwash*

Voici bientôt cinquante ans, un article de *Nature*, signé Lise Meitner et Otto Frisch, annonçait la découverte de la fission nucléaire. Dans les semaines qui suivirent, des expériences, exécutées par plusieurs savants travaillant indépendamment dans des laboratoires différents, amenèrent à la découverte que chaque fission produisait plus d'un neutron, et pouvait donc être à la base d'une réaction en chaîne, grâce à laquelle l'énergie contenue dans le noyau atomique pouvait être libérée à une échelle utilisable.

Ainsi naquit l'ère nucléaire. C'était l'œuvre des savants, mais elle tourna à l'aigre dès le début. La plus grande découverte du xx<sup>e</sup> siècle, porteuse d'un énorme potentiel de bienfaits pour l'humanité, se fit connaître au monde par une démonstration de son épouvantable pouvoir de destruction. En effet, la même réaction en chaîne qui dégage de l'énergie pouvant être transformée en électricité, peut aussi être le moteur de l'explosion la plus violente, la bombe atomique. La découverte de l'énergie nucléaire ne se fit pas connaître par le réacteur nucléaire construit à Chicago en 1942,

---

<sup>1</sup> Dénomination officielle : *Pugwash Conferences on Science and World Affairs*.

<sup>2</sup> Résumé de la conférence donnée à la Fondation Universitaire, Bruxelles, le 17 février 1989. Traduction Pro-Pugwash.



mais par la bombe lancée sur Hiroshima en 1945. Cet aspect négatif de la fission nucléaire n'a fait que croître au cours des années, jusqu'à devenir l'élément dominant de notre pensée, porteur de la menace permanente d'une destruction complète de notre civilisation au cours d'une guerre nucléaire.

Tous les savants ayant une conscience sociale sont amoureux de la paix ; ils voudraient que le résultat de leur travail soit le bonheur de l'humanité. L'idée de travailler au développement d'une arme de destruction de masse leur répugnait, mais ils y furent forcés par les circonstances de l'époque.

L'idée d'une bombe atomique germa dès le début de la Deuxième guerre mondiale, en 1939. La crainte que l'Allemagne sous régime hitlérien acquière la bombe, et ainsi gagne la guerre, fut une raison dominante pour que beaucoup de savants occidentaux entament des recherches relatives à la possibilité de réaliser des armes nucléaires, puis rejoignent le projet Manhattan, aux États-Unis. Leur justification pour prendre part à ce projet – qui aboutit à la production de la bombe en 1945 – était la croyance que seule la possession de la bombe par les Alliés pourrait empêcher les nazis d'employer la leur. La bombe atomique était conçue comme un préventif, une arme à ne pas utiliser, mais dont la possession empêcherait l'utilisation par l'adversaire, un point de vue qui prévaut encore – erronément, à mon avis – dans l'esprit de beaucoup.

Toutefois, les chefs du Pentagone, en charge du *projet Manhattan*, avaient d'autres idées. Ils voyaient dans la bombe atomique un moyen d'assurer l'hégémonie américaine dans l'après-guerre, plus particulièrement vis-à-vis de l'Union soviétique, considérée comme le principal adversaire – même pendant la guerre, alors qu'elle était notre alliée. Par exemple, le général Leslie Groves, directeur du projet Manhattan, a dit que « ... depuis environ quinze jours après que j'aie été mis en charge de ce projet, il n'y a eu aucun doute dans mon esprit que la Russie était notre ennemi et que le projet était conduit dans ce sens ».

Dès 1944, les savants avaient prévu les terribles conséquences d'une course aux armements nucléaires. Huit semaines avant que la bombe ne fût lancée sur Hiroshima, des savants, membres du projet Manhattan, firent part officiellement de leur préoccupation quant à l'usage proposé pour la bombe atomique et des graves implications de cet usage. Ils examinaient les conséquences à long terme de la découverte de l'énergie nucléaire, et soulignaient qu'il était certain que d'autres pays acquéraient des armes nucléaires en quelques années, et que la course aux armements nucléaires dominerait pour toujours le climat mondial. Ils estimaient que la libération de l'énergie nucléaire était l'argument fondamental pour



*Les Conférences Pugwash :  
une association internationale de savants à la recherche de la paix*

l'établissement d'une autorité mondiale pour le contrôle international des armes nucléaires.

Mais la demande des savants fut ignorée. Des considérations militaires et politiques prirent le pas sur les propositions logiques et humanitaires, et deux villes japonaises réduites en cendres.

La course aux armements nucléaires commença en août 1949, par l'explosion d'une bombe nucléaire expérimentale soviétique, mettant fin au monopole des États-Unis. La réponse immédiate fut l'intensification de l'effort en vue de la production de la bombe à hydrogène, but qui fut atteint en peu d'années, et suivi rapidement d'une réalisation semblable par l'Union soviétique. Ainsi, au milieu des années 1950, les deux superpuissances avaient en leur possession des bombes mille fois plus puissantes que celles qui avaient détruit les deux villes japonaises. Même avant l'arrivée des missiles balistiques – ce qui n'intervint que quelques années plus tard – ces bombes, portées par des avions traditionnels, avaient la capacité d'annihiler les plus grandes concentrations urbaines du monde. Dans le climat de méfiance intense, de crainte, de propagande haineuse, qui régnait à l'époque, il paraissait hautement probable que la guerre froide devienne une guerre chaude, avec comme conséquence la destruction de la civilisation.

Dans ces circonstances, il devenait impératif que les savants, qui comprenaient le danger mieux que tout autre groupe, avertissent le monde de la catastrophe menaçante, et cherchent les moyens de l'éviter.

Au début de 1955, le philosophe britannique Bertrand Russell conçut l'idée que la communauté scientifique devrait se préoccuper activement des dangers pour l'humanité, créés principalement par le travail des savants. À ce moment, le plus éminent savant du monde était Albert Einstein, et Russell lui écrivit à Princeton pour lui suggérer l'idée d'un appel en faveur d'une conférence scientifique de haut niveau pour discuter de ces problèmes. Einstein fut immédiatement d'accord il demanda à Russell de préparer le texte, qu'ils signeraient conjointement avec d'autres savants. Russell fit le nécessaire, et envoya le projet à la signature d'Einstein.

En avril 1955, Lord Russell était en avion entre Rome et Paris, lorsque le pilote annonça aux passagers qu'il venait d'entendre la triste nouvelle de la mort d'Einstein. Désolé, Russell craignit que, sans la signature d'Einstein, tout le projet ne s'effondre. Mais, quand il arriva à son hôtel à Paris, une lettre attendait son arrivée, une lettre d'Einstein, contenant le texte, signé. Cette signature fut l'un des derniers actes de la vie d'Einstein. Et ainsi naquit l'*Appel Russell-Einstein*.

Ayant reçu les signatures de neuf autres savants, de six pays différents, l'*Appel* fut publié le 9 juillet 1955, à Londres, au cours d'une conférence de presse spécialement convoquée à Caxton Hall, plein pour la circonstance de représentants de la presse, de la radio et de la télévision du monde entier.

Tout en appelant spécifiquement les savants à se réunir en conférence pour discuter les moyens d'éviter les dangers, l'*Appel* invitait les gouvernements à se rendre compte de ce que l'humanité était entrée dans une ère nouvelle, dans laquelle les disputes internationales devaient être réglées par des moyens pacifiques, puisqu'une guerre nucléaire ne connaîtrait pas de vainqueur. Il ajoutait, en termes puissants et émouvants, à l'intention du public en général : « Nous parlons, en cette occasion, non en qualité de membres de l'une ou l'autre nation, continent ou croyance, mais en qualité d'êtres humains, de membres de l'espèce *homme*, dont la survivance est aujourd'hui en danger. Nous allons essayer de ne pas écrire un seul mot qui s'adresse plus à un groupe qu'à un autre. Tous sont également en péril, et, si ce péril est compris, l'espoir existe que, collectivement, ils puissent l'éviter ».

L'*Appel* fut très bien reçu par l'opinion publique, et fut approuvé par la communauté scientifique ; néanmoins, deux ans se passèrent avant que la conférence ne se réunisse. Le retard fut dû partiellement aux crises de Suez et de Hongrie en 1956, mais aussi à la difficulté de réunir des fonds pour en couvrir l'organisation.

Parmi les nombreuses lettres reçues après la publication de l'*Appel*, il en était une, enthousiaste, de l'industriel américain, Cyrus Eaton, qui offrait de financer anonymement la réunion et suggérait qu'elle se tienne dans son village natal, *Pugwash*, au Canada. Initialement, il y eut quelque hésitation à tenir une réunion sérieuse dans un endroit portant le nom d'un personnage de bande dessinée (Capitaine *Pugwash*, le pirate). Il fut finalement décidé d'accepter l'offre de Cyrus Eaton.

Dès le début, Russell avait insisté sur ce que la conférence devait être – visiblement – un projet réellement objectif et indépendant. L'offre de M. Eaton avait clairement dit que, tout en étant ses invités, les participants seraient totalement indépendants de toute influence de sa part. Il était également d'accord pour que le travail préparatoire et l'organisation soient assurés par Russell et ses collègues, et que la conduite et les conclusions de la conférence soient entièrement laissées à la discrétion des participants. Dans ces conditions, les principes de base arrêtés pour la conférence paraissaient sauvegardés, et la conférence se tint finalement du 7 au 10 juillet 1957 dans le petit village de pêcheurs de *Pugwash*, en Nouvelle-Écosse, au Canada.

*Les Conférences Pugwash :  
une association internationale de savants à la recherche de la paix*

Ce ne fut qu'une petite réunion, comptant vingt-deux participants. Mais c'étaient des savants éminents et influents, en provenance des deux côtés de la partition politique dominante. Ils venaient d'Union soviétique et des États-Unis, de Chine et d'Angleterre, de France et de Pologne, d'Australie, d'Autriche, du Canada et du Japon. Les physiciens étaient en majorité, mais il y avait des chimistes, des biologistes, des médecins, et même un avocat.

Trois sujets étaient à l'ordre du jour, représentant les trois domaines d'intérêt. L'un était un sujet spécifique de haute actualité – les dangers du rayonnement – et demandait une compétence scientifique spécialisée. Le second – le contrôle international de l'énergie nucléaire – couvrait le domaine entier du danger de la guerre nucléaire et des moyens de l'éviter. Le troisième traitait du problème fondamental, à la base de la conférence, de la responsabilité sociale des savants.

L'importance de cette première conférence *Pugwash* ne pourrait être surestimée. Dans la perspective actuelle, où existent tellement de canaux de communication entre l'Est et l'Ouest, avec tant de collaborations scientifique, culturelle, et autres, dans le climat actuel de détente et même d'euphorie, consécutif à la signature d'un traité portant élimination de certaines catégories d'armes nucléaires, il est difficile d'imaginer l'atmosphère de guerre froide qui régnait en 1957, la propagande de haine qu'elle ait engendrée, le gouffre idéologique qui séparait les parties et décourageait toute rencontre des esprits. Dans ces conditions, le simple fait qu'une conférence se soit réunie, à laquelle des problèmes extrêmement sensibles avaient été discutés, constituait déjà un événement historique de première importance.

À cette époque, tout savant occidental qui acceptait de rencontrer des savants des pays communistes en vue de parler de problèmes de paix était automatiquement flétri comme un procommuniste et une victime de la propagande soviétique ; le simple fait d'assister à la réunion était un acte de courage civique. Mais c'était la composition de la conférence qui la rendait extraordinaire. Il eut été relativement facile d'appeler des savants occidentaux qui sympathisaient avec l'idéologie communiste et étaient connus pour cette sympathie. Mais les avis émis par un tel groupe, politiquement unanimes, auraient eu peu d'impact en Occident. La spécificité de la conférence de *Pugwash* était que, pour la première fois, étaient rassemblés des savants couvrant un très large spectre d'opinions politiques, avec de nombreux participants de l'Ouest fermement opposés aux doctrines communistes et détestant l'oppressivité du régime qui subsistait encore en Union soviétique dans la période poststalinienne. Ils

comprenaient parfaitement – selon les ternies mêmes de l'*Appel Russell-Einstein* – que le problème de base était « la lutte titanesque entre le communisme et l'anti communisme », mais étaient capables – comme le demandait l'*Appel* – de laisser ce point de vue de côté et de ne se considérer que « comme des membres d'une espèce biologique ayant eu une histoire remarquable, et dont aucun de nous ne peut souhaiter la disparition ».

Malgré la bonne volonté de part et d'autre, les solides convictions politiques opposées des participants créaient un doute sérieux quant au résultat de la réunion ; il était plus que probable que la Conférence se termine par un désaccord total.

Ces craintes ne se matérialisèrent pas. Les participants à la conférence atteignirent un haut degré d'unanimité quant aux problèmes fondamentaux, et se mirent d'accord sur une déclaration publique traitant de façon assez détaillée des problèmes contemporains les plus controversés.

Plusieurs facteurs peuvent être mis en avant pour expliquer le succès final de la conférence. L'un est que les participants étaient venus en tant qu'individus et non en qualité de représentants de gouvernements ou d'autres entités. Un autre est que les réunions étaient privées, dans une atmosphère favorable à de libres échanges de vues. Le plus important était peut-être que les participants étaient des savants, versés dans la méthode scientifique d'attaque des problèmes, et disposés à l'appliquer à des questions connexes à la science. Le fait que la plupart d'entre eux se connaissaient professionnellement, et respectaient mutuellement leur intégrité scientifique, était évidemment aussi très important.

La conférence avait justifié la conviction exprimée dans l'*Appel Russell-Einstein*, que les savants avaient un rôle à jouer dans l'étude des grands problèmes de l'humanité. Elle avait prouvé que les savants avaient un but commun, qui transcendait les frontières nationales sans entamer les loyautés de base. Elle avait montré qu'en vertu de leur formation et de leur savoir, les savants étaient capables de discuter objectivement des problèmes complexes soulevés par les progrès de la science, et de suggérer des solutions à ces problèmes.

Le résultat de cette unanimité d'objectif fut la décision de continuer les efforts dans la même direction. Dans ce but, un petit comité permanent fut établi, avec comme mission la convocation de nouvelles conférences.

Le premier travail de ce comité fut de décider des objectifs principaux de ces nouvelles réunions ; devaient-elles viser à influencer les gouvernements, ou à aider les savants à remplir leurs responsabilités sociales, ou encore à éduquer le public en général ? Ces trois objectifs furent considérés comme

*Les Conférences Pugwash :*  
*une association internationale de savants à la recherche de la paix*

hautement désirables, mais nous réalisons qu'ils ne pouvaient tous être poursuivis simultanément. Au vu de la situation politique tendue qui régnait à l'époque, et se détériorait encore, nous décidâmes qu'il y avait un besoin urgent de réunir une petite conférence, aussi rapidement que possible, pour discuter les moyens d'éviter une crise politique. Cette réunion, la deuxième conférence *Pugwash*, se tint au lac Beauport (Canada) du 31 mars au 11 avril 1958 ; elle comptait également vingt-deux participants.

Tout en n'excluant pas l'idée de réunions très importantes, vouées à l'éducation du public – par exemple, près de dix mille personnes assistèrent à une telle réunion à Vienne en 1959 – nous arrivâmes à la conclusion que le type principal d'activité de *Pugwash* devait être l'organisation de petites réunions de savants influents auprès de leurs gouvernements. Nous pensions que, pour qu'une réunion soit efficace et engendre des idées originales, la presse devait en être exclue, de façon que les participants n'aient pas à s'inquiéter d'une éventuelle publication, peut-être déformée, de leurs paroles. Dans des réunions publiques, en pleine vue des médias, les discussions ont tendance à se transformer en discours dirigés vers l'auditoire, et il y a peu d'idées originales. Dans l'ensemble, de telles réunions engendrent moins de nouveaux concepts qu'une réelle confrontation des esprits, une fertilisation mutuelle des idées, tel qu'elle peut se produire dans une petite réunion autour d'une table.

Ceci n'a pas pour but de nier l'intérêt de conférences publiques telles que celle-ci. Clairement dit, il y a de la place pour tous les types d'activités : pour les groupes de communication et les groupes de réflexion ; pour l'action directe sur le public et pour les contacts avec les gouvernements ; pour les débats publics et des discussions privées. À tort ou à raison, nous avons choisi la deuxième option.

La décision de conduire l'essentiel des activités de *Pugwash* dans des discussions privées ne signifie pas que *Pugwash* soit une société secrète. Au contraire, nous souhaitons vivement que les résultats de nos délibérations soient largement diffusés. Pour cette raison, après chaque réunion, nous publions une déclaration, résumant les principaux points discutés et les recommandations qui en découlent.

*Pugwash* est un mouvement de paix, mais diffère d'autres mouvements semblables par son mode de travail. Le but principal des conférences *Pugwash* est de réunir des savants et des personnes influentes en provenance du monde entier, désireuses de réduire le danger lié à la guerre nucléaire et aux autres affrontements. Se réunissant en privé, en qualité d'individus plus que de représentants de leurs gouvernements, les participants peuvent échanger leurs points de vue et explorer des mesures diverses pour le

contrôle des armements et la réduction des tensions internationales, avec une franchise et une flexibilité rarement atteintes dans les contacts et les négociations officielles entre l'Est et l'Ouest, le Nord et le Sud. Néanmoins, grâce à l'importance et à l'influence de beaucoup de participants dans leur propre pays, les résultats des discussions de *Pugwash* parviennent souvent rapidement aux corps constitués exerçant le pouvoir politique, pour servir de base aux négociations officielles.

Au cours des années, beaucoup de changements sont intervenus dans l'organisation de *Pugwash*, principalement en ce qui concerne le type, la dimension et la fréquence des réunions. Les activités actuelles seront décrites ci-après par le secrétaire général du *Pugwash*, le professeur Calogero. Comme il vous le dira, l'étendue de nos activités a considérablement augmenté.

Un des changements a été l'élargissement des sujets de discussion. Éviter la guerre nucléaire, et même la guerre en général, reste notre objectif prioritaire. Les étapes nécessaires pour atteindre ce but, esquissées dès la première conférence *Pugwash*, et toujours valables aujourd'hui encore, sont :

- la réduction des tensions entre nations, et la promotion de la compréhension mutuelle entre les peuples ;
- la fin de la course aux armements ;
- l'établissement de règles raisonnables pour un système de contrôle des armements, de façon à fournir à chacun une protection substantielle, et à augmenter la confiance mutuelle ;
- l'instauration d'un processus graduel pour établir un ensemble de contrôles et de vérifications aussi satisfaisant que pratiquement possible.

Mais, en dehors de ces mesures, la nécessité d'éviter d'autres guerres, employant d'autres types d'armes, biologiques, chimiques ou conventionnelles, est tout aussi fondamentale, de même que les grands problèmes de sécurité et du maintien de la paix. Les problèmes de sécurité des pays en voie de développement, liés aux facteurs militaires, politiques, sociaux et économiques, les sources de conflit liées à ces facteurs ou à d'autres, la manière de les régler, figurent également à l'ordre du jour des préoccupations du *Pugwash*.

En dépit de cet élargissement, *Pugwash* est parvenu à conserver son caractère informel, sans s'encombrer d'une constitution écrite ou de règlements rigides. Les caractéristiques de base de *Pugwash*, gouvernant

*Les Conférences Pugwash :*  
*une association internationale de savants à la recherche de la paix*

ses activités, sont restées essentiellement les mêmes depuis la première conférence, c'est-à-dire :

- a) les participants sont invités à titre personnel et ne représentent qu'eux-mêmes ;
- b) les participants sont des scientifiques, ce terme étant pris dans son sens le plus large ;
- c) les participants recouvrent un large spectre des diverses tendances idéologiques et géographiques du monde scientifique ;
- d) il n'y a pas de règles formelles d'appartenance au mouvement *Pugwash*, et un minimum de structure formalisée ;
- e) les débats du *Pugwash* se déroulent dans un esprit scientifique ;
- f) en sa qualité d'entité indépendante et privée, *Pugwash* n'entreprend normalement pas d'actions conjointes avec d'autres organisations.

Le respect de ces principes, et le maintien de ces caractéristiques sont probablement les raisons du succès et de la spécificité du mouvement *Pugwash*. Il s'est établi comme un important moyen de communication entre savants, pour l'étude et la discussion de beaucoup de problèmes complexes auxquels l'humanité doit actuellement faire face. La participation à ces conférences de savants éminents de l'Est et de l'Ouest, du Nord et du Sud, et les propositions constructives qui en émanent, particulièrement en ce qui concerne le désarmement, ont acquis aux conférences *Pugwash* le respect de la communauté scientifique, des gouvernements, et de nombreux secteurs de l'opinion. Le nom *Pugwash* est devenu un symbole de discussions internationales fructueuses sur des sujets controversés, et les conférences sont citées comme modèle pour des efforts similaires dans d'autres domaines des relations humaines.

Le succès des conférences *Pugwash* est le résultat des efforts constants d'un groupe de savants, résolu à conserver une opinion indépendante et soustraite aux pressions extérieures, et désireux de construire et de consolider la compréhension et la coopération internationale. Les conférences *Pugwash* ont montré qu'il est possible d'appliquer la méthode scientifique, qui a connu tellement de succès dans les domaines de la science et de la technologie, à des problèmes qui ne sont qu'indirectement liés à la science. Elles ont montré que, même sur des questions vivement controversées, il est possible de dire la vérité sans être agressif, d'être franc sans être embarrassant, pourvu qu'il existe une approche commune basée sur l'objectivité scientifique et le respect mutuel.

L'approche commune vers un but commun, qui surmonte toutes les divergences, est la conservation de la civilisation. Ceci a été souligné dans



la phrase finale de *l'Appel Russell-Einstein*: « Nous en appelons aux hommes en notre qualité d'hommes : souvenez-vous de votre humanité, et oubliez le reste ».

## 2. L'ÉVOLUTION DE *PUGWASH*

Suite aux réunions de 1957 et 1958, se tinrent une série continue de réunions à travers le monde, avec une diversité et un nombre croissant de participants, en même temps que se créait une structure organisationnelle assez décentralisée pour coordonner et financer ces activités. À la fin 1988, il y avait eu 158 conférences, symposiums et réunions de travail, réunissant au total quelque 7900 présences.

Les conférences sont tenues annuellement, alternativement à l'Est, à l'Ouest, et au Sud (1990 : Angleterre ; 1989 : États-Unis ; 1988 : URSS ; 1987 : Autriche ; 1986 : Hongrie ; 1985 : Brésil ; 1984 : Suède) et comptent de cent vingt-cinq à deux cent cinquante personnes ; les groupes de travail et les *symposiums* impliquent typiquement de vingt à cinquante participants ; on peut signaler, en passant, que toutes les réunions se déroulent en anglais, ce qui évite les problèmes de traduction (les publications du *Pugwash* se font également en anglais ; les groupes nationaux éditent souvent des publications dans leur langue).

Les contacts internationaux et les communications sont coordonnés par des petits bureaux permanents installés à Londres, Genève et Rome, cependant que des *groupes Pugwash* nationaux, souvent administrés ou soutenus par les Académies des Sciences, proposent des noms de participants et se relayent pour recevoir des réunions internationales. La direction de l'organisation est assurée par un conseil de vingt-sept membres, élus tous les cinq ans par l'Assemblée générale.

La première moitié de l'histoire de *Pugwash* (de 1957 à 1972 environ) a coïncidé avec quelques-unes des plus froides années de la guerre froide, marquées par la crise de Berlin, la crise des missiles cubains, l'invasion de la Tchécoslovaquie, et la guerre du Viêt Nam. Durant cette période de relations officielles tendues et de canaux officieux restreints, les assemblées et les contacts fournis par *Pugwash* ont joué un rôle utile en coulisse pour jeter les fondations du *traité sur la Limitation partielle des essais nucléaires*



*Les Conférences Pugwash :*  
*une association internationale de savants à la recherche de la paix*

en 1963, du *traité de Non-prolifération nucléaire* de 1968, du *traité sur les Missiles antibalistiques* de 1972, et de la *Convention sur les armes biologiques* de 1972. La tendance subséquente à l'amélioration des relations Est-Ouest, et l'apparition de nombreux canaux officiels de communication, ont réduit dans une certaine mesure la visibilité de *Pugwash*, tout en fournissant d'autres moyens d'aboutir au même but, mais les réunions *Pugwash* ont continué, pendant les années 1970 et 1980, à jouer un rôle important en réunissant les principaux experts et conseillers pour des discussions soutenues, en profondeur, des problèmes cruciaux d'armement de l'époque ; les forces nucléaires en Europe ; les armes chimiques, la réduction des armes conventionnelles, le contrôle des crises dans le Tiers-Monde, entre autres.

### 3. LES ACTIVITÉS ACTUELLES<sup>3</sup>

Prof. Francesca CALOGERO  
Secrétaire général de *Pugwash*

J. Rotblat vous a parlé de l'éthique et de la naissance de *Pugwash*. Le document qui précède vous a résumé nos activités passées. Je vais maintenant vous décrire brièvement l'activité actuelle de nos groupes de travail.

Nous en organisons trois séries : sur le contrôle des armes nucléaires et le désarmement, sur les armes chimiques et biologiques, sur les Forces conventionnelles (essentiellement en Europe). Ces groupes de travail se réunissent une ou deux fois par an ; ils comportent un noyau fixe de participants, garantissant une certaine continuité, auquel se joignent chaque fois d'autres experts éminents et influents. Chaque réunion dure habituellement d'un à trois jours, et compte de trente à cinquante participants, toujours en provenance de l'Est et de l'Ouest, du Nord *et* du Sud.

---

<sup>3</sup> D'après une brochure éditée par les *Conférences Pugwash*. Traduction Pro-Pugwash.

Le groupe de travail « Forces nucléaires » s'est toujours réuni à Genève, depuis sa création en janvier 1980, immédiatement après la décision (dite « double track ») de l'OTAN de décembre 1979, et l'intervention militaire soviétique en Afghanistan. Les participants comprennent plusieurs personnalités importantes, telles que Robert McNamara, le général Chervov, Sir Solly Zuckermann, et bien d'autres ; les participants ont en outre souvent eu l'occasion de rencontrer les principaux négociateurs américains et soviétiques quand les négociations START étaient en réunion. Ils ont sans aucun doute eu une certaine influence sur les négociations officielles et sur la position des principaux intéressés (notamment l'URSS). Parmi les points sur lesquels cette influence s'est marquée, on peut citer le moratoire des essais nucléaires décrété par l'URSS, la signature du *traité sur les Forces nucléaires intermédiaires*, le progrès des négociations sur la vérification, le problème du rôle des missiles de croisière (plus particulièrement au départ de la mer). La réunion de juin 1989 étudie la possibilité d'une élimination totale des armes nucléaires tactiques basées en mer ; celle de juillet 1989 se concentre sur le danger d'une guerre nucléaire accidentelle, et notamment sur les aspects psychologiques de ce problème.

Le groupe de travail « Armes chimiques et bactériologiques » s'est réuni principalement (mais pas exclusivement) à Genève ; il a également servi de groupe de réflexion officieux pour les négociations officielles tenues dans le cadre de la conférence sur le désarmement, à Genève toujours. En fait, beaucoup des participants au groupe de travail participaient également, comme conseillers ou comme négociateurs, aux réunions officielles. La question de la vérification a été très souvent à l'ordre du jour du groupe de travail ; incidemment, c'est dans le cadre de ses réunions qu'a eu lieu la première visite d'une usine chimique de l'Europe de l'Est, en RDA, par un groupe comportant plusieurs experts de l'Ouest et de pays non-alignés, un événement qui fut le premier signe d'un changement dans la position des pays de l'Est (y compris l'URSS) concernant les inspections sur site (dans le domaine nucléaire, ce changement de position fut la clé qui rendit possible la signature du *traité sur les Armes nucléaires intermédiaires*). Le point central de l'activité de ce groupe – ainsi d'ailleurs que de celle des négociateurs officiels – est l'obtention d'une convention universelle bannissant la production et la possession d'armes chimiques.

Le résultat principal atteint par le groupe de travail « Forces conventionnelles » a été de développer, et de répandre au plus haut niveau, le concept de « défense défensive », c'est-à-dire de l'intérêt de la possibilité d'un changement, tant par décisions unilatérales que par conventions internationales, vers des postures défensives, visant à atteindre une situation de *stabilité structurelle*, dans laquelle la capacité défensive de

*Les Conférences Pugwash :*  
*une association internationale de savants à la recherche de la paix*

chaque partie est clairement adéquate à dominer la capacité offensive de ses adversaires potentiels. Plusieurs militaires de haut grade, de toutes les parties, ont pris part à ces réunions, ce qui a certainement contribué au sérieux et au résultat positif des discussions, et aidé à la transmission de ces résultats aux plus hauts niveaux militaires et politiques. Il est maintenant clair que ces concepts ont eu une profonde influence sur la pensée des chefs de l'*Organisation du traité de Varsovie* (incidemment, un échange de correspondance a eu lieu entre un groupe de participants occidentaux à ces réunions et Mikhaïl S. Gorbatchev), et commencent à être pris au sérieux par l'OTAN. Ces idées, et ces discussions auront probablement un impact positif sur les négociations de Vienne sur les Forces conventionnelles en Europe.

Mais *Pugwash* ne se préoccupe pas seulement de contrôle des armements et de désarmement, pas plus que les Groupes de travail mentionnés ci-dessus ne sont sa seule activité, loin de là. Nous nous préoccupons en permanence des problèmes de développement. Et nous nous intéressons maintenant activement aux problèmes d'écologie – ainsi que nous l'avons mentionné dans la *Déclaration du Pugwash sur la Survivance de l'Humanité* publiée par le Conseil de *Pugwash* à la suite de l'assemblée générale tenue à Dagomys (URSS) en 1988 – car ces problèmes présentent toutes les caractéristiques justifiant leur examen par *Pugwash* : ils sont de nature globale, ils sont intimement liés à la science et à la technologie, ils deviendront vraisemblablement une source importante de conflits ; il y a donc tout intérêt à ce qu'ils soient étudiés par les méthodes tranquilles, compétentes et étendues qui sont à la base de notre approche.

Dans le passé, le principal mérite de *Pugwash* a été de maintenir ouverts des canaux de communication entre des parties en conflit – essentiellement l'Est et l'Ouest, mais aussi le Nord et le Sud. Aujourd'hui, un grand changement est intervenu, particulièrement dans le dialogue Est-Ouest ; ce rôle de canal de communication est devenu moins important, suite à l'ouverture de beaucoup d'autres canaux. En même temps, la réalisation de beaucoup de nos objectifs paraît s'être sensiblement rapprochée (notamment, mais pas exclusivement, dans le domaine du contrôle des armements et désarmement), quoique beaucoup reste encore à faire (d'énormes arsenaux nucléaires sont encore présents ; la prolifération des armes nucléaires reste un danger réel, de même que la perspective d'une prolifération, et même d'un usage, des armements chimiques).

Nous vivons à une époque de grandes espérances ; c'est aussi une époque où notre détermination doit être renforcée, car un progrès important apparaît possible, mais ne peut ni ne doit être considéré comme

certain. En fait, cette fenêtre d'opportunité pourrait ne pas toujours rester ouverte, tandis que le genre de progrès que nous pouvons apporter – en fait, autopropagateur – peut renforcer les conditions aux limites qui sont elles-mêmes essentielles pour la continuité de ce progrès.

#### 4. PUBLICATIONS ET ORGANISATIONS

Les conclusions de *Pugwash* sont principalement transmises aux preneurs de décisions par leur participation directe aux réunions et par les contacts personnels des autres participants ; mais d'autres moyens de communication sont utilisés.

Un feuillet d'information en anglais (*Pugwash Newsletter*) est publié trimestriellement, et envoyé dans le monde entier aux participants aux Conférences et aux bibliothèques ; il contient des communiqués du conseil de *Pugwash*, les résumés des problèmes soulevés lors des réunions, et, avec la permission de leur auteur, des extraits des travaux présentés aux réunions (les résumés des réunions sont préparés par des rapporteurs et ne citent ni n'engagent les autres participants).

Chaque conférence fait l'objet d'une publication (*Proceedings of the Annual Conferences*) reprenant tous les textes présentés, les résumés des discussions établis par les rapporteurs, et les conclusions tirées par le conseil du *Pugwash*.

Les *Annals of Pugwash*, publiées sous forme de livres par Macmillan (Londres) contiennent les communications, résumés et travaux les plus importants de l'année écoulée.

J. Rotblat publie une histoire du mouvement *Pugwash*, par tranches de cinq années.

Les membres de *Pugwash* et les groupes nationaux ont également publié de nombreux ouvrages à titre personnel (une vingtaine de titres de 1968 à 1988).

Les participants sont souvent appelés à donner des interviews à la presse pendant et après les réunions, mais, en ce cas, ne parlent que pour eux-mêmes et non en qualité de membre du groupement.

*Les Conférences Pugwash :*  
*une association internationale de savants à la recherche de la paix*

*Pugwash* « tourne » avec un budget extrêmement réduit. Le fonctionnement des bureaux de Genève, Londres et Rome dépend largement de prestations bénévoles ; les indispensables frais généraux sont couverts par des contributions individuelles, des subsides de fondations, et des cotisations versées par les groupes nationaux, basées sur leur importance et leurs moyens. (Les États-Unis et l'Union soviétique versent chacun vingt mille dollars par an). Le logement et la nourriture des participants aux réunions sont couverts par le groupe national invitant, mais les participants doivent financer eux-mêmes leurs frais de voyage. Ils ne touchent aucune rémunération pour leur participation aux réunions, pas plus d'ailleurs que les dirigeants du *Pugwash*.

À l'Ouest, les groupes nationaux recueillent des fonds auprès d'individus, de fondations, et parfois auprès de leur gouvernement (habituellement au travers des Académies des Sciences). Dans les pays socialistes, le coût des groupes nationaux est pris quasi entièrement en charge par les gouvernements par l'intermédiaire des Académies des Sciences.

## 5. LE *PUGWASH* EN BELGIQUE

André L. MECHELYNCK  
Ingénieur (A.LBr.),  
Secrétaire du groupe *Pugwash* belge.

Le groupe national belge a été créé il y a plus de vingt ans, ayant été fondé par le regretté professeur Robert Leclerc (ULB) vers 1966 ; ses membres sont quasi exclusivement des professeurs et des savants, relevant de plusieurs universités belges.

Le groupe a été représenté à toutes les conférences annuelles de *Pugwash* tenues depuis lors, sauf une (Madras, Inde, 1976) et à de nombreux symposiums et réunions de travail. Ceci est d'autant plus remarquable qu'il ne dispose d'aucune source particulière de fonds, et que les participants aux réunions internationales doivent supporter eux-mêmes le coût de leurs voyages.

Au cours des années, les membres du groupe ont donné un grand nombre de conférences à diverses audiences, sur les aspects scientifiques, politiques et sociologiques de la guerre nucléaire, chimique et conventionnelle.

Depuis 1987, le groupe a publié diverses brochures (en français) sur les mêmes sujets, ainsi qu'un feuillet d'information (*Plowshare*, en anglais).

Au début de 1989, le groupe a organisé une réunion de travail, à Bruxelles, avec le soutien, notamment, du *Fonds national de la recherche scientifique* et des deux ministères de l'Éducation nationale, sur le sujet *La Science, les Médias et les Affaires mondiales* ; les travaux et conclusions de cette réunion ont été publiés sous forme de livre (*The Silent Shout*, 1989, en anglais), en y comprenant une très large information sur le mouvement *Pugwash* en général.

Au début de 1989 encore, le groupe a créé l'ASBL PRO-PUGWASH, pour pouvoir disposer d'un cadre légal pour ses activités présentes et futures, et élargir son recrutement. Le président en est le professeur Pierre Baudoux.

Pour toutes informations (et notamment recevoir les ouvrages mentionnés ci-dessus), il y a lieu de s'adresser à :

Pro-Pugwash, ASBL  
c/o M. André L. Mechelynck  
Avenue Van Crombrughe 69  
1150 Bruxelles

## Notices biographiques

*Nous publions ci-après de brèves notices biographiques de nos auteurs afin de mieux faire connaître au public leurs occupations professionnelles et leurs intérêts culturels.*

Jacques LEMAIRE (né à Bruxelles en 1946) est docteur en philosophie et lettres (philologie romane). Il a enseigné ou enseigne à l'Athénée Adolphe Max (1969-1982), à l'Académie royale des Beaux-Arts (1982-1985), à l'Institut Cooremans (ESTI et Institut supérieur de Commerce), à l'Université libre de Bruxelles et à l'Université de Lille III. Il est visiting professor à l'University of Western Ontario (Canada).

Spécialiste de la langue et de la littérature françaises du Moyen Âge, il est l'auteur d'une thèse sur le *Thème de la vie curiale en France sous les premiers Valois (1328-1498)*. Il a publié quatre livres et plus de soixante articles (dans des revues de France, de Belgique, d'Italie, des États-Unis, de Pologne, du Canada, etc.). Il a également fait paraître plusieurs dizaines de comptes rendus philologiques (spécialement en France et en Suisse) et collabore assidûment à la revue *Scriptorium*.

Il s'intéresse aussi à l'histoire des idées en France au XVIII<sup>e</sup> siècle, spécialement aux rapports entre les gens de lettres et la franc-maçonnerie. Ses travaux sur cette question ont donné lieu à un livre qui a reçu le prix de la *Fondation Guy Cambier* en 1984.

Il assume, depuis septembre 1975, la direction des publications de *La Pensée et les Hommes*.

Nadine LUBELSKI-BERNARD est chef de travaux à l'Institut de Sociologie de l'ULB où elle est responsable de la section *Polémologie* du Centre de Sociologie politique.

Elle a consacré différentes études aux mouvements et aux idéologies pacifistes qui se développèrent en Europe et en Belgique aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Elle s'est intéressée notamment aux relations existant entre le nationalisme et la guerre, à la place occupée par la coopération internationale, comme facteur de paix, au sein de la Société des Nations, au rôle joué par l'éducation et la propagande en faveur de la paix, au soutien apporté par certaines institutions, groupes parlementaires, franc-maçonnerie, à la paix, à la participation des femmes aux sociétés de la paix et à l'influence qu'ont

exercée certains pacifistes, comme les prix Nobel belges de la paix, sur l'orientation de la politique internationale.

Eric REMACLE (né en 1960) est licencié en philologie classique et maître en politique internationale de l'ULB. Il est depuis 1986 attaché de recherche au Groupe de recherche et d'information sur la paix (GRIP) où il dirige le programme de recherche sur la maîtrise des armements et la sécurité européenne. Il est l'auteur de plusieurs articles et monographies sur le désarmement conventionnel, chimique et nucléaire et sur le nouveau paysage européen.

Alfred CAHEN né en 1929, est docteur en Droit de l'Université libre de Bruxelles (1953) et avocat au Barreau de Bruxelles (1953-1956). Entré au Ministère des Affaires étrangères en 1956. Il occupe différents postes diplomatiques. (Attaché à la Délégation belge auprès de l'*Organisation européenne de Coopération économique* à Paris ; 2<sup>e</sup> secrétaire d'ambassade et chef du secteur politique de l'ambassade de Belgique à Léopoldville ; 1<sup>er</sup> secrétaire de la Délégation belge auprès de l'*Organisation des Nations unies* ; ministre-conseiller de l'ambassade de Belgique à Kinshasa ; ministre-conseiller de l'Ambassade de Belgique à Washington).

Membre de divers cabinets ministériels. (Secrétaire de Cabinet du ministre, adjoint aux Affaires étrangères ; conseiller de cabinet du ministre – secrétaire d'État aux Affaires européennes ; chef de cabinet adjoint du ministre du Commerce extérieur ; chef de cabinet du ministre des Affaires étrangères).

En dernier lieu, directeur général de la Politique au ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au développement ; secrétaire général de l'Union d'Europe occidentale (Londres) et, actuellement, ambassadeur de Belgique auprès de la République française depuis le 9 juin 1989.

Chargé de cours à l'Université libre de Bruxelles. Président du *Centre des relations internationales et stratégiques* de l'Université Libre de Bruxelles. Auteur ou coauteur de plusieurs ouvrages et de très nombreux articles portant sur les Relations internationales.

Robert ANCIAUX est chargé de cours à l'Institut d'Histoire et de Philologie orientales et à la faculté des Sciences sociales, politiques et économiques de l'Université libre de Bruxelles.

Pendant l'année académique 1967-1968, il a effectué un stage à la Faculté d'histoire, section turcologie, à l'Université d'Istanbul. Il a effectué



*Les conférences Pugwash.*  
*Une association internationale de savants à la recherche de la paix*

plusieurs séjours d'études prolongés en milieu rural et urbain en Turquie, en Syrie, au Liban, au Maroc et en Tunisie, ainsi que dans les bibliothèques universitaires de ces États. Il a aussi effectué de brefs séjours d'études à Bagdad, aux Émirats arabes unis et au Koweït.

Spécialiste de l'histoire et de la sociologie politique de l'Empire ottoman et des États musulmans contemporains, il s'est intéressé aux mécanismes de fonctionnement des États musulmans et à l'étude des théories politiques islamiques.

Il est membre de l'Académie royale des Sciences d'Outre-Mer et de l'Académie des Sciences historiques de Turquie ; il est en outre membre de plusieurs sociétés savantes : la *Société internationale d'Études ottomanes*, la *Permanent International Altaic Conference*, l'*Association européenne des arabisants et islamisants*.

Nicole ROSEL est licenciée en sciences politiques et diplomatiques de l'ULB (1971), agrégée de l'enseignement secondaire supérieur (1972) et licenciée spéciale en études européennes (1974).

Elle enseigne la morale dans l'enseignement secondaire supérieur (depuis 1974) et collabore (depuis 1978) aux émissions radio et télé de *La Pensée et les Hommes*.

Elle a écrit plusieurs articles sur l'*Opus Dei et la politique d'évangélisation de Jean-Paul II* et songe à faire de ce thème de réflexion un sujet de thèse..

Anne-Marie ROVIELLO (née en 1948) est professeur de philosophie à l'ULB. Elle a publié un ouvrage sur Kant (1984) et un second ouvrage sur H. Arendt (1988). Elle a consacré de nombreuses études à Hegel, Kant, Arendt, Ricoeur. Elle a publié plusieurs articles de philosophie politique – en particulier sur la question du totalitarisme. Elle collabore régulièrement à la revue *Esprit*.

Elle est actuellement vice-présidente de la Société belge de Philosophie.

Son ouvrage sur Kant a reçu le prix Duculot de l'Académie Royale des Sciences de Belgique en 1985.

Jacques CELS est né en 1956. En 1978, au terme de ses études de philologie romane à l'Université libre de Bruxelles, il reçoit le prix Mauritz Naessens, décerné par la banque Paribas.

Depuis, il enseigne le français à l'Athénée Adolphe Max (Bruxelles). En 1980, pour son premier livre intitulé *Mâchures*, le prix Georges Lockem

lui est attribué par l'Académie de langue et de littérature françaises de Belgique.

Il a publié ensuite quatre autres ouvrages : *États d'un motif d'absence* (en 1980) et *Travaux de rattrapage* (récit en 1985), *L'exigence poétique de Georges Bataille* (essai, 1989) et *Henri Michaux* (essai, 1990). Il est également l'auteur d'une dramatique radiophonique et de plusieurs articles, études ou essais parus en Belgique et en France.

Joseph ROTBLAT enseignait la physique nucléaire à l'Université de Liverpool en 1939, quand la nouvelle de la fission nucléaire lui parvint ; préoccupé par le risque que les nazis développent, et utilisent, l'explosif nucléaire, il prit contact avec le professeur Chadwick pour lui proposer un schéma de bombe. Ceci finit par l'amener à faire partie de l'équipe britannique travaillant à Los Alamos avec les Américains.

Il fut assailli par le doute en 1944, quand il apprit que la bombe était, potentiellement, dirigée non vers les Allemands, mais bien vers les Russes, il démissionna du projet – devenant automatiquement une personne à risque – revint en Angleterre, abandonna la physique nucléaire, et se consacra à la recherche médicale.

La vie de Rotblat est intimement liée à celle de *Pugwash* ; il fut l'un des onze signataires de *l'Appel Russell-Einstein* ; il a assisté à toutes les assemblées, depuis la première ; il a servi pendant plusieurs années comme secrétaire général de *Pugwash*, et en est actuellement président.

Francesco CALOGERO est professeur de mathématiques à l'Université de Rome ; il est actuellement secrétaire général de *Pugwash*.

André L. MECHELYNCK est ingénieur civil, et exerce depuis quelques années les fonctions de secrétaire du *Groupe Pugwash* belge (et le Pro-Pugwash).

## Table des matières

Jacques LEMAIRE	Avant-propos .....	7
Nadine LUBELSI- BERNARD	Quelques approches de l'étude de la guerre et de la paix .....	9
Éric REMACLE	Le poids des mots, le choc des armes : de la guerre totale à la dissuasion, de la riposte aux conflits de moyenne intensité .....	25
Alfred CAHEN	La reconnaissance de la supranationalité comme moyen de favoriser la paix.....	35
Robert ANCIAUX	La guerre religieuse : le cas de l'islam et de la chrétienté .....	47
Georges GORIÉLY	Introduction à l'article de Sergio Romano .....	61
Sergio ROMANO	Aux origines des idéaux européens .....	67
Éric REMACLE	Violence structurelle et destruction de l'environnement : défis nouveaux pour une nouvelle stratégie de la paix et de la sécurité...	83
Nicole ROSEL	Enfants entre terrorisme, guerre et paix .....	97
Anne-Marie ROVIELLO	Les philosophes et la guerre.....	107
Jacques CELS	Portraits d'homme en temps de guerre (sur <i>La Guerre et la Paix</i> de Léon Tolstoï) .....	123
Les Conférences Pugwash : une association internationale de savants à la recherche de la paix		
Joseph ROTBLAT	1. Les origines et la nature du mouvement <i>Pugwash</i> .....	135
	2. L'évolution de Pugwash.....	144

Francesco CALOGERO	Les activités actuelles.....	145
	Publications et organisation .....	148
André L. MECHELYNCK	Le <i>Pugwash</i> en Belgique .....	149
Notices biographiques		151
Table des matières		155